

LA

RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 17 Février 1912, à 3 heures

PAR

L. JORE

Président : M. LESEUR.

Suffragants { *MM. AGLAVE, professeur.*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur-adjoint.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA

RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

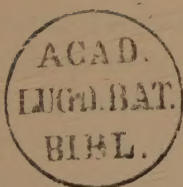
THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 17 Février 1912, à 3 heures

PAR

L. JORE



Président : M. LESEUR.

Suffragants {

MM. ALGLAVE, *professeur.*

GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur-adjoint.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

AVANT-PROPOS

L'expansion coloniale, en asservissant complètement à des peuples civilisés la presque totalité des pays habités par la race noire, privera sans doute la Sociologie d'un champ d'études des plus intéressants. Elle menace, en effet, de ne plus permettre de savoir si cette race était susceptible de profiter de la civilisation, sans que celle-ci lui soit, en quelque sorte imposée, de s'élever d'elle-même puis de se maintenir par ses propres forces au rang d'un véritable État constitué.

Et cependant, même en admettant — ce qui n'est pas démontré — qu'il y ait « des races incapables d'un développement intellectuel spontané », il serait capital de savoir, ainsi que l'éminent économiste, M. Paul Leroy-Beaulieu se le demande, si « après avoir inculqué par l'exemple, par la bienveillance, par une direction équitable leur civilisation à ces peuples enfants..... les nations européennes pourraient retirer leur main conductrice, sans que, au bout d'un certain nombre d'années, les peuples

ainsi relevés, éduqués, puis soudain abandonnés, revinssent à leur situation première (1) ».

C'est là un des grands problèmes dont un pays colonisateur, comme la France, ne saurait se désintéresser puisque l'attitude d'une telle nation vis-à-vis des populations qu'elle a soumises ne peut se déterminer rationnellement que par une connaissance profonde de leur psychologie, de leur neutralité et de leurs aptitudes.

Nous n'aborderons point le sujet qui met aux prises ceux qui prétendent que la race noire est imperfectible, et ceux qui affirment, au contraire, qu'elle est susceptible de s'élever au degré de civilisation que les autres atteignent. Nous ne rechercherons pas non plus, si, comme le capitaine Meynier l'estime (2), et bien que ce soit notre opinion personnelle, si le problème africain est complexe et ne peut se résoudre par une formule unique. Nous nous bornerons à offrir ici une modeste collaboration aux travaux préliminaires sans lesquels cette question ne peut être résolue, en étudiant l'intéressante tentative faite par des noirs, de constituer sur la Côte d'Afrique une République autonome.

Le Libéria est, en effet, avec les Républiques d'Haïti et de Saint-Domingue aux Antilles, et l'Empire d'Ethiopie entre le Nil et la mer Rouge, un des rares points où la race noire jouisse encore d'une certaine liberté. Toutefois, ce quadruple exemple est, nous semble-t-il, d'une diversité aussi variée qu'il était permis d'espérer. Sans doute,

(1) *De la Colonisation chez les peuples modernes.*

(2) Capit. Meynier, *L'Afrique noire*, Flammarion, 1911.

les trois premiers de ces États se rapprochent les uns des autres par leur mode démocratique d'organisation, mais l'on ne saurait oublier que le premier a subi l'influence anglo-saxonne, le second une empreinte française très marquée, tandis que le troisième a eu l'Espagne pour éducatrice. Quant au royaume d'Ethiopie, il nous offre une société beaucoup plus originale, tant par son gouvernement féodal que par une civilisation rudimentaire où la part de l'Europe est infiniment moins sensible.

Comme nous venons de le dire, nous n'envisagerons dans les pages qui suivent, que le développement historique de la République de Libéria ainsi que l'organisation politique, administrative et économique du pays. Nous verrons comment une poignée d'anciens esclaves libérés, originaires d'Amérique et des Antilles où ils avaient été importés d'Afrique au temps où sévissait la traite, ont, avec le concours loyal et désintéressé de sociétés philanthropiques, fondé, dans le premier quart du xix^e siècle, des établissements sur un territoire riche, mais malsain et couvert de forêts. Nous assisterons à leur lutte courageuse contre des indigènes barbares et hostiles, à l'essor relativement rapide des premières colonies et à leur fusion en 1847 et en 1857. Malgré leur tenacité et le souci jaloux de leur indépendance les colons noirs, en raison de leur manque de préparation politique et administrative, abandonnés prématurément à leurs propres forces sous l'impulsion d'une généreuse illusion, ne purent, dans la seconde moitié du siècle dernier organiser sérieusement leur pays, ni en gérer les intérêts selon les méthodes occidentales. Cette situation, au début du xx^e siècle les

amena, par la crainte de se voir absorbés par une nation européenne, à solliciter l'appui du gouvernement des États-Unis qui n'était jamais intervenu jusque-là dans leurs affaires, et n'avait prêté à la République Noire qu'un appui distant et purement moral.

La Bibliographie du Libéria est assez considérable, mais comporte surtout des ouvrages étrangers. On la trouvera, aussi complète que possible, dans l'appendice n° I. Quel que soit l'intérêt que puissent offrir les autres publications il convient de réserver une place prééminente au travail magistral que Sir Harry Johnston (1) a publié à Londres en 1906, et dont M. Delafosse (2), administrateur des Colonies, a donné un excellent et substantiel résumé dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, en 1907. Nous avons fréquemment suivi les grandes lignes et cité quelques passages de cette œuvre remarquable donnant ainsi aux lecteurs de la langue française l'occasion d'en apprécier les nombreux mérites.

(1) Sir Harry Johnston est né à Londres en 1858. Après avoir étudié la zoologie et les beaux-arts notamment en France, il partit pour l'Afrique du Nord en 1879, puis explora l'Afrique Occidentale, Portugaise et le Congo, dirigea une expédition scientifique au Kilimandjaro de 1882 à 1884. L'année suivante il entra dans l'administration et remplit successivement les fonctions de Vice-Consul au Cameroun, de Consul à Mozambique, fonda le protectorat anglais de l'Afrique Centrale, et obtint le grade de Consul Général en Ouganda, puis à Tunis. Retourné de nouveau en Ouganda de 1889 à 1901, il prit sa retraite à ce moment pour s'occuper de questions économiques, notamment en Afrique Occidentale. Il est président de la Libèrian Development C^e Chartered and Limited, et vice-président de la Société Africaine. Sir Harry Johnston est grand croix de St-Michel et St-Georges, chevalier-commandeur de l'ordre du Bain et Docteur ès-sciences. Il a écrit de nombreux ouvrages sur l'Afrique. Son livre sur le Libéria, édité par MM. Hutchinson and C^e de Londres, comprend deux forts volumes superbement illustrés.

(2) M. Delafosse, né en 1870 a rempli les fonctions de représentant de la France au Libéria. C'est un de nos écrivains coloniaux les plus distingués en matière de linguistique et de sociologie des races africaines.

CHAPITRE PREMIER

VUE D'ENSEMBLE SUR LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

SECTION I

Esquisse Géographique

La République de Libéria se trouve englobée entre la Colonie anglaise de Sierra-Leone, d'une part, et les possessions françaises de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, d'autre part. Elle est constituée par une bande de terre de 500 kilomètres de longueur, et de 175 kilomètres de profondeur moyenne (maximum 250 km. à la source de la Nuon). Sa superficie atteint environ 80.000 kilomètres carrés, situés entre le 4° et le 7° parallèle, c'est-à-dire en pleine zone tropicale.

Nos connaissances géographiques sur ce pays sont encore bien imprécises. Si la côte maritime a été depuis longtemps relevée, et si les régions frontières ont fait l'objet des travaux topographiques de la part des officiers anglais et français, une grande partie de l'hinterland de la République est, à l'heure actuelle, presque entièrement inexplorée.

Cette situation, qui se prolonge jusqu'à nos jours pour le Libéria, était naguère celle de presque tout le territoire africain. C'est ainsi qu'en particulier, le massif du Fouta-Djallon auquel sa rattachent les chaînes libériennes, n'est bien connu que depuis fort peu de temps. Cette formation montagneuse occupe tout l'hinterland de la Guinée Française et celui de Sierra-Leone à une distance de 200 à 300 kilomètres du rivage, sert de contrefort à l'est au plateau soudanais, et s'abaisse en pentes douces tant vers l'Océan Atlantique qu'au nord et au sud pour venir mourir sur le rivage, dans les plaines du Sénégal et celles de la basse Côte d'Ivoire.

Ce relief donne à l'Afrique Occidentale une physionomie très particulière. Par suite de la proximité de l'Océan, le massif du Fouta-Djallon ne donne naissance, du Cap Vert au Cap des Palmes qu'à des fleuves côtiers secondaires occupant des bassins limités, pendant que du point culminant de sa masse divergent harmonieusement sur le versant oriental, deux fleuves immenses : le Sénégal, qui remonte vers le nord-ouest et le Niger qui s'échappe vers le nord-est.

L'arête montagneuse qui, partant du Tembi-Counda, sépare le bassin libérien de celui du Golfe de Guinée, se trouve aujourd'hui presque entièrement située en territoire français. La convention du 18 Septembre 1907 nous en a reconnu la possession. De telle sorte, qu'à part le Saint Jean ou Mani, et la Cestos ou Mion dont les points d'origine forment la frontière des possessions françaises, aucune des grandes rivières libériennes ne prend sa source sur le territoire de la République.

Le régime hydrographique du Libéria est, à l'exception du Cavally qui coule du Nord au Sud, constitué par de nombreux cours d'eau se dirigeant parallèlement du nord-est au sud-ouest. La première rivière que l'on rencontre en longeant la côte du nord au sud-est la Mano ou Loffa (1) (360 kilomètres) appelée aussi quelquefois Mannoh ou Manna, qui forme sur les 75 derniers kilomètres de son cours la limite des territoires dépendant de la République de ceux qui relèvent de la colonie anglaise de Sierra-Leone.

Plus loin, on remarque la Mafa qui se jette dans l'estuaire du Fisherman Lake, lagune d'environ 16 kilomètres sur 8, et dont la profondeur maximum ne dépasse guère 4 mètres. A l'extrémité de la bande de terre qui sépare le Fisherman Lake de l'Océan, se trouve la ville de Robertsport, ainsi nommée en souvenir du premier Président de la République. Cette ville est dominée par la saillie la plus élevée de la côte libérienne, le Cap Mount (300 mètres).

A 6 kilomètres environ au nord de la capitale, Monrovia, aboutit le Diani ou Saint-Paul (2) (360 km.) grossi, à la frontière française, d'un important affluent la Oulé (en mandingue : rivière rouge). Comme tous les fleuves africains, le Saint-Paul est coupé de nombreux rapides dont le premier se trouve à trente-deux kilomètres

(1) Sir Harry Johnston trompé par des renseignements que la mission de délimitation française a reconnues inexacts, attribue dans son ouvrage, avec une grande réserve d'ailleurs le nom de Loffa au cours supérieur de Little Cape Mount River, qui se jette entre Roberts port et Monrovia.

(2) On remarquera que les grandes rivières libériennes portent deux ou même plusieurs noms dans la partie de leur cours. Cela provient de ce que les relations ont été nulles jusqu'à présent de la source à l'embouchure et que même aujourd'hui le tracé des fleuves n'est pas absolument certain.

de son embouchure. Un bras du Saint-Paul, appelé Stockton Creek qui se dédouble lui-même, vient aboutir devant Monrovia, formant ainsi deux îles appelées Bushrod Island et Bali Island, cette dernière limitée au sud par un estuaire marin connu sous le nom de Mesurado River. La ville de Monrovia bâtie sur le plateau qui forme le Cap Mesurado domine ces plaines riches mais malsaines. La barre, qui règne sur toute la côte est relativement assez douce à Monrovia ; M. l'Administrateur des Colonies Delafosse déclare même l'avoir passée en ce point sur la vedette à vapeur de l'avis *la Durance* sans même s'en être rendu compte.

A une centaine de kilomètres au sud de Monrovia, se jette au pied de la ville de Grand Bassa, la rivière Mani ou Saint-Jean (250 km.) connue également sous le nom de Hartford River, et dont le cours supérieur forme une partie de la frontière franco-libérienne sur une centaine de kilomètres.

En descendant toujours le rivage, on rencontre à 80 kilomètres au sud de Grand Bassa la rivière Cestos, appelée aussi Nipoué ou Nuon qui a été jusqu'à ces derniers temps considérée, pour près de la moitié de son cours, comme un affluent du Cavally. C'est M. l'Administrateur des Colonies Joulia qui, dans ses belles explorations le long de la frontière franco-libérienne de la Côte d'Ivoire, a démontré que la Nuon et le Cavally étaient deux fleuves distincts, ainsi que le capitaine d'Ollonne l'avait déjà supposé. Le cours supérieur de la Nuon forme la frontière depuis la source de la rivière jusqu'à la hauteur du village de Toulépleu, soit sur 150 kilomètres.

Entre l'embouchure de la rivière Cestos et celle de la Sangwin se trouve Rock Cess sur une côte formée de rochers et de récifs. La barre est particulièrement mauvaise dans ces parages et rend les débarquements fort dangereux. « A ceux qui sont avides de sensations émouvantes, je recommande, écrit Sir Harry Johnston (1), un débarquement à l'embouchure de la rivière Sino, au moment de la marée et à l'époque de l'année où la barre n'est pas favorable. Quittant le steamer à une distance d'environ 1.200 mètres au large de Blubarra Point on est roulé au faite d'énormes vagues sur une longueur de 1.600 mètres avant que le danger réel ne commence. Pour éviter les flots les plus mauvais, il faudra passer tout près des Rocs Sauvages à North-Point qui, au dessus et au-dessous des eaux montrent des arêtes aiguës sur lesquelles le plus léger contact empalerait instantanément une embarcation. A l'ouest et au nord s'étendent de grands bancs de sable sur lesquels la houle écume avec colère, ainsi que des chaînes de récifs et d'îlots rocheux. Au moment où on atteint l'extrémité de North-Point, l'embarcation poussée de toute la vigueur des bras des Krouboys... est arrêtée soudain par la force du courant effroyable de la rivière Sino... Mais les Krouboys connaissent le danger... et, quoique l'embarcation puisse parfois rester stationnaire pendant une demi-heure, ils parviennent, en tendant leurs muscles à l'empêcher de glisser en arrière sur les rochers ou les hauts-fonds, lui font insensiblement contourner North-Point et finissent par lui faire tracer sa route en remontant

(1) *Op. cit.*, pp. 465 et 466.

le cours relativement tranquille de la claire rivière, jusqu'à la ville libérienne de Greenville fondée en 1838. »

On remarque encore Grand-Sesters (dont le nom est dérivé du mot portugais sestro, sinistre) puis Harper, au Cap Palmas « enlacé d'un cercle d'écume », au point où la Côte commence à prendre franchement la direction de l'est vers les bouches lointaines du Niger.

Les fleuves libériens ne sont guère navigables que sur la partie tout à fait inférieure de leur cours et encore n'admettent-ils point les navires de haute mer. Nous avons déjà vu que le Diani ou Saint Paul formait, dès le 32^e kilomètre une série de chutes infranchissables ; de même la rivière Sino n'est accessible aux embarcations que jusqu'au 24^e kilomètre. Seul le Cavally peut être remonté sur une longueur de 130 kilomètres, et son affluent, la Duobé (150 km.) qui coule entièrement en territoire libérien est peut être susceptible, lui aussi, de porter de légers chalands.

Ainsi qu'il est dit plus haut, l'intérieur du pays est presque entièrement inexploré, aussi est-il difficile de se faire une idée un peu précise de l'orographie de la République. « La moitié orientale du Libéria est peut-être la partie la plus montagneuse du pays. Le plus haut sommet du mont Druple qui s'élève à quelques milles au-delà de la frontière libérienne, sur le cours supérieur du Cavally, a une altitude que Woelffel estime à 3.000 mètres. Ce n'est là, bien entendu, qu'une conjecture, comme est l'estimation similaire de 2.000 mètres pour le plus haut point de la masse des monts Nimba. Toutefois ces deux altitudes sont acceptables, et les voyageurs français qui ont passé

dans cette direction semblent avoir été très impressionnés par la hauteur de ces montagnes. Le capitaine d'Ollone suppose même qu'il peut y avoir des pics plus considérables que ceux mentionnés plus haut dans le cours supérieur de la rivière Saint-Paul et de ses nombreux affluents... Si ces estimations sont exactes, le Libéria, à l'intérieur de ses limites ou à quelques milles au dehors, présenterait les plus hauts sommets de tout l'ensemble orographique de l'Afrique Occidentale. Les monts du Fouta-Djallon et l' hinterland de Sierra-Leone n'offrent, en effet, autant que nous le sachions, aucune montagne atteignant 2.000 mètres... La chaîne méridionale qui confine au bassin du Cavally... ne présente aucune élévation qui soit évaluée à plus de 1.400 mètres » (1).

Les récents travaux de découverte exécutés sur les frontières libériennes, loin de nous montrer dans les montagnes de la République Noire, le pendant des géants de l'Afrique Orientale, comme le Kénia, le Kilimandjaro et le Rouwenzori ne nous permettent même pas d'y voir des massifs aussi importants que les premiers explorateurs avaient cru. Dès 1907, M. Delafosse estimait que la plupart des hauteurs libériennes ne dépassent pas 1.000 mètres (2), et l'année suivante, la mission de délimitation française, dirigée par M. le Gouverneur des Colonies Richaud, ne donnait au mont Nanimba, près de Lola, centre hydrographique où prennent à la fois leur source le Cavally, la Nuon (Cestos) et le Mani (Saint-Jean) une hauteur de

(1) Sir H. Johnston, *op. cit.*, pp. 480, 482, 484.

(2) *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1907.

1.854 mètres (1). De son côté M. Chevalier dans la belle mission qu'il a remplie en Afrique Occidentale au cours des années 1908-1909-1910, signalait bien sur la frontière franco-libérienne de nombreux dômes de granit de 1.400 à 1.500 mètres, mais ne rencontrait nulle part un pic supérieur au mont N'zo qui dresse son sommet à 1.800 mètres d'altitude (2).

Il n'est guère vraisemblable de présumer que des altitudes plus élevées soient rencontrées un jour dans la partie inexplorée du Libéria.

SECTION II

Les Explorations

Les voyageurs qui ont pénétré dans l'hinterland libérien sont fort peu nombreux. Les premiers, par ordre chronologique sont les Libériens Seymour et Assi qui visitèrent les Ouémia (région de Zigaporassou) au temps de la présidence du général Benson; puis leur compatriote Anderson qui, en 1868, atteignit les environs de notre poste actuel de Beyla (Haute-Guinée), mais dont l'exploration n'eut aucun résultat politique. Le récit d'Anderson est, par ailleurs considéré comme très sujet à caution. Il y a lieu de signaler aussi les tentatives de Bohlen en 1869, et les reconnaissances du Suisse Büttikofer de 1879 à 1882.

(1) Carte publiée dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, avril 1910.

(2) *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, novembre 1910.

Plus récemment, l'administrateur anglais T. J. Alldridge visita, non sans danger, une partie des régions limitrophes de Sierra-Leone et pénétra même dans le village réputé très dangereux de Pandémé, en 1898 (1). Le capitaine Scarvell Cape, en 1903, explora également différentes parties de la République. En 1907, le docteur suisse Volz atteignait la frontière française de la Guinée après avoir traversé Sierra-Leone et la région septentrionale du Libéria, mais trouvait une mort tragique à Boussédou (2). En 1908, M. le commandant Naber, de la marine hollandaise, membre de la Commission de délimitation franco-libérienne, obligé de rentrer en Europe pour raisons de santé, regagna la Côte des Graines en traversant le pays de Zinta à Monrovia. L'année suivante, son second, M. le lieutenant de vaisseau Moret, de la même nationalité que

(1) *The Sherbro and its Hinterland*, par T.-J. Alldridge.

(2) Le docteur Volz, professeur de zoologie à l'Université de Berne, était parti en 1906 pour l'Afrique occidentale, où il se proposait d'étudier aux points de vue géographique, géologique et zoologique, le versant occidental du Fouta-Djallon. Après avoir traversé Sierra-Leone et le Haut-Libéria, il se trouvait en mars 1907, dans le village de Boussidou. Par une cruelle fatalité, une troupe française qui opérait dans la région sous les ordres du chef de bataillon Mourin, commandant militaire de la Guinée française, fut amenée à s'emparer de cette agglomération, ignorant que le D^r Volz put s'y trouver. Le village ayant été emporté d'assaut le 2 avril, le D^r Volz se trouva subitement en présence de nos tirailleurs et perdant son sang-froid tira sur eux à plusieurs reprises. En se défendant nos tirailleurs le tuèrent. Dès que les officiers et sous-officiers européens apprirent l'incident, ils se portèrent aussitôt vers le D^r Volz à qui ils rendirent les derniers devoirs, et mirent à l'abri ses papiers et effets personnels. Il a été démontré que l'infortuné savant avait été fait prisonnier par les habitants de Boussidou qui le considéraient comme un fétiche. Les correspondances qu'il avait adressées au chef du poste français de Kuankuan pour l'informer de sa présence dans le pays, avaient même été interceptées par eux.

Le récit du voyage du D^r Volz a été publié d'après ses papiers sous le titre de *Reise durch das Hinterland von Liberia im Winter, 1906-1907; Nach seinen Tagebuchern bearbeitet von Rudolf Zeller*, avec 2 cartes et illustrations, A. Franck, Berne, 1911. Voir également *La Géographie* du 15 août 1911.

lui parcourut le Libéria de Cribò à Sino, du 2 au 23 mars 1909, le récit de son voyage a été publié dans le périodique *La Géographie*, le 15 janvier 1910. Enfin, nous citerons pour mémoire, puisqu'ils ont été accomplis sur les territoires français limitrophes, l'exploration de nos malheureux compatriotes Bailly et Pauly, assassinés à N'Zolou en 1898 (1), et les remarquables travaux de MM. Pobéguin, Blondiaux, Hostains, d'Ollone, Woelffel, Joulia, Laurent et Chevalier.

Il nous est agréable de signaler ici le courageux voyage de reconnaissance qu'un officier anglais des plus distingués, M. le capitaine Braithwaite Wallis, ancien Consul général d'Angleterre au Libéria, et qui exerce aujourd'hui avec distinction les mêmes fonctions à Dakar, a accompli, dans les provinces septentrionales libériennes du 18 avril au 18 mai 1908 (2).

Parti de Free-Toron, M. le capitaine Wallis se rendit en chemin de fer à Baiama, point terminus du rail anglais, pénétra aussitôt en territoire libérien en passant par les villages de Kamatahun, Sambatahun, Zigizu, Janne (3), traversa la Loffa sur un pont de lianes, visita Maleina, Bué, Zigida, Barwoi et de là atteignit le poste français de Son-

(1) MM. Bailly et Pauly avaient formé le projet de traverser l'Afrique de la Guinée à la Côte-d'Ivoire. Arrivés sur les confins du Libéria, ils avaient été contraints de prendre parti pour une tribu noire, alors en lutte avec une de ses voisines. Au cours d'un des combats, Bailly fut mortellement blessé et ne tarda pas à succomber. Quant à Pauly, fait prisonnier, il fut attaché nu à un arbre dans le village de N'Zolou et mourut deux jours après de manque de nourriture et d'insolation.

(2) Voir *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, mai 1910. La relation du voyage de M. le capitaine Braithwaite Wallis a été publiée dans le *Geographical Journal du Monde*, mars 1910.

(3) Nous avons conservé l'orthographe anglaise.

deme (ou Soundédou, aujourd'hui supprimé) où il reçut un accueil cordial. Le retour fut plus difficile, et faillit même coûter la vie à l'intrépide explorateur. Aucun Européen n'avait en effet, passé dans le pays que traversait l'itinéraire. Pendant plusieurs jours la petite troupe fut entourée d'indigènes hostiles et sauvages que menaçaient de lui faire un mauvais parti. Au village de Mumusa, où les difficultés semblaient pires que jamais, une circonstance inopinée écarta miraculeusement tout danger : « Un prêtre mahométan de haute taille, habillé de blanc, traversa directement la foule et s'avança vers moi. J'avais fait sa connaissance quelques années auparavant à Bariwala sur la frontière. Ne sachant pas comment les affaires tourneraient dans l'assemblée et ignorant si nous serions tués, ou non, il avait eu peur de se montrer jusqu'à ce moment, et était demeuré caché dans le village. Après m'avoir salué ainsi que quelques autres personnes de ma suite il s'adressa au chef et au peuple, exposant qu'il m'avait connu autrefois et ajoutant, par manière d'encouragement que j'étais un bon blanc pour les noirs. Il proposa de nous accompagner jusqu'au village où résidait le chef supérieur à quelques heures de là. On se rangea à cette suggestion et nous partîmes pour cet endroit appelé Singbalahun, où nous arrivâmes à minuit quinze minutes. » Grâce à l'intervention du marabout, le chef supérieur fournit à M. le capitaine Wallis le moyen de regagner le territoire anglais.

Cette dangereuse tournée avait été accomplie sans escorte et en compagnie simplement de vingt-cinq porteurs, d'un chef porteur, de deux interprètes, d'un cuisinier, deux domestiques et un guide. L'armement ne com-

prenait que trois carabines Lee-Enfield et un revolver de poche.

La relation de M. le capitaine Wallis nous montre le pays comme échappant de la manière la plus absolue à l'autorité libérienne que les habitants ne soupçonnaient même pas. La région est très montueuse, couverte d'une forêt sombre et dense où vivent de nombreux animaux sauvages : éléphants, singes, léopards, guépards; elle n'est parcourue que par de rares et détestables sentiers.

On conçoit qu'aux prises avec la forêt et au milieu de populations hostiles, l'explorateur ne puisse aisément relever la topographie de la contrée qu'il parcourt. Néanmoins M. Wallis est parvenu à nous donner de son voyage un itinéraire qui contribue à faire connaître ce coin ignoré de l'Afrique.

Les tribus qui habitent ces régions sont très primitives. Aussi ne faut-il pas s'étonner de les voir pratiquer couramment les sacrifices humains, la traite des esclaves et les razzias de village en village qui obligent les habitants à entourer les bourgs tantôt d'épais murs de terre, tantôt de palissades ne communiquant entre elles que par d'étroites ouvertures.

SECTION III

Le Sous-Sol

Si le Libéria commence à voir sa géographie se dessiner tout au moins dans ses grandes lignes, au contraire l'étude de ses roches et de son sous-sol est encore à peu près

entièrement à entreprendre. Tout ce que l'on peut dire aujourd'hui c'est que la côte « en général haute et découpée, plus découpée au moins que la Côte d'Ivoire, sa voisine » est dans les endroits peu élevés recouverte de vase et de palétuviers. La latérite semble dominer partout. Peut-être l'intérieur recèle-t-il une assez grande quantité de quartz et de granit. On trouve aussi du cristal de roche très dur que les Libériens prennent souvent pour du diamant. Sir Harry Johnston croit enfin que les régions orientales de la République contiennent des pierres précieuses : saphirs, rubis, etc., bien qu'on n'en ait encore jamais trouvé.

Par contre on a constaté non loin de Monrovia la présence du zinc, et, dans la haute rivière Saint-Paul des gisements de fer magnétique, un peu plus à l'est des pyrites de cuivre et de fer et quelques indications de cobalt. De sérieuses recherches ont été faites pour trouver des gisements d'or, mais sans succès. Rien jusqu'à présent ne permet de supposer que le pays contienne du charbon, mais il ne serait pas impossible qu'on y trouvât du pétrole (1).

SECTION IV

Le Climat

La République de Libéria forme avec Sierra-Leone la partie de l'Afrique occidentale la mieux arrosée par les

(1) Sir H. Johnston, *op. cit.*, chapitre XXI.

pluies. La hauteur moyenne des précipitations annuelles atteint environ 2^m 50, s'élevant sur certains points à 3^m 75 et ne descendant pas sur les plateaux au dessous de 1^m 70. La saison sèche n'y dure guère que pendant les mois de décembre, janvier et février. Il souffle souvent pendant cette partie de l'année un vent d'est appelé har-mattan. D'après sir Harry Johnston la température peut descendre à cette époque, entre 30 et 80 killomètres de la côte, à 43° centigrades pendant la nuit, mais elle s'élève au milieu du jour à 38°. Au mois d'août, c'est-à-dire au maximum de la saison des pluies, la température à Cape Palmas ne descend pas au dessous de 18° mais ne dépasse pas 20°.

Le climat du Libéria comme celui des côtes avoisinantes des Colonies anglaise et française de Sierra-Leone et de la Côte d'Ivoire n'est guère favorable aux Européens. Nous verrons même que les noirs importés d'Amérique qui colonisèrent la Côte des Graines eurent à en souffrir eux aussi. Il est à croire que de judicieux travaux d'assainissement conçus et exécutés sans relâche suivant un plan méthodique pourront assez rapidement faire perdre à toute cette partie de la côte d'Afrique le sinistre surnom de « White men's grave » (la tombe des blancs) que les Anglais lui ont donné.

SECTION V

La Flore et la Faune

Nos connaissances sur la flore et la faune du Libéria sont encore des plus limitées, bien que de remarquables études

aient été faites à ce sujet. Les premiers essais d'exploration botanique sont dus à des Allemands. Il nous faut citer les travaux du D^r Théodor Vogel, qui accompagna l'expédition anglaise du Niger en 1841 ; ceux de Philipp Schoenlein en 1855, ceux du D^r Nauman en 1874, enfin ceux de M. Dinklage, ancien directeur de la Compagnie Wœrmann à Grand Bassa qui explora la région côtière en 1898. Mais aucune de ces personnes n'avait pénétré dans l'intérieur. A la fin de 1903, Sir H. Johnston fit venir M. A. Whyte, ancien surintendant du jardin botanique d'Entebbe (Ouganda) qui se livra à des recherches plus avant dans les terres. Nous devons également citer les travaux de Sir Harry Johnston lui-même et ceux de M. Sim, employé de la Monrovia Rubber C^e. Enfin le D^r Otto Stapf (Ph. D. — F. L. S.) Assistant principal au jardin botanique de Kew a donné dans l'ouvrage de Sir Harry Johnston une liste détaillée et expliquée des plantes contenues dans les collections des voyageurs précités.

La faune du Libéria, a, de son côté, été étudiée par M. Schweitzer, le D^r suisse Büttikofer, MM. P. Curie Harold Reynolds, A. Whyte, John Gow, Maitland Pye Smith et Sir Harry Johnston.

Il ne saurait évidemment être question de rendre compte ici des résultats de ces travaux d'un ordre trop technique. Nous essaierons seulement d'en retirer une vue d'ensemble encore qu'incomplète et décousue, « l'absence presque totale d'informations sur le caractère et la distribution des types de végétation (et, ajouterons nous, d'animaux) qui se présentent dans le pays (1) » ne permettant pas encore

(1) D^r Otto Stapf.

de les répartir suivant une classification d'une précision rigoureusement scientifique (1).

A. *Flore*. — La flore du Libéria appartient à la végétation tropicale luxuriante d'où naît la forêt dense qui entoure la Côte occidentale d'Afrique avec une profondeur assez variable depuis la Gambie jusqu'aux limites méridionales du bassin du Congo. Sur la Côte des Graines, cette forêt se divise en deux zones bien distinctes. La première, sur le rivage, comprend principalement des palétuviers, des rôniers, des lianes et des fougères arborescentes. La seconde, beaucoup plus large, est formée d'arbres à bois durs, d'un diamètre plus considérable ; les espèces les plus remarquables qui y figurent sont l'acajou, le palissandre et le fromager. Cette seconde zone bien exploitée est susceptible de donner de beaux revenus. Mais il faudra prendre bien garde de ne pas déboiser sans méthode, car la forêt ne se reconstitue d'elle-même qu'au cours de plusieurs siècles.

La forêt vierge produit chez les Européens qui la traversent ou qui vivent à son côté une impression d'écrasement. Dans le premier moment l'œil n'est disposé qu'à en admirer la grandiose majesté, mais il ne tarde pas à en être comme offusqué ; cette exubérance de la nature tourne au cauchemar. « Personne, écrit Sir Harry Johnston (2), ne peut aimer les arbres plus que je les aime moi-même... mais je dois confesser que le Libéria est capable de

(1) Nous renvoyons le lecteur qui désirerait être plus documenté sur ce point à l'ouvrage de Sir H. Johnston, dont le 2^e volume est uniquement consacré à la flore, à la faune et l'anthropologie.

(2) Sir H. Johnston, *op. cit.*, p. 249.

dégouter quelqu'un de la végétation et même de la forêt... cette végétation exubérante, suffocante, d'un vert monotone qui menace à chaque instant d'étouffer les établissements naissants. »

Les plantes alimentaires que l'on trouve dans la petite République sont le sorgho, le riz, le maïs, la canne à sucre, l'ananas, la tomate, l'arachide, la patate douce, le manioc, le goyavier, le papayer, l'oranger, le citronnier, le bananier, le manguier, l'arbre à pain, le caféier, le cacaoyer, le kolatier, le poivrier, le muscadier d'Afrique. On y remarque également différentes espèces de palmiers (palmier à vin, à huile, cocotier, etc) et l'arbre du voyageur. Enfin parmi les plantes susceptibles d'un usage industriel, le cotonnier, ainsi que divers arbres et lianes à caoutchouc.

B. *Faune*. — La faune comprend parmi les mammifères de rares chevaux, le climat leur étant hostile, des bœufs, chèvres, moutons, des chiens, diverses espèces de singes (cercopithèque, singe vert, singe *Diana* marron, avec le poil de la poitrine et les favoris blanchâtres, le singe *Colobus* chez lequel les adultes perdent le pouce, enfin de nombreux chimpanzés.) Les lémures sont représentés par le Potto, et au moins par une espèce de *Galago*, animaux nocturnes.

Les chauves-souris abondent. Une espèce, celle des *Epomophori*, possède une énorme tête, de grosses lèvres très mobiles, et, chez les mâles, des poches à air de chaque côté du cou, dont l'animal se sert, en les gonflant à volonté, pour effrayer ses adversaires.

Les insectivores sont représentés par quatre espèces de musaraignes. Les rongeurs sont nombreux : écureuils, loirs, rats, porcs-épics, rats des champs, etc.

Les carnivores sont la panthère, le serval, le chat doré, la civette, la mangouste, la loutre; dans l'intérieur principalement, la hyène, peut-être le lion.

On rencontre encore assez fréquemment de l'éléphant au Libéria, et, dans les rivières un hippopotame nain qui ne paraît pas exister ailleurs. On trouve aussi dans la brousse des sangliers d'Afrique.

Parmi les nombreuses espèces d'antilopes, le chevrotain d'eau (*Dorcatherium aquaticum*) offre de curieuses particularités. Cet intéressant petit animal marche sur l'extrémité interne de ses sabots; il n'a pas de cornes, mais les mâles présentent un développement inusité des dents canines supérieures. Sir H. Johnston affirme que cette antilope, dont les habitudes sont encore très peu connues, nage et plonge avec aisance, et reste même immergée pendant des heures dans les rivières, en tenant simplement son nez au ras de l'eau.

Les édentés sont représentés par trois espèces du genre *Manis*, animaux dont le corps et la longue queue sont recouverts d'écailles.

Les rivières dans leur cours inférieur contiennent des lamantins qui évoluent même jusqu'à la barre où les requins les empêchent de demeurer.

Parmi les oiseaux on peut citer : la poule domestique, la poule de Guinée, les pigeons, les tourterelles, les pluviers, courlis et divers palmipèdes sauvages, les canards et les

oies communes d'Afrique, l'ibis, une sorte de cigogne peu fréquente et de nombreux hérons.

Les oiseaux de proie sont l'aigle, le vautour de mer, l'aigle pêcheur, l'épervier.

Le perroquet gris à queue rouge n'existe pas au Libéria, du moins à l'état sauvage, mais on y trouve le perroquet foncé de Sierra-Leone. On y rencontre aussi les petits oiseaux verts dits Inséparables.

Citons enfin le hibou et le martin-pêcheur.

Il ne paraît pas y avoir d'espèces de serpents spéciales au Libéria. Signalons la vipère cornue, le cobra et le python, qui atteint parfois une taille énorme (6^m50 de longueur).

Les lézards sont très communs au Libéria; une espèce, le monitor, appelé souvent iguane par erreur atteint jusqu'à deux mètres de long. Il y a aussi deux sortes de caméléons, trois types de crocodiles, des tortues de terre et de mer. Il existe aussi de nombreuses espèces de crapauds et de grenouilles, mais elles n'ont été jusqu'à présent, que très imparfaitement étudiées.

A part quelques silurides (catfishes) spéciaux au pays, les poissons sont les mêmes que sur toute la Côte occidentale d'Afrique (1). Une mention spéciale est due au Bommie Fish : ce poisson « sautille sur le sable ou la vase et parvient même à grimper sur les bas rameaux et les racines extra-terrestres des arbres, restant ainsi pendant des heures entières hors de l'eau, s'il n'est pas effrayé (2). »

(1) Voir à ce sujet les très remarquables études de M. Gruvel sur l'*Ichtyologie de l'Afrique occidentale*.

(2) Sir H. Johnston, *op. cit.*

Büttikofer prétend qu'il existe au Libéria des vers de terre atteignant jusqu'à 1 mètre de long, mais Sir H. Johnston affirme que les plus grands qu'il ait aperçus ne dépassaient pas 0^m35. Les marais contiennent beaucoup de sangsues, et, sur les côtes de l'Océan des huîtres vivent en grappes sur les racines des palétuviers.

Les crustacés comprennent le grand crabe de terre, divers petits crabes de mer et des crevettes.

Le Libéria possède des scorpions qui atteignent une très grande taille (0^m15), et les araignées s'y divisent en familles nombreuses dont une cause de dangereuses blessures. On y trouve aussi des centipèdes à la morsure très venimeuse. Quant aux cancrelats il semble que ce soit leur terre de prédilection. Ces animaux plats et malodorants qui pénètrent partout et dévorent tout ce qu'ils rencontrent, inspirent à Sir H. Johnston une légitime horreur : « Avec un horrible sang-froid, écrit-il quelque part, ils se déposent sur les êtres humains aussi volontiers que sur n'importe quelle substance, et courent sauvagement sur la figure et les mains pour aller parfois s'embarasser dans votre chevelure. Ils peuvent atteindre cinq centimètres de long... et n'hésitent pas à attaquer pendant la nuit les êtres humains quand ceux-ci sont endormis. Ils s'agrippent au coin de la bouche pour sucer la salive, et rongent les ongles des pieds jusqu'au vif. Toute blessure, tout ulcère devient leur proie ce qui peut les rendre fort dangereux. » A ces affreux animaux s'ajoutent les chiques qui s'introduisent sous la peau, principalement des pieds et y déposent leurs œufs.

Ce pays contient également parmi les insectes des cri-

quets et quelquefois des sauterelles. Les termites y élèvent aussi leurs forteresses de terre compacte et y attaquent toutes les constructions en bois. On rencontre aussi plusieurs espèces de mouches, la mouche maçonne, les abeilles et les scarabées.

Les fourmis sont très fréquentes au Libéria : fourmi rouge des arbres, fourmi jaune, fourmi grise, mais la plus terrible est la fourmi voyageuse qui traverse de temps en temps une région en colonnes serrées tellement longues qu'on ne sait ni où elles commencent, ni où elles finissent. Cette fourmi fait d'affreux ravages, et son attaque est parfois si envahissante que l'homme lui-même n'y résiste point : il doit abandonner la place sous peine d'être dévoré vif.

SECTION VI

Population

La population indigène du Libéria appartient, comme on le sait, à la race noire, dont les origines sont encore aujourd'hui très discutées (1). Toutefois, ainsi que le fait

(1) Voir Girard de Rialle, *Les peuples de l'Afrique et de l'Amérique*, Paris, 1881, in-32. Halévy, *Lettre sur l'origine asiatique des peuples africains*, Paris, 1867, in-8° ; Hartmann, *Les peuples de l'Afrique*, Paris, 1879, in 8°, G. Baillière; Fr. Muller, *Allgemein Ethnographie*, Vienne, 1868; de Prévile, *Les Sociétés africaines, origines, évolution, avenir*, Paris, 1874 ; Waitz, *Anthropologie der Naturvolker*, Leipzig, 1860-1877 ; J. de Crozais, *Les races primitives de l'Afrique*, *Revue de Géographie*, 1881, et *Les Peulhs*, étude d'ethnographie africaine, Paris, in-18, 1883; Tautain, *Ethnologie et Ethnographie des peuples du Sénégal*, Paris, 1885 ; Capit. O. Meynier, *L'Afrique noire*, 1911, Flammarion; sir Harry Johnston, *Libéria*, Londres Hutchinson, 1906 ; Delafosse, *Bulletin du Comité de*

remarquer M. le capitaine O. Meynier dans son livre tout récent et si attachant « l'Afrique Noire », « des considérations d'ordre surtout philologique ont conduit les géographes à ramener l'ensemble des populations noires à un type unique, qui serait la race Bantou. Il ne paraît pas douteux que les noirs purs du Soudan, ceux des régions Équatoriales et de l'Afrique Orientale et Australe, présentent entre eux de remarquables analogies sous le rapport du faciès, du type physique et même du caractère, des institutions, des mœurs et de la langue. Mais... la race noire n'est pas partout restée pure. En particulier à la lisière sud du désert, Berbères, Arabes, Peuhls se sont croisés avec elle.

« En raison d'une puissance d'absorption due à la supériorité numérique, elle a paru quelquefois effacer les traits principaux des autres éléments de croisement. Dans la réalité, les races supérieures ont laissé leurs traces. Le type physique a d'abord été modifié (traits plus fins, prognathisme moins accentué) leurs qualités d'intelligence et de caractère ont été influencées par ces hérédités accumulées... La race noire primitive subsiste pourtant encore en bien des endroits. Les forêts équatoriales recèlent, dans leurs profondeurs, des êtres misérables qui, sans besoins matériels ni moraux, végètent dans un abrutissement à peu près complet. Mais même numériquement ils forment l'exception. »

La répartition des tribus noires telle qu'elle existe actuellement est de date récente. On considère généralement

que la « poussière de races » qui occupe les côtes de l'Atlantique n'est autre que le vestige, sinon de races autochtones, du moins de peuplades jadis établies au Soudan et que des envahisseurs ont repoussées. Les vaincus ont cherché un refuge soit à l'abri de la forêt dense (Côte d'Ivoire, Libéria) soit dans des pays marécageux et difficilement accessibles comme ceux qui s'étendent dans la vaste dépression formée par les estuaires des fortes rivières Compony, Cassini, Grande, Géba, Cachéo, Casamance, Gambie et Saloum.

Les Mandingues, dernière race conquérante, occupent en arrière un vaste territoire qui peut être grossièrement délimité à l'est par une ligne tirée de Kayes (sur le Sénégal) à Bondoukou (Côte d'Ivoire) par Ségou (sur le Niger), au sud par le 8° parallèle, limite de la forêt dense, jusqu'aux sources du Cavally; à l'ouest par une ligne tirée à 150 kilomètres de la Côte de ce point jusqu'au Sine-Saloum (Sénégal); au nord par une dernière ligne allant du Sine-Saloum à Kayes. Ils ont même pu joindre le littoral sur deux points : au nord du Libéria (tribu Vaï) et en Guinée française (tribu Soussou).

MM. Johnston et Delafosse ont estimé le nombre des indigènes du Libéria à 2 millions d'individus. Ce chiffre paraît aujourd'hui au-dessus de la réalité. En effet, des sérieuses études démographiques qui ont été faites en Afrique Occidentale française (1) il résulte qu'une densité supérieure à 12 habitants par kilomètre carré ne se trouve que dans le Bas-Dahomey, autour de Ouagadougou,

(1) Voir notamment la carte publiée dans le n° d'avril 1911 du *Bulletin du Comité de l'Afrique française*.

dans le Haut-Sénégal et Niger, dans le Bas-Sénégal, et sur une partie très restreinte de la moyenne Guinée. La plupart du temps, la densité reste inférieure à 5 habitants par kilomètre carré. Or il n'y a aucune raison de croire que le Libéria est, dans son ensemble plus peuplé que nos possessions de l'Afrique Occidentale. En prenant dans le chiffre 8, on risque de se trouver encore au-dessus de la réalité. Le Libéria ayant aujourd'hui 80.000 kilomètres carrés, sa population ne doit vraisemblablement pas dépasser 600 à 700.000 habitants, en tout cas, elle ne va certainement pas au delà d'un million d'individus (1).

Les races indigènes de la Côte des Graines peuvent se répartir en trois groupements principaux selon Sir H. Johnston (Mandingues, Kpouési, Krou) en quatre d'après M. Delafosse (Krou, Mandingues, Gola et Gbélé). Cette divergence provient de ce que Sir Johnston range les Gbélé parmi les Kpouési et qu'il considère les Gola comme moins nombreux que les Kpouési, et surtout comme appartenant à une race beaucoup moins primitive (2).

Les Mandingues n'occupent guère au Libéria qu'une très petite portion de la région nord du pays entre les rivières Mano et Saint-Paul. Ils y sont principalement représentés par les tribus Vaï et Gbandi, appartenant à la religion mahométane, contrairement aux autres indigènes libériens qui sont presque tous païens. Ces noirs « sont généralement préférés aux autres races libériennes par les euro-

(1) Au moment où MM. Johnston et Delafosse écrivaient (1906-1907), le Libéria était un peu plus étendu qu'aujourd'hui. Néanmoins leur évaluation était nous semble-t-il trop forte même à ce moment.

(2) Sir H. Johnston, *op. cit.*, page 890.

péens... Ils sont paisibles, aiment l'agriculture et le commerce (1). »

De la rivière Saint-Paul jusqu'au Cavally se place la race Krou, trapue et énergique qui fournit aux navigateurs des hommes d'équipe vigoureux et disciplinés, bien que, dans leur pays ces indigènes soient des plus indépendants et ne tolèrent que très difficilement la suprématie libérienne (2). Une de leurs tribus, les Grébos qui habite sur le bas Cavally a notamment opposé aux Libériens une résistance désespérée, « c'est la seule race qui a donné quelque encouragement à l'œuvre des missionnaires. De nombreux Grébos sont aujourd'hui chrétiens et ont reçu une bonne éducation dans les écoles des missions. La civilisation fait incontestablement des progrès considérables parmi eux, et, si ce progrès continue, c'est une race qui a un avenir marqué dans le développement du Libéria (3). »

Sur le haut Cavally vivent les Kpouési, puis le long de la frontière les Bouzi ou Guerzés, et les Tomas encore sauvages, sur le rivage Saint-Paul (Diani) les Gora ou Gola, peuple féroce, bruyant, querelleur et laid.

A part les populations converties au christianisme et les tribus Krou qui tiennent ces coutumes en horreur, les indigènes du Libéria pratiquent la circoncision et l'excision. Le tatouage et la cicatrisation (4) sont aussi en

(1) Sir H. Johnston, *op. cit.*, page 944.

(2) Voici la liste des tribus Krou d'après M. Delafosse : Niyou, Houané, Oulépo, Weppou, Tabo, Babo, Tépo, Grébos, Kapo, Graouros, Paloubo, Sapo, Perabo, Ouidabo, Nagna, Bassa Guivi et Dé.

(3) Sir Harry Johnston, *op. cit.*, p. 951.

(4) La cicatrisation consiste à inciser la peau et à verser dans la blessure des jus de plantes qui en rendent les bords proéminents et durs.

honneur ; la disposition des signes varie d'une race à l'autre ; c'est ainsi que les Krou se tatouent le front, parfois la figure et les bras ; chez les Vaï les hommes ne se tatouent ni ne se cicatrisent, ce dernier mode d'ornementation étant réservé aux femmes. Il convient aussi de signaler l'usage chez les Krou d'extraire aux adultes mâles *une des incisives de la mâchoire supérieure*.

Les populations de l'intérieur s'habillent plus ou moins, quelquefois pas du tout. Sur la Côte le chapeau haut de forme noir, gris, blanc et même rouge jouit d'une grande faveur auprès des chefs. Les Mandingues portent le boubou, vêtement très ample, couvrant le corps depuis le cou jusqu'à la cheville, et généralement orné sur la poitrine de broderies dissimulant une large poche.

La nourriture des indigènes est presque uniquement végétale. La viande est cependant loin d'être dédaignée, mais constitue une alimentation de luxe. Quelques tribus mangent même certains insectes comme les poux, les mâles des termites, les vers scarabées. De même que chez la plupart des noirs, les œufs sont peu appréciés.

L'industrie est très primitive, quelques poteries et ouvrages de cuir, divers instruments de cuisine et de musique en bois, des étoffes de coton tissées par bandes étroites, quelques objets de fer constituent toute la liste des fabrications indigènes.

Les habitations sont en terre battue, rondes et couvertes d'un chapeau de paille conique chez les Mandingues ; rectangulaires et généralement bâties de nervures de palmier chez les Krou.

La vie sociale des indigènes du Libéria n'offre rien de

particulièrement caractéristique. On y retrouve sous des formes qui, au fond, varient fort peu, les mêmes cérémonies de la vie privée des noirs. Comme ailleurs les sorciers jouent un grand rôle, et les associations secrètes sont fréquentes et nombreuses. La vie publique n'existe pour ainsi dire pas ; la gestion des intérêts communs étant réduite à l'extrême minimum, chaque individu se tire d'affaire comme il peut et avec la plus grande liberté.

Les tribus de même race ne sont point groupées sous l'autorité d'un chef unique, mais des fractions de chacune d'elles obéissent plus ou moins à un chef héréditaire. Les vieillards forment une assemblée dont le rôle est très effacé.

L'esclavage existe encore dans la plupart des tribus bien qu'il ne soit pas toléré par le Gouvernement libérien, mais il prend souvent la forme très atténuée d'une simple domesticité obligatoire.

Les langues parlées par les indigènes libériens peuvent être classées en cinq groupes : Krou, Kpouési, Mandingue, Gora et Boulom. Les peuples païens ne connaissent pas l'écriture, mais les musulmans font usage des caractères arabes. Toutefois les Vaï emploient encore un alphabet créé par l'un des leurs dans la première moitié du XIX^e siècle et signalé pour la première fois par le Lieutenant-Commander E. Forbes, de la Marine Royale Britannique, en 1849. Cet alphabet a été publié par M. Delafosse dans *l'Anthropologie*, tome X, page 308 et suivantes, et par Sir Harry Johnston. D'après le Rev. Sigismond Koelle, cet alphabet fut inventé par le Vaï, Doalou Boukiri assisté de cinq de ses amis. Leur œuvre

terminée, ces six individus gagnèrent à leur cause, au moyen de cadeaux, le chef de Tanimani, Fatoro ou Gotorá. Celui-ci se déclara extrêmement satisfait de la trouvaille et fit aussitôt édifier des écoles où le peuple fut convié à venir apprendre à lire et à écrire. « Doalou Boukiri, écrit le Rev. Koelle, était un homme très intéressant. Il se distinguait de ses compatriotes non pas tant par une grande intelligence que par un esprit tout à fait élevé... il était ouvert, droit et honnête. Je fus très surpris de sa modestie et de son humilité, car ce sont des vertus que l'on rencontre rarement dans la race noire... A ma seconde arrivée à Cape Mount le 2 novembre 1850... on m'apprit qu'il avait quitté la vie quelques mois auparavant » (de la maladie du sommeil, croit Sir Harry Johnston).

Nous allons maintenant aborder l'étude de la colonisation de la Côte des Graines par les esclaves libérés amenés d'Amérique. Après avoir passé en revue l'histoire de la République noire, nous tâcherons de faire un tableau aussi exact que possible de l'organisation politique, administrative et économique du pays, puis dans un dernier chapitre nous nous efforcerons de fixer les principaux traits qui distinguent les Américo-Libériens et de montrer la voie qu'ils doivent suivre s'ils veulent remplir effectivement le programme qu'ils se sont tracé.

CHAPITRE DEUXIEME

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

SECTION I

La Côte des Graines avant l'arrivée des premiers colons américains

Il ne paraît pas que les connaissances géographiques des Anciens se soient étendues jusqu'aux rivages de Libéria, et la plupart des auteurs qui interprètent le plus favorablement les renseignements fournis par la relation du voyage d'Hannon, n'osent pas assigner à ce périple un terme dépassant l'île de Sherbro, dans la colonie anglaise de Sierra-Leone (1).

Quoiqu'il en soit, c'est à une époque considérablement plus rapprochée de nous qu'il faut en venir pour trouver la trace de nouvelles tentatives de découvertes dans ces parages. Ce n'est, en effet, qu'au XIV^e siècle de notre ère qu'on signale l'arrivée sur la Côte des Graines, en 1364-

(1) La date exacte du voyage du Carthaginois Hannon n'a pu être fixée avec certitude ; Bougainville et Vivien de Saint-Martin ont adopté l'année 570 avant J.-C., Karl Muller s'est arrêté à l'an 470, Heeren à 510, Sir Harry Johnston, d'après Bunbury, le place sans donner une date ferme entre 470 et 520.

1365, de deux navires dieppois (1). Dans les années qui suivirent, divers établissements furent fondés dans la région, qui prit le nom de Côte de Malaguette (poivre), par les mêmes aventuriers normands. On a cru pouvoir reconnaître avec quelque raison, dans les villages de Grand et Petit Boutou, les stations de Grand et Petit Buteau. D'une façon un peu plus approximative Lower Buchanan (Grand Bassa) a été identifié avec Petit-Dieppe, et un village de l'embouchure de la rivière Cestos avec Grand-Dieppe. Enfin on a pensé retrouver Grand et Petit Paris dans Grand et Petit Sesters (Maryland). Ces établissements n'eurent qu'une durée éphémère, ils furent abandonnés dès le début du XV^e siècle en pleine guerre de Cent Ans.

Sous l'impulsion donnée par le roi de Portugal, Henri le Navigateur (1394-1460) les Portugais, un demi siècle après, reprirent les voyages d'exploration de la Côte occidentale d'Afrique, mais ce ne fut qu'en 1461 que Pedro de Cintra atteignit la Côte des Graines. A partir de la fin du siècle (vers 1483) les navires français reparurent à nouveau dans ces régions.

La puissance coloniale portugaise fut considérablement réduite à la suite de l'union sous le même sceptre des

(1) G. Gravier, *Recherches sur les navigations européennes faites au moyen âge aux Côtes occidentales d'Afrique*, Exploration, n° 89 et 90, A. 1878 ; A. Heeren, *Idées sur les relations politiques et commerciales des anciens peuples de l'Afrique*, traduct. Desaugiers, 1800, 2 vol. in-8° ; D^r John Leyden, *Tableau des découvertes et établissements des Européens dans le Nord et dans l'Ouest de l'Afrique jusqu'au commencement du XVIII^e siècle*, trad. Cuny, Paris, 1804, 2 vol. in-8° ; G. Marcel, « Les premières navigations françaises à la Côte d'Afrique », *Revue scientifique*, 1883 ; F. Robion, *Peuples de l'Afrique dans l'antiquité*, *Revue archéologique*, 1861 ; D^r Avezac, *Découvertes au moyen âge dans l'Océan Atlantique*, in-8° 1845 ; V. de Santarem, *Recherches sur la priorité de la découverte des pays situés sur la Côte occidentale d'Afrique*, etc., Paris, 1842, in-8°

monarchies espagnole et portugaise (1580 à 1640). Les ennemis de l'Espagne devinrent, en effet, ceux du Portugal. L'Angleterre, la Hollande et la France se partagèrent ainsi les dépouilles lusitaniennes. Cependant l'empreinte portugaise avait été profondément marquée sur la Côte occidentale d'Afrique, où le Portugal possède encore une colonie, la Guinée, et où les noms de lieu d'origine portugaise sont encore assez nombreux : Ziguinchor en Casamance, Albréda en Gambie, Gallinhas à Sierra-Leone, Sestos, Sangwin (de Sanghino) Sesters (de Sestro) Cap Palmas, Cavally (de Cavala : cheval de mer) au Libéria.

Mais il n'est pas inutile de remarquer qu'aucun établissement définitif n'avait été fondé. Les points occupés par les Portugais n'étaient que « des escales où les vaisseaux pouvaient se radouber, se mettre à couvert et s'approvisionner ; c'étaient des relais qui servaient également en cas de guerre avec d'autres puissances pour la protection des bâtiments nationaux. Les premiers navigateurs semaient la Côte d'Afrique de distance en distance de pareils établissements. Quelquefois même ils n'avaient pas besoin d'y laisser ni garnison, ni fonctionnaires... Quand plus tard, la navigation se perfectionnant, les vaisseaux de commerce cessèrent de suivre les côtes, et, acquérant une plus longue haleine, purent à travers la haute mer, fournir un long trajet sans s'arrêter, toutes ces stations perdirent la plus grande partie de leur valeur..... Tous ces points de la Côte d'Afrique étaient situés au milieu de populations trop barbares pour être l'objet d'un grand commerce, et les terres y étaient trop peu abondantes et trop peu fertiles pour une colonisation agricole,

dont le Portugal, d'ailleurs, ne sentait pas le besoin. Aussi toutes ces stations d'Afrique furent-elles bientôt négligées.... (Mais plus tard) quand le commerce de la traite eut pris une grande extension, les possessions du Congo et de la Guinée acquirent à nouveau une grande importance par ce trafic aussi lucratif que honteux (1). »

L'activité des diverses Compagnies françaises qui se succédèrent depuis la fin du xvi^e siècle jusqu'à la Révolution de 1789, se limita sur la Côte Occidentale d'Afrique entre le Maroc et le Libéria. Le célèbre André Brûe qui fut à trois reprises (1697-1702, 1714-1720, 1723) directeur du Sénégal, fit principalement porter ses efforts sur la vallée du Sénégal et de son affluent la Falémé, ainsi que sur les Rivières du Sud jusqu'à la Guinée française actuelle. En 1588 les Anglais s'étaient établis en Gambie.

Bien que fréquentée par les navigateurs et commerçants européens, la Côte des Graines ne donna lieu à aucun établissement, mais en échange, elle ne cessa pendant plus de trois siècles, d'être ravagée d'une manière régulière par la traite des esclaves. Cet odieux trafic remonte au début du xvi^e siècle. Il fut institué pour donner des bras à la colonisation américaine qui en manquait, et l'on sait qu'il n'a été supprimé officiellement qu'au début du xix^e siècle (Danemark, 1792 ; États-Unis, 1793 ; Grande-Bretagne, 1807 ; Suède, 1813 ; Hollande, 1814 ; France, 1815-1818) (2). L'esclavage subsista après que la traite eut été

(1) Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*.

(2) Sir Harry Johnston, *op. cit.*, p. 112. La traite bien que sévèrement prohibée se prolongea jusqu'au milieu du xix^e siècle. Les navires français et surtout anglais lui faisaient une guerre sans merci. Quand un navire négrier était saisi tout l'équipage était pendu dans les vergues, le bateau détruit et les prisonniers relâchés.

abolie, il ne fut supprimé dans les colonies françaises qu'en 1848 ; dans les possessions anglaises qu'en 1833-1840 ; et si l'État de Vermont l'avait prohibé dès 1777 et les autres États du nord en 1804, les États du sud ne le firent que contraints par la force en 1861.

A la suite d'une décision du Lord Chief Justice de 1772 proclamant que tout esclave réfugié en Angleterre était libre de plein droit, un certain nombre de noirs provenant de diverses parties de l'Amérique réussirent pendant les années suivantes à s'introduire en Grande-Bretagne. Certains philanthropes conçurent, dès 1793, le projet de rapatrier ces individus en Afrique, mais comme on ignorait généralement la provenance de ces anciens esclaves on les dirigea en 1786 sur Sierra-Leone (1). En 1787 un nouveau convoi comprenant 400 noirs, et en 1792 un troisième de 1.200 autres provenant de la Nouvelle-Écosse furent également débarqués à Sierra-Leone. Dans la suite les bâtiments de guerre anglais amenèrent dans cette colonie tous les captifs trouvés à bord des navires négriers saisis. Il en résulta un mélange de races extraordinaire qui tend aujourd'hui à former une race nouvelle par les croisements.

(1) Le nom de Free Town (Libre-Ville) capitale de Sierra Leone rappelle ce souvenir.

SECTION II

Les origines de la République jusqu'à la première
Constitution de 1838

L'exemple de l'Angleterre encouragea quelques philanthropes américains qui, en 1816, fondèrent à Washington une Société de Colonisation. Par son entremise, 88 noirs libérés furent envoyés à Sierra-Leone en 1820 (1). Mais le Gouverneur anglais, se méfiant du but de cette expédition s'opposa au débarquement des passagers qui durent s'installer un peu au sud de l'île de Sherbro. Malheureusement, une épidémie éclata parmi les nouveaux venus, tuant tous les blancs ainsi que 22 noirs. Les survivants abandonnèrent leur premier établissement et choisirent pour s'y fixer un autre point nommé Fura Bay, où l'année suivante un autre convoi vint les rejoindre.

Des négociations furent aussitôt engagées avec les chefs indigènes de la Côte des Graines. Elles finirent par aboutir à la fin de 1821. Quelque temps après, les premiers colons venus de Sierra-Leone au nombre de 80 noirs et 2 blancs débarquèrent dans l'île Providence, dans la lagune Mesurado, puis, après avoir défriché le plateau qui

(1) M. Delafosse (*op. cit.*, *bul. Comité Afr. fr.*, 1900) affirme que les Sociétés de colonisation américaines reçurent d'importantes subventions de Suède, Norvège, Danemark et surtout d'Angleterre.

On a parfois suspecté les intentions de ces Sociétés et l'on a été jusqu'à dire que le but réel de leurs membres était de débarrasser les Etats-Unis des esclaves libérés qui constituaient au point de vue politique une source de difficultés. Aucune preuve n'a été apportée à l'appui de ces insinuations injurieuses.

forme le cap du même nom, s'installèrent sur cette éminence en dépit des protestations des natifs.

En 1822 cinquante-trois nouveaux colons arrivèrent de Baltimore sous la conduite du Directeur blanc Jehudi Ashmun (1), accompagné de sa femme et du Révérend Carey, ancien esclave fort intelligent qui, à force d'énergie et de travail était parvenu à sortir de sa misérable condition.

Le premier soin d'Ashmun fut de faire mettre le camp en état de défense au moyen de palissades et de retranchements, sur lesquels on dressa cinq canons. Quarante fusils furent en outre distribués aux hommes valides.

Cette précaution n'était pas inutile. Un mois après son arrivée, M^{me} Ashmun mourait (septembre 1822). La petite colonie noire très éprouvée elle-même au point de vue sanitaire dut, en effet, malgré sa faiblesse, soutenir à deux reprises pendant les mois de novembre et de décembre 1822 un siège en règle de la part des indigènes. Deux fois secourus par des navires anglais qui leur apportèrent des vivres et des munitions, les assiégés eurent la chance de pouvoir repousser leurs assaillants (2). Afin de renforcer

(1) Jehudi Ashmun était né en 1794. Après avoir étudié dans l'intention de devenir pasteur de l'Eglise Episcopale américaine, il avait abandonné cette voie et était entré dans le professorat.

(2) Les Libériens fêtent sous le nom de Newport's Day, le succès qu'ils remportèrent dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1822. Voici, d'après M. Delafosse, les deux versions qui courent sur cette victoire :

« Cette nuit historique, comme beaucoup de faits historiques, est racontée de diverses manières. Il y a la version officielle qui alimente les discours de circonstances prononcés chaque année, puis il y a la version qu'on se raconte à l'oreille, que les indigènes ont tous adoptée, et qui semble bien être la vraie; elle est d'ailleurs bien plus amusante.

« Voici d'abord la version officielle: Les Libériens avaient été surpris par cette attaque nocturne; ils avaient des canons, mais sans affûts, et, comme ils étaient fort peu nombreux, ils avaient dû s'employer tous à

leur position, ils construisirent l'année suivante (1823) un fort de pierre avec l'aide d'un navire de guerre américain.

C'est à ce moment qu'Ashmun et le Rev. Gurley envoyé pour doter les établissements libériens d'une constitution donnèrent au petit bourg le nom de Monrovia, en l'honneur du Président des États-Unis, Monroë, et celui de Libéria au pays environnant.

En 1824 cent cinq colons, en 1825, soixante six autres furent amenés à Monrovia sous l'inspiration d'Ashmun, de nouveaux pourparlers furent engagés avec les indigènes : l'île Bushrod fut acquise, ainsi que le droit de faire des plantations sur les deux rives du Saint-Paul sur une longueur d'environ 32 kilomètres ; un traité d'alliance était conclu avec les chefs environnants, et deux stations étaient aussitôt créées, l'une Caldwell à l'embouchure de la

amener un de ces canons sur le lieu du combat, et pendant ce temps les Dé avaient pu pénétrer dans leur campement où il n'y avait plus que des femmes. Alors une vieille négresse libérée M^{re} Newport, saisissant une hache, excita ses compagnes et se jeta résolument avec elles sur les indigènes, déployant une telle énergie virile que la première attaque fut repoussée et que les hommes eurent le temps de mettre leur canon en position pour repousser la seconde.

« Voici l'autre version, d'après laquelle le rôle de la Jeanne d'Arc libérienne, pour être moins glorieux n'en fut pas moins efficace : fatigués par une journée de labeur et ne s'attendant pas à une attaque, tous les colons dormaient; seule, la vieille M^{re} Newport ayant sans doute à cause de son âge moins besoin de sommeil, veillait, en fumant sa pipe, assise sur un canon; ce canon était chargé, mais elle l'ignorait; les Dé, s'avançant sans bruit à travers l'épaisse forêt que recouvrait le cap, étaient arrivés sans être entendus, presque à l'entrée du campement, et allaient pouvoir facilement égorger les colons endormis. A ce moment, M^{re} Newport ayant fini sa pipe, et ne soupçonnant pas les conséquences possibles de son acte, secoua les cendres mêlées de tabac en braise sur la lumière du canon; à la grande stupéfaction sans doute de l'artilleuse improvisée, le coup partit : plusieurs indigènes furent mis en bouillie; les autres n'ayant encore jamais entendu, d'aussi près, du moins, le bruit du canon, furent pris d'une terreur folle, se sauvèrent à toutes jambes et jamais plus n'osèrent attaquer des gens qui pouvaient ainsi se défendre et d'aussi terrible manière sans pour cela interrompre leur sommeil » (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1900.)

rivière Saint-Paul, l'autre New-Georgia auprès de la première.

De 1825 à 1826 trois établissements furent fondés sur la côte à Grand Bassa, Cape Mount et Marshall, et un quatrième sur le Saint-Paul : Millsburg. Enfin, en 1828 un traité sur la valeur et l'authenticité duquel il est permis d'élever quelques doutes, fut conclu avec un chef de l'intérieur surnommé Boatswain (1).

L'expansion territoriale ne prenait pas tous les soins des colons, un Code avait été rédigé dès 1824, et en même temps une guerre sérieuse était faite aux négriers ; bien entendu, l'esclavage était aboli partout où l'action des américo-libériens se faisait sentir.

En 1828, Ashmun, dont la santé déclinait chaque jour, repartit pour les Etats-Unis afin de se remettre. Mais il était trop profondément atteint et mourait à son arrivée à Newhaven (Connecticut) le 25 août 1828. Son successeur, l'américain blanc, Dr Richard Randall, fonda Careysbourg, près de Millsburg, mais mourut lui-même presque aussitôt. Dès 1829 à 1839 se succédèrent quatre autres directeurs, tous blancs, comme les deux premiers : Mechlin, Primey, Skinner et Williams.

Le succès obtenu par la Société américaine de Colonisation de Washington entraîna la formation d'organisations semblables sur d'autres points des Etats-Unis : d'abord en 1827 au Maryland (fondation du Maryland de 1831 à 1833 avec 59 noirs sous la conduite du Dr Hall), en Pensylvanie (fondation d'Edina, à l'embouchure de la rivière Saint Jean,

(1) Le mot anglais *Boatswain*, qui se prononce familièrement « bô's'n » veut dire maître d'équipage.

par la ville d'Edimbourg). En 1835 la Pennsylvania Young Men's Society envoya au Libéria 126 ouvriers noirs de diverses professions qui s'établirent à Bassa Cove, près de la rivière Saint-Jean. Enfin, en 1834, la Mississipi Colonisation Society créa Greenville à l'embouchure de la rivière Sino. A côté de ces Sociétés principales, des Sociétés auxiliaires de colonisation se formèrent en Amérique également. M. Delafosse estime qu'en 1829, leur nombre atteignait 110.

De 1828 à 1838 la population totale des établissements américo-libériens avait passé de 1.200 à 2.281 personnes.

Les philanthropes américains, au lieu de se diviser jalousement et d'opposer les unes aux autres les Sociétés dont ils faisaient partie, ne tardèrent pas à comprendre que les diverses stations éparses sur la Côte des Graines ne pourraient prendre quelque essor sans se grouper sous une loicomune. En 1838 une tentative de ce genre réussit pleinement. La Colonie de Maryland étant considérée comme indépendante, bien que sa population ne dépassât pas 400 âmes, les autres établissements libériens fusionnèrent. Le territoire fut divisé en deux provinces : le comté de Montserrado et celui du Grand-Bassa, et « placé sous l'autorité d'un Gouverneur et d'un Vice-Gouverneur. On leur adjoignit un Conseil de Libériens qui, sous la direction du Gouverneur fut constitué en corps législatif. En fait le Gouverneur et le Vice-Gouverneur furent nommés par le Comité de l'American Colonisation Society, qui s'attribua aussi le droit de veto sur toute loi édictée par le Gouverneur et le Conseil. Les membres de ce Conseil devaient être élus par le peuple. Tout citoyen mâle âgé de

24 ans et au-dessus, sans condition de cens était électeur. Le conseil se composait de 10 membres, dont 6 siégeaient pour le Comté de Montserrado, et 4 pour celui de Bassa. L'Administration de la justice fut attribuée à une haute Cour sous la présidence du Gouverneur... l'acquisition de la qualité de citoyen fut restreinte aux Africains (1). »

SECTION III

Le Libéria de 1838 à 1847. — La Déclaration d'Indépendance La Constitution

En 1839, le premier Gouverneur James Buchanan débarqua au Libéria où il avait déjà séjourné comme administrateur d'Edina, Port Cresson et Bassa Cove. Son administration fut habile mais dura peu, car il mourut en septembre 1841. Cependant, au cours de ces deux années Buchanan réussit à consolider la domination libérienne sur le cours inférieur du Saint-Paul, en dirigeant contre les chefs Gatumba et Gotoru une vigoureuse campagne couronnée d'un plein succès, et en passant des traités avec quelques tribus sauvages.

Buchanan fut remplacé par le Général Joseph Jenkins Roberts, premier homme de couleur qui ait dirigé le Libéria. C'était un mulâtre très clair alors âgé de 32 ans, et qui habitait le pays depuis une dizaine d'années. Afin d'éviter que la France qui, à ce moment, créait divers établissements sur la Côte Occidentale d'Afrique entre le

(1) Sir Harry Johnston, *op. cit.*, pp. 158, 159.

Sénégal et le Congo, ne prit pied au Libéria, Roberts s'empessa de conclure des conventions avec les peuplades du littoral (1). Puis il s'entendit avec la République voisine de Maryland pour adopter une même politique étrangère, ainsi qu'un tarif de douanes uniformes (6 0/0 *ad valorem*). Cette entente devait entraîner en quelques mois la fondation d'une République autonome. En effet, les commerçants anglais qui trafiquaient dans ces régions

(1) Ces précautions n'empêchèrent pas le commandant Bouët-Willaumez (qui devint en 1843 gouverneur du Sénégal) d'acquérir en 1842 l'Anse des Pêcheurs (Petit Dieppe), pour y établir un dépôt de combustible et de ravitaillement. Il ne fut jamais fait par nous usage de ce droit qui fut abandonné aux Libériens par le traité de 1892, en échange des droits libériens sur la rive gauche du Cavally.

Le même commandant Bouët-Willaumez avait en 1839 et 1841 passé des traités avec deux chefs indigènes du Gabon, où un établissement fut fondé en 1841. Cette amorce devait devenir plus tard par des agrandissements successifs, le Congo français, appelé aujourd'hui Afrique équatoriale française.

En 1845, la rivière Mellacorée (Guinée française) était reconnue par le commandant Laffon de Ladebat. En 1849, Boké fut bombardé.

A la Côte d'Ivoire, le commandant Bouët Willaumez avait obtenu en 1842 la cession des territoires sur lesquels s'élèvent Assinie, Grand-Bassam et Dabou.

Au Dahomey, nous avons établi en 1671 un fort à Ouidah, dont la garnison fut supprimée en 1797, mais la garde en avait été remise à un négociant français. En 1841, un représentant de commerce de notre nationalité fut, en outre, chargé des fonctions consulaires.

On sait que l'organisation actuelle de nos colonies de l'Afrique Occidentale est bien plus récente, le Sénégal n'a jamais cessé de former une colonie depuis le début du XVII^e siècle; au contraire, l'organisation de la Guinée, de la Côte-d'Ivoire et du Dahomey ne date respectivement que de 1891, 1893 et 1894. Le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française a été organisé pour la première fois en 1895.

Les premiers établissements anglais de la Côte d'Or datent de 1667 époque à laquelle l'Angleterre obtint par le traité de Bréda, l'établissement hollandais du Cape-Coast-Castle. En 1672 plusieurs forts furent construits aux environs et de 1750 à 1821, le gouvernement de la colonie fut confié à une compagnie anglaise. En 1821, la Côte d'Or fut rattachée à Sierra-Leone. Après avoir été de nouveau confiée à une compagnie, la colonie fut une seconde fois placée sous l'autorité du gouverneur anglais de Sierra-Leone en 1847. Depuis la Côte d'Or forme une colonie autonome. Les Danois et les Hollandais ont cédé à l'Angleterre les établissements qu'ils y possédaient les premiers en 1850, les seconds en 1871.

protestèrent aussitôt en affirmant que les établissements libériens ne formaient pas un État, et qu'en conséquence, aucune taxe n'y pouvait être levée sur les étrangers. Le Gouvernement anglais se rangea à cet avis qui fut officiellement notifié au Gouverneur Roberts, et, malgré une démarche de l'ambassadeur des États-Unis à Londres, refusa de changer sa manière de voir. Aussi, dès le mois de janvier 1846, la Société de Colonisation Américaine décida-t-elle de confier aux colons libériens le soin de s'administrer eux-mêmes, proposition qui fut ratifiée à la grande majorité des voix par les intéressés le 7 octobre 1846, sauf une légère opposition de quelques habitants de Grand-Bassa (1). Le 26 juillet 1847 la Déclaration d'Indépendance et la Constitution furent solennellement proclamées par une Convention en des termes qui, pour être quelque peu emphatiques et même parfois peu clairs, n'en possèdent pas moins la plupart du temps une certaine noblesse. Voici la traduction *in extenso* de ces deux documents :

EN CONVENTION

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Nous, Représentants du peuple des Etablissements libériens, assemblés en Convention, et investis du pouvoir de former un nouveau Gouvernement, comptant sur l'aide

(1) L'American Colonisation Society ne fut pas dissoute de ce fait. Elle se maintint et Sir Harry Johnston dans son livre en signale encore l'existence en 1906. Le journal de cette société : *The African Repository* fondé en 1832, s'appelle depuis 1892 le *Libertia*.

et la protection du Grand Arbitre des Destinées Humaines, au nom et au profit des habitants de ces Etablissements, publions et déclarons par les présentes, que les dits Etablissements forment désormais un Etat libre, souverain et indépendant sous le nom et le titre de République de Libéria.

En annonçant aux nations du monde la nouvelle organisation que le peuple de cette République s'est senti appelé à assumer, il semble courtois d'éclairer leur opinion par un bref exposé des causes qui l'ont amené, d'abord à s'expatrier de son pays natal, et à créer des Etablissements sur cette côte barbare, puis, aujourd'hui, à organiser son Gouvernement en l'élevant à une forme souveraine et indépendante. En conséquence, nous attirons respectueusement leur attention sur les faits suivants.

Nous reconnaissons au profit de tous les hommes certains droits inaliénables, parmi lesquels figurent la vie, la liberté, le droit d'acquérir, de posséder, de défendre la propriété et d'en jouir. Par la pratique et le consentement des hommes de toutes les époques, il est prouvé qu'un système ou une forme de Gouvernement est nécessaire pour exercer, garantir ces droits et en jouir : que chaque peuple a le droit d'instituer un Gouvernement, de choisir et d'adopter tel système ou modalité de ce système qui, dans son opinion atteindra le mieux ces buts et garantira son bonheur sans porter tort aux justes droits des autres. En conséquence, le droit d'instituer un Gouvernement et les organes nécessaires à son fonctionnement, est un droit inaliénable qu'on ne peut combattre sans la plus monstrueuse injustice.

Nous le peuple du Libéria, avons habité antérieurement les Etats-Unis du nord de l'Amérique.

En quelques parties de ce pays nous étions privés par la loi de tous les droits et privilèges de l'homme ; dans d'autres, l'opinion publique, plus puissante que la loi, nous attérait du regard.

Nous étions partout repoussés de tout emploi civil.

Nous étions exclus de toute participation au Gouvernement.

Nous étions taxés sans notre consentement.

Nous étions contraints de contribuer aux ressources d'un pays qui ne nous donnait aucune protection.

Nous formions une classe séparée et distincte, et toute chance d'amélioration nous était rigoureusement fermée. Les étrangers provenant d'autres pays et d'une couleur différente de la nôtre nous étaient préférés.

Nous faisons entendre nos griefs mais on n'y prenait pas garde, ou bien on leur opposait les institutions particulières du pays.

Tout espoir d'un changement favorable dans notre pays était ainsi entièrement éteint dans nos cœurs, et nous cherchions anxieusement un refuge pour sortir de cette profonde dégradation.

La Côte Occidentale d'Afrique fut la place choisie par la bienveillance et la philanthropie américaine pour notre future demeure. Transportés loin des influences qui nous opprimaient dans notre pays natal, on espéra que nous serions capables de jouir de ces droits et privilèges, ainsi que d'exercer et d'améliorer les facultés que le Dieu de la Nature nous a données comme au reste de l'humanité.

Sous les auspices de la Société de Colonisation américaine, nous nous sommes établis ici sur une terre achetée aux propriétaires du sol.

Dans le pacte original que nous fîmes avec cette Société, nous lui déléguâmes certains pouvoirs politiques pour d'importantes raisons. Mais la Société stipula qu'aussitôt que le peuple deviendrait capable de conduire le Gouvernement, ou dès que le peuple le désirerait, elle résignerait le pouvoir qui lui avait été délégué, renoncerait paisiblement à son droit de surveillance et laisserait le peuple se gouverner lui-même.

Sous les auspices et la direction de la Société qui a noblement et avec une parfaite loyauté racheté son gage au peuple, nous avons grandi et prospéré.

De temps en temps notre nombre s'est accru par une immigration venant d'Amérique, et par l'accession de tribus indigènes ; et de temps en temps, chaque fois que les circonstances l'ont permis, nous avons étendu nos frontières en acquérant les terres des indigènes par un marché honorable.

De même que notre territoire s'est étendu et que notre population s'est accrue, notre commerce a aussi augmenté. Les nations les plus civilisées de la terre voient leurs drapeaux flotter dans nos ports et leurs marchands ont entrepris un honorable et profitable trafic. Jusqu'à ces derniers temps, ces visites ont eu un caractère uniformément harmonieux : mais, comme elles deviennent plus fréquentes et concernent des points plus nombreux de notre longue côte, des questions se sont élevées qui, sup-

posons nous, ne peuvent être résolues que par l'agrément commun des Puissances souveraines.

Depuis quelques années, la Société de Colonisation américaine a virtuellement renoncé à toute part directe et active dans l'administration du Gouvernement, excepté en ce qui concerne la nomination du Gouverneur qui a porté sur un colon, dans le but évident de témoigner ainsi de la capacité du peuple de conduire les affaires du Gouvernement. Aucune plainte de manque de maturité dans la législation, de mauvaise direction ou d'administration défectueuse n'a été signalée.

En présence de ces faits, cette Institution, la Société de Colonisation américaine, avec la loyauté qui a toujours marqué tous ses rapports avec nous, par une série de révolutions passées au mois de janvier de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quarante-six, a rompu tout lien politique avec le peuple de cette République, restitué les pouvoirs qui lui avaient été délégués, et laissé le peuple se gouverner lui-même.

En conséquence, le peuple de la République de Libéria est, en droit et en fait, un État libre, souverain et indépendant, détenteur de tous les droits, pouvoirs et fonctions d'un Gouvernement.

En assumant les importantes responsabilités de la conduite qu'il a suivie, le peuple de cette République a conscience que cette conduite est justifiée par les nécessités de la circonstance, et il a la conviction qu'il s'attirera par la confiance les égards impartiaux du monde civilisé.

Le Libéria n'est pas le fruit d'une ambition cupide, ni l'instrument d'une spéculation intéressée.

Aucun désir d'agrandissement territorial ne nous a portés sur ces rivages, et nous ne pensons pas qu'un motif aussi bas soit entré dans les nobles projets de ceux qui nous ont aidés à trouver un asile. Le Libéria est l'asile de l'oppression la plus écrasante.

En venant aux rivages d'Afrique, nous caressons l'agréable espoir d'être autorisés à exercer et à améliorer ces facultés que l'homme reçoit de sa dignité même ; de nourrir dans nos cœurs la flamme d'une honorable ambition ; de chérir et de satisfaire ces aspirations qu'un Créateur bienfaisant a enracinées dans chaque cœur humain, et de montrer à ceux qui méprisent, ridiculisent et oppressent notre race, que notre nature est la même, que nous sommes également susceptibles des mêmes améliorations et capables d'un même perfectionnement dans tout ce qui pare et dignifie l'homme.

Nous avons été poussés par l'espoir qu'ici nous aurions la liberté d'élever nos enfants comme ils doivent l'être ; de leur inspirer l'amour d'une honorable réputation ; d'allumer en eux la flamme d'une philanthropie élevée, et de développer fermement en eux, les principes d'humanité, de vertu et de religion.

Parmi les motifs les plus forts de quitter notre terre natale, d'abandonner pour toujours les lieux de notre enfance et de rompre les liens les plus chers, fut le désir de trouver une retraite où, loin des agitations de la peur et des vexations, nous pourrions approcher en dignité le Dieu de nos pères.

Jusqu'ici, nos plus hauts espoirs ont été réalisés.

La Libéria est déjà la demeure heureuse de milliers de

personnes qui ont été autrefois des victimes condamnées à l'oppression, et, si rien ne vient entraver sa croissance naturelle et spontanée, si ses mouvements sont laissés libres des intrigues paralysantes d'une ambition jalouse et d'une avarice sans scrupule, il ouvrira chaque jour la porte plus grande aux milliers de personnes qui cherchent actuellement d'un œil anxieux quelque terre de repos.

Nos cours de justice sont ouvertes également à l'étranger et aux citoyens pour le redressement des torts, pour la réparation des dommages et pour la punition des crimes.

Nos écoles nombreuses et bien fréquentées attestent nos efforts et notre désir d'améliorer nos enfants.

Nos églises, destinées à l'adoration du Créateur, partout où on les voit, portent le témoignage de notre reconnaissance à la Providence.

L'indigène africain se courbant avec nous devant l'autel du Dieu Vivant, déclare que, grâce à nous, malgré notre faiblesse, la lumière de la chrétienté a progressé, en même temps qu'un coup mortel a été frappé sur ce fléau des fléaux : la traite des noirs, aussi loin que notre influence s'étend.

C'est pourquoi, au nom de l'Humanité, de la Vertu et de la Religion, au nom du Dieu Grand, notre Créateur commun, nous faisons appel à toutes les nations de la chrétienté : nous leur demandons ardemment et respectueusement, qu'elles nous considèrent, avec les égards de sympathie et d'amitié, dus aux particularités de notre condition et de nous étendre cette confiance qui marque les relations amicales des communautés civilisées et indépendantes.

CONSTITUTION

ARTICLE PREMIER : DÉCLARATION DES DROITS

Le but de l'institution, du maintien et de l'administration du Gouvernement, est d'assurer l'existence du corps politique, de le défendre, et de fournir aux individus qui le composent, la faculté de jouir en sécurité et tranquillité de leurs droits naturels et des bienfaits de la vie. Tant que ces grands objets ne sont pas atteints, le peuple a le droit de modifier le Gouvernement et de prendre les mesures nécessaires à sa sûreté, prospérité et son bonheur.

C'est pourquoi, Nous, peuple des établissements du Libéria en Afrique, reconnaissant avec une pieuse gratitude la bonté de Dieu qui nous a accordé les bienfaits de la religion chrétienne, ainsi que la liberté politique, religieuse et civile, en vue de garantir ces bienfaits à nous-mêmes et à notre postérité, nous nous associons et nous nous constituons par les présentes, en un Etat libre, souverain et indépendant; instituons et établissons cette constitution pour le Gouvernement du dit Etat.

Section I. — Tous les hommes sont nés également libres et indépendants; ils possèdent un certain nombre de droits naturels, inhérents et inaliénables parmi lesquels figurent les droits de défendre la vie et la liberté et la faculté d'en jouir; d'acquérir, de posséder, de défendre la propriété, de rechercher, et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

Section II. — Tout pouvoir émane du peuple; tous les Gou-

vernements libres sont institués par l'autorité et au profit du peuple qui a le droit de les changer et de les réformer quand sa sûreté et son bonheur le réclament.

Section III. — Tous les hommes ont un droit naturel et inaliénable d'adorer Dieu selon la voix de leur propre conscience, sans être empêchés ni molestés par leurs semblables : toute personne se comportant paisiblement et ne gênant pas les autres dans leurs manifestations religieuses a droit à la protection de la loi pour le libre exercice de sa propre religion. Aucune secte chrétienne ne posédera des préférences ou privilèges exclusifs au détriment de n'importe quelle autre secte, mais toutes seront semblablement tolérées, et, aucun serment religieux quelconque ne sera exigé pour être admis à un emploi civil ou pour l'exercice d'un droit civil.

Section IV. — Il n'y aura aucun esclavage dans l'intérieur de cette République et aucune personne y résidant ne pourra avoir des intérêts sur des esclaves ni dans les limites ni hors de cette République.

Section V. — Le peuple a le droit à tout moment, pourvu que ce soit en bon ordre et paisiblement, de s'assembler et de discuter les intérêts généraux du pays, de donner des instructions à ses représentants et d'adresser des pétitions au Gouvernement ou à tout fonctionnaire public pour le redressement des torts.

Section VI. — Toute personne lésée aura aussi le droit de se faire rendre justice par les voies légales. La justice sera rendue sans déni ou délai, et, dans tous les cas qui ne se produisent pas sous la loi martiale ou sur « im-

peachment » (1), les parties auront le droit d'être jugées par un jury et d'être entendues en personne ou par conseil, ou les deux à la fois.

Section VII. — Aucune personne ne sera tenue de répondre pour un crime capital ou infamant, excepté dans les cas « d'impeachment », les cas se produisant dans l'armée et la marine, ou pour les infractions minimales, si ce n'est sur la dénonciation spontanée du grand jury. De même, toute personne poursuivie au criminel aura le droit d'être, en temps utile, mise en possession d'une copie de l'acte d'accusation, d'être confrontée avec les témoins adverses, et d'user de voies obligatoires pour faire entendre des témoins à décharge, d'être jugée rapidement, publiquement et impartialement par le jury du voisinage. Elle ne sera pas obligée de fournir ou de donner une déposition contre elle-même. Aucune personne ne pourra, pour une même offense, être mise deux fois en danger de vie ou de mutilation.

Section VIII. — Aucune personne ne sera privée de la vie, de la liberté, de la propriété ou d'un privilège, si ce n'est par le jugement de ses pairs ou la loi du pays.

Section IX. — Aucune perquisition domiciliaire ne sera effectuée, ni aucune personne arrêtée sur accusation ou suspicion criminelle si ce n'est sur le vu d'un mandat régulier émis sur un motif plausible, basé sur un serment ou affirmation solennelle et désignant spécialement le lieu, la personne, ainsi que l'objet de la poursuite.

Section X. — Des cautions excessives ne seront pas requises, ni d'excessives amendes imposées, ni d'exces-

(1) Voir page 78 *infra*.

sives punitions infligées. Le Parlement ne pourra faire aucune loi modifiant les obligations des contrats, ni aucune loi rendant un acte quelconque punissable de n'importe quelle façon, alors qu'il ne l'était pas quand il a été commis.

Section XI. — Toutes les élections auront lieu au scrutin secret, et chaque citoyen mâle âgé de 21 ans possédant un bien fonds aura le droit de suffrage (1).

Section XII. — Le peuple a le droit de conserver et de porter des armes pour la défense commune. Mais, comme en temps de paix les armées sont dangereuses pour la liberté, elles ne pourront pas être maintenues sans le consentement du Parlement ; les pouvoirs militaires seront toujours tenus en exacte subordination à l'autorité civile et seront gouvernés par elle.

Section XIII. — La propriété privée ne sera point prise pour un emploi public sans une juste compensation.

Section XIV. — La puissance gouvernementale sera répartie en trois départements distincts : législatif, exécutif et judiciaire. Aucune personne appartenant à l'un de ces départements n'exercera aucun des pouvoirs appartenant aux autres. Cette section ne doit pas être interprétée comme comprenant les justices de paix.

Section XV. — La liberté de la presse est essentielle à la sécurité de la liberté d'un Etat. En conséquence elle ne doit point être restreinte dans cette République.

La presse sera libre pour toute personne qui entreprend

(1) Nous avons vu plus haut que la Constitution de 1838 n'avait formulé, au contraire, aucune restriction au droit électoral des citoyens âgés de 21 ans.

d'examiner les actes du Parlement; ou tout service du Gouvernement, et aucune loi ne sera jamais faite pour diminuer ce droit. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits inestimables de l'homme, et chaque citoyen peut librement parler, écrire et imprimer sur n'importe quel sujet, sauf à répondre de l'abus de cette liberté.

Dans les poursuites contre la publication de documents concernant la conduite officielle de fonctionnaires ou de personnes revêtues d'un caractère public, ou dans lesquels le sujet publié est considéré comme une accusation publique, la preuve des faits allégués pourra être administrée. Dans les accusations de diffamation, le jury pourra fixer le droit et les faits sous la direction de la Cour, comme dans les autres cas.

Section XVI. — Aucun subside, taxe, impôt ou droit ne peut être établi ou levé sous quelque prétexte que ce soit, sans le consentement du peuple ou ses représentants au Parlement.

Section XVII. — Des procès pourront être dirigés contre la République de telle manière et dans tels cas que la loi pourra fixer.

Section XVIII. — Aucune personne ne peut, en aucun cas, être assujettie à la loi martiale ou à aucune pénalité ou peine en vertu de cette loi (excepté celles effectivement employées dans l'armée, la marine ou la milice) si ce n'est par l'autorité du Parlement.

Section XIX. — Afin d'empêcher ceux qui sont investis de l'autorité de devenir des oppresseurs, le peuple a le droit, à telles périodes et de telle manière qu'il l'établira

par son système de Gouvernement, de faire rentrer ces officiers publics dans la vie privée, et de remplir les places vacantes par des élections et des nominations régulières.

Section XX. — Tous les prisonniers seront admis à caution, à condition d'en fournir une suffisante, si ce n'est pour des infractions capitales, quand la preuve est évidente ou les présomptions grandes. Le privilège et le bénéfice de l'ordonnance d'*habeas corpus* seront en vigueur dans cette République de la façon la plus libérale, facile, peu dispendieuse, rapide et large ; ils ne seront pas suspendus par le Parlement sauf dans les cas urgents et pressants et pour un temps limité qui ne pourra excéder douze mois.

ARTICLE II. — LE POUVOIR LÉGISLATIF

Section I. — Le pouvoir législatif sera confié à un « Parlement du Libéria » et consistera en deux corps distincts : la Chambre des Représentants et le Sénat, portant le nom de « Législature du Libéria », chacune ayant un droit de veto sur l'autre. La formule du dispositif de leurs actes et lois sera ainsi rédigée : « Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de la République du Libéria en Législature assemblés... »

Section II. — Les Représentants seront élus par et pour les habitants des divers comtés du Libéria comme suit : le comté de Montserrado aura quatre Représentants ; le comté de Grand Bassa, trois ; le comté de Sino, un ; les comtés qui seront postérieurement admis dans la République, un. En outre, il y aura un Représentant de plus

par dix mille habitants (1). Aucune personne ne pourra être représentant si elle n'a résidé dans le comté pendant deux ans avant son élection, si une fois élue elle n'habite pas le comté, si elle n'y possède pas un bien fonds d'une valeur minimum de 150 dollars, et si elle n'a pas atteint l'âge de 23 ans. Les Représentants seront élus tous les deux ans et resteront en fonctions pendant deux ans à partir du jour de leur élection.

Section III. — Quand une vacance se produit dans la représentation d'un comté par mort, démission ou autrement, elle sera remplie par une nouvelle élection.

Section IV. — La Chambre des Représentants élira son propre Président et autres officiers. Elle aura aussi seule le pouvoir « d'impeachment ».

Section V. — Le Sénat consistera en deux membres du comté de Montserrado, deux du comté de Bassa, deux du comté de Sino, et deux de chacun des comtés qui seront ultérieurement incorporés à la République. Aucune personne ne pourra être Sénateur sans avoir résidé trois années entières immédiatement avant son élection, dans la République de Libéria ; qui, une fois élue, n'habitera pas le comté qu'elle représente, et qui n'aura pas atteint l'âge de vingt-cinq ans. Le Sénateur de chaque comté qui aura recueilli le plus grand nombre de voix restera en fonctions pendant quatre ans ; celui qui aura recueilli immédiatement après lui le plus grand nombre de voix,

(1) La Constitution de 1838 n'avait prévu que deux comtés : celui de Montserrado élisant six députés et celui de Grand-Bassa en nommant quatre ; il n'y avait pas de Sénat, le rôle de celui-ci étant joué par la Société américaine de Colonisation.

pendant deux ans ; ceux qui seront élus ensuite pour les remplacer siégeront pendant quatre ans.

Section VI. — Le Sénat jugera tous les « impeachments. » Les Sénateurs jugeront d'abord, ou prometttront solennellement de juger avec la même impartialité et conformément à la loi. Personne ne sera déclaré coupable sans qu'il en ait été ainsi décidé par les deux tiers des Sénateurs présents. Dans ce cas, le jugement ne s'étendra pas au delà de la destitution et de la disqualification d'être pourvu d'un emploi dans la République, mais la partie pourra néanmoins être jugée selon la loi pour la même faute.

Lorsque le Président ou le Vice-Président doit être jugé, c'est le « chief-justice » qui préside.

Section VII. — Il appartiendra au Parlement dès que cela pourra se faire après l'adoption de cette Constitution et ensuite une fois au moins tous les dix ans, d'ordonner un recensement exact de chaque ville et comté de la République de Libéria. Un représentant sera alloué à chaque ville ayant une population de 10.000 habitants ; de même, un représentant sera ajouté dans les comtés par 10.000 habitants supplémentaires trouvés après le premier recensement jusqu'à ce que le nombre des représentants atteigne trente. Après quoi un représentant sera ajouté par 30.000 habitants.

Section VIII. — Chaque corps de la législature sera juge des élections et qualifications de ses membres. Dans chacun, la majorité sera nécessaire pour traiter des affaires, mais un nombre inférieur peut les ajourner de jour en jour et obliger les membres absents à venir siéger. Chaque

Chambre peut édicter son propre règlement, mettre un ordre en vigueur, et, avec la majorité des deux tiers, expulser un membre.

Section IX. — Aucune Chambre ne s'ajournera pour plus de deux jours sans le consentement de l'autre. Elles siégeront toutes deux dans la même ville.

Section X. — Tout projet ou proposition de loi qui aura été adopté par les deux Chambres du Parlement sera avant de devenir loi, présenté au Président de la République pour approbation. Si le Président approuve l'acte, il doit le revêtir de sa signature sinon il le renverra au Parlement avec ses objections. Si le Parlement adopte à nouveau le texte voté ou la proposition à la majorité des deux tiers dans chaque Chambre, l'acte devient loi. Si le Président a négligé de renvoyer le projet ou la proposition de loi au Parlement avec ses objections dans les cinq jours qui suivent celui où il lui a été remis, le Parlement demeurant en session pendant ce temps, cette négligence équivaldra à sa signature.

Section XI. — Les Sénateurs et Représentants recevront de la République une compensation pour leurs services qui sera fixée par la loi et qui sera insaisissable, excepté pour trahison, félonie, attentat contre l'ordre public, pendant qu'ils assistent à une session de la législature, qu'ils y vont ou qu'ils en reviennent.

ARTICLE III. — POUVOIR EXÉCUTIF

Section I. — Le pouvoir exécutif suprême sera confié à un Président qui sera élu par le peuple et restera en charge

pendant deux ans (1). Il sera Commandant en chef de l'Armée et de la Marine. Pendant les prorogations des Chambres, il pourra convoquer la milice sous les drapeaux pour la défense de la République. Il aura le pouvoir de passer les traités sauf approbation des deux tiers des membres présents du Sénat. Il présentera et, avec l'avis et le consentement du Sénat, nommera et commissionnera les ambassadeurs, autres représentants et consuls, secrétaires d'État, de la Guerre, de la Marine et de la Trésorerie, l'avocat général, tous les juges des tribunaux, sheriff (2), coroners (3) et prévôts, juges de paix, greffiers de tribunaux, officiers de l'enregistrement, notaires publics et tous autres fonctionnaires d'État, civils et militaires, pour lesquels la Constitution ou les lois permanentes ne prévoient pas un autre mode de nomination. Pendant les prorogations du Sénat, il pourra remplir toutes vacances dans ces offices jusqu'à la prochaine session du Sénat. Il recevra tous les ambassadeurs et autres représentants publics. Il veille à l'exacte exécution des lois. Il rendra compte au Parlement de l'état de la République et recommandera toute mesure dont l'adoption lui paraîtra utile. Il pourra, après condamnation faire remise de toute déchéance et peine et accorder des délais ou le pardon pour les infractions publiques excepté dans le cas d'impeachment. Il pourra exiger de tout officier public des informations et avis concernant les matières de son office. Il pourra dans les occasions

(1) En 1907 cette durée a été portée à 4 ans.

(2) Le shériff est chargé de surveiller et de faire appliquer les décisions judiciaires.

(3) Les principales fonctions du coroner consistent à procéder à des enquêtes sur les morts violentes.

extraordinaires réunir le Parlement et pourra ajourner les deux Chambres chaque fois qu'elle ne pourront se mettre d'accord sur le moment de l'ajournement.

Section II. — Il y aura un Vice-Président qui sera élu de la même manière et pour la même durée que le Président, et dont les conditions d'aptitudes seront les mêmes ; il sera Président du Sénat et aura voix prépondérante quand cette Assemblée sera également divisée sur un sujet. Dans le cas où le Président s'absente, meurt, démissionne ou se trouve dans l'impossibilité de remplir les fonctions de cet office, celles-ci seront transmises au Vice-Président. Le Parlement pourra déterminer par une loi, au cas de départ, mort, démission, ou empêchement à la fois du Président et du Vice-Président, quel fonctionnaire remplira les fonctions de Président. Ce fonctionnaire agira en conséquence, jusqu'à ce que l'empêchement ait disparu ou qu'un Président ait été élu.

Section III. — Le secrétaire d'État aura la garde des archives de l'État, de toutes archives et pièces du corps législatif et de tous les autres archives et documents publics n'appartenant pas à un autre Département, et les communiquera quand il en sera requis, tant au Président qu'au Parlement. Il se présentera lui-même devant eux quand il en sera requis et remplira telles autres fonctions qui lui seront prescrites par la loi.

Section IV. — Le Secrétaire de la Trésorerie ou toute autre personne qui pourra être chargée par la loi de la garde des deniers publics, devra, avant de recevoir ces deniers, remettre des bons à l'État avec des garanties suffisantes pour le loyal accomplissement de ses devoirs. Il

fournira un compte exact des dits deniers quand il en sera requis par le Président ou le Parlement, et aucune somme d'argent ne sortira du Trésor si ce n'est sur un mandat du Président, et conformément à l'affectation prévue par la loi.

Section V. — Tous ambassadeurs, autres représentants publics et consuls, le Secrétaire d'État, de la Guerre, de la Trésorerie, de la Marine, l'Attorney-Général, le Directeur Général des Postes, conserveront leurs fonctions tant que le Président leur accordera sa confiance. Tous les juges de paix, shériffs, prévôts, greffiers des cours, officiers de l'enregistrement et notaires publics rempliront leur emploi pendant une période de deux ans, à partir de la date de leur commission respective, mais peuvent être destitués pendant ce temps par le Président et à sa discrétion; tous les autres fonctionnaires dont la durée de l'emploi ne peut pas être autrement limitée par la loi conserveront leur emploi tant que le Président leur accordera sa confiance.

Section VI. — Tout fonctionnaire civil peut être destitué par « impeachment » pour inconduite officielle. Tout fonctionnaire civil peut aussi être révoqué par le Président sur une adresse des deux Chambres du Parlement faisant ressortir les raisons particulières de cette révocation.

Section VII. — Nul ne sera éligible aux fonctions de Président s'il n'est citoyen de cette République depuis au moins cinq ans, s'il n'a pas atteint l'âge de 35 ans et s'il n'est pas possesseur d'un bien fonds libre d'hypothèques et d'une valeur minimum de 600 dollars.

Section VIII. — Le Président recevra à des époques fixées, en échange de ses services, une compensation qui ne pourra être ni augmentée, ni diminuée pendant le temps pour lequel il a été élu. Avant de prendre ses fonctions, il prononcera le serment suivant : « Je jure (ou j'affirme) solennellement que je remplirai loyalement l'emploi de Président de la République de Libéria, que je garantirai, protégerai et défendrai du mieux de mon pouvoir, la Constitution, et que je ferai appliquer les lois de la République de Libéria. »

ARTICLE IV. — SERVICE JUDICIAIRE

Section I. — Le pouvoir judiciaire de la République sera confié à une Cour suprême et à telles juridictions subalternes que le Parlement pourra établir dans la suite. Les juges de la Cour suprême et tous les autres juges des tribunaux conserveront leur emploi tant qu'ils en seront dignes (1). Cependant ils peuvent être destitués par le Président sur une adresse signée dans cette intention, par les deux tiers des membres des deux Chambres, par « impeachment » ou condamnation de ce chef. Les juges recevront un traitement fixé par la loi. Ce traitement pourra être augmenté mais non diminué pendant la durée de leurs fonctions. Ils ne recevront point d'autres émoluments ou gratifications quelconques pour tout service qui leur sera demandé.

(1) *During good behaviour*, expression qui, dans la langue juridique anglaise équivaut en fait à inamovibilité.

Section II. — La Cour suprême sera seule compétente dans tous les Cas concernant les Ambassadeurs, les autres représentants publics et les Consuls, et dans ceux où la République sera partie. Dans tous les autres cas, la Cour suprême aura une juridiction d'appel tant sur les points de droit que de fait, sauf les exceptions et conformément aux règlements que le Parlement établira ultérieurement.

ARTICLE V. — DISPOSITIONS DIVERSES

Section I. — Toutes les lois actuellement en vigueur dans les Etablissements du Libéria et qui ne sont pas contraires à la présente Constitution demeureront en vigueur comme lois de la République de Libéria jusqu'à ce qu'elles soient rapportées par le Parlement.

Section II. — Tous les juges, magistrats et autres fonctionnaires appartenant actuellement à l'administration de la justice dans les Etablissements du Libéria, et tous autres fonctionnaires civils et militaires qui s'y trouvent en service continueront de remplir leurs emplois respectifs au nom et par délégation de la République jusqu'à ce que d'autres soient nommés et commissionnés à leur place.

Section III. — Toutes les villes, tous les corps municipaux existant dans cette République garderont leur organisation et leurs privilèges actuels ; leurs agents conserveront leurs fonctions et les rempliront sous l'autorité de la République.

Section IV. — La première élection du Président, du Vice-Président, des Sénateurs et des Représentants aura lieu le premier mardi d'octobre de l'année de Notre-Sei-

gneur mil huit cent quarante sept, de la même manière que les élections des membres du Conseil sont faites dans les Etablissements du Libéria (1). Les votes seront certifiés et adressés au Secrétaire Colonial et le résultat de l'élection sera affiché et notifié par lui comme il y est actuellement pourvu par la loi au regard des membres de ce Conseil.

Section V. — Toutes les autres élections du Président, Vice-Président, Sénateurs et Représentants auront lieu dans les diverses villes le premier mardi de mai tous les deux ans. Elles seront affectuées et réglementées de la manière que le Parlement fixera par une loi. Les compte rendus des votes seront adressés au Secrétaire d'Etat qui les ouvrira et, séance tenante, informera de l'élection les personnes paraissant ainsi élues Sénateurs ou Députés. Tous ces compte-rendus seront remis par lui au Parlement à sa plus prochaine session. Les personnes qui, d'après ces compte-rendus, paraîtront dûment élues s'organiseront en conséquence en Sénat et en Chambre des Représentants. Les votes concernant le Président seront triés, comptés et proclamés par la Chambre des Représentants. Si personne ne paraît avoir la majorité de ces votes, les Sénateurs et les Représentants devront, en Convention, élire en un même scrutin parmi les personnes ayant obtenu les trois plus forts chiffres de voix, une personne qui remplira les fonctions de Président de la République pour la période à suivre.

Section VI. — Le Parlement s'assemblera au moins une fois par an et cette réunion aura lieu le premier lundi de

(1) En vertu de la Constitution de 1838.

janvier à moins qu'un jour différent ne soit fixé par la loi.

Section VII. — Tout législateur et toute autre personne pourvue d'un emploi public nommé sous la présente Constitution, devra avant d'entrer en possession effective de son emploi, prononcer et signer un serment ou une affirmation solennelle de soutenir la Constitution de cette République et de remplir avec impartialité les devoirs de sa charge. Le Président de la République recevra le serment ou affirmation du Président du Sénat, les deux Chambres réunies en Convention ; le Vice-Président, les Sénateurs et les Représentants réunis en Convention, recevant le serment du Président de la République ; toutes autres personnes pourvues d'un emploi public peuvent prêter serment ou affirmation devant le Président, le Chief Justice, ou toute autre personne qui sera désignée par la loi.

Section VIII. — Toutes les élections des personnes pourvues d'un emploi public seront faites à la majorité des voix excepté dans le cas où la Constitution ou la loi en auront décidé autrement.

Section IX. — Les emplois créés par cette Constitution, dont les affaires de la République n'exigeront pas la création immédiate, ne seront point remplis jusqu'à ce que le Parlement en ait décidé autrement.

Section X. — Les biens qu'une femme peut posséder au moment de son mariage, ainsi que ceux qui peuvent lui échoir dans la suite, autrement que par son mari, ne seront pas tenus comme responsables des dettes de celui-ci ; que ces dettes aient été contractées soit avant, soit après le mariage.

Les biens ainsi garantis intentionnellement à la femme

né pourront être non plus aliénés autrement que de son consentement volontaire.

Section XI. — Dans tous les cas où les biens fonds sont insolvables, la veuve jouira du tiers des biens immobiliers pendant sa vie naturelle, et du tiers des biens mobiliers personnels qu'elle possédera de son propre droit ; elle pourra disposer de ceux-ci par legs ou autrement.

Section XII. — Nul ne sera autorisé à posséder des biens fonds dans cette République s'il n'en est un citoyen. Cependant, cet article ne sera pas considéré comme concernant la colonisation, les œuvres des missions et d'éducation et autres institutions bienfaisantes, aussi longtemps que la propriété ou le bien-fonds est affecté à son but légitime.

Section XIII. — Le but primordial de la création de ces colonies étant de fournir une demeure aux enfants dispersés et opprimés d'Afrique, seules les personnes de couleur seront admises au droit d'obtenir la qualité de citoyen de cette République.

Section XIV. — L'achat d'une terre quelconque, par un ou plusieurs citoyens quelconques, aux aborigènes de ce pays, pour leur propre usage ou au bénéfice de tiers, comme bien-fonds, en fief simple (propriété libre) sera considéré comme sans valeur et annulé dans tous ses buts et objets.

Section XV. — L'amélioration des tribus indigènes, ainsi que leur progrès dans les arts de l'agriculture et du labourage étant un des buts cherchés par le Gouvernement, il sera du devoir du Président de nommer dans chaque comté une personne prudente qui aura pour mission de faire des tournées régulières et périodiques dans le comté, afin d'attirer l'attention des indigènes sur ces branches salutaires de l'industrie et de les en instruire. De son

côté le Parlement, aussitôt que cela pourra être fait commodément pourvoiera à cette fin par l'inscription d'un crédit.

Section XVI. — Les règlements de l'American Colonisation Society actuellement existants dans les établissements du Libéria et relatifs aux émigrants, demeureront en vigueur dans la République. Néanmoins le Parlement ne pourra faire aucune loi prohibant l'émigration.

Section XVII. — Cette Constitution pourra être modifiée si les deux tiers des deux chambres du Parlement l'estiment nécessaire. Dans ce cas, les changements et amendements seront examinés et approuvés par le Parlement à la majorité des deux tiers des membres de chaque Chambre et, ensuite, soumis par eux au peuple. Ils devront être adoptés par les deux tiers des électeurs, à la prochaine réunion biennale pour l'élection des Sénateurs et Représentants.

Fait à Monrovia (Comté de Monsterrado) par le consentement unanime du peuple des Etablissements du Libéria, le vingt-sixième jour de juillet de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quarante sept et de la République la première.

En foi de quoi nous avons ci-dessous apposé nos noms :

S. BENEDICT, *Président* ; J. N. LEWIS, H. TAGE,
BEVERLY, R. WILSON, Elijah JOHNSON, J. B. GRIPON, John DAY.

(Comté de Montserrado).

A. W. GARDNER, AMOS HERRING,
Ephraïm TITLER.

(Comté de Grand-Bassa).

R. E. MURRAY.

(Comté de Sino),

J. W. PROUT, *Secrétaire de la Convention.*

DRAPEAU ET ÉCUSSON DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

La Convention a adopté le drapeau et l'écusson suivants comme insignes de la République de Libéria, et a ordonné de les employer comme signes distinctifs de sa nationalité.

Drapeau : Six bandes rouges et cinq bandes blanches alternatives et horizontales. Dans l'angle supérieur du drapeau, côté de la hampe, un carré de fond bleu, d'une hauteur de cinq bandes ayant au centre une étoile blanche.

Écusson : Une colombe volant avec un rouleau de parchemin ouvert dans ses pattes ; une vue de l'Océan avec un navire sous voiles, le soleil commençant à émerger des flots ; un palmier ayant à son pied une charrue et une bêche ; au-dessus des emblèmes les mots : République de Libéria, et au-dessous des emblèmes, la devise nationale : L'amour de la liberté nous a conduits ici (The love of liberty brought us here).

Par ordre de la Convention :

S. BENEDICT, *Président*.

*
* *

Les publications relatives à la République de Libéria se bornent à dire que la Constitution de ce pays a été calquée sur celle des États-Unis. Il nous a paru intéressant de rechercher dans quelle mesure cette assertion était fondée, quels sont les traits communs des deux textes et quelles sont leurs différences.

Une première remarque s'impose. Le Libéria pays unitaire ne saurait avoir une Constitution de tous points semblable à celle des États-Unis de l'Amérique du Nord, État fédéral. Dans la première de ces Républiques le Parlement possédera une autorité souveraine et complète, tandis que la compétence des Chambres fédérales de la seconde sera limitée aux matières que l'assentiment des États secondaires lui aura nominativement reconnues. Nous verrons que la principale différence entre les deux Constitutions résidera dans cette diversité d'organisation.

Un second défaut de similitude réside dans le fait que la Constitution du Libéria, postérieure de soixante ans à celle des États-Unis a pu tenir compte des modifications qui avaient été apportées à celle-ci depuis 1787. Les législateurs du pays noir se sont ainsi trouvés à même de fondre en un seul texte rajeuni la Constitution Américaine et ses amendements postérieurs.

Une troisième différence résulte de motifs historiques. Soulevées contre la Métropole, les treize Colonies anglaises d'Amérique avaient, dès qu'elles s'étaient senties suffisamment fortes, proclamé leur indépendance le 4 juillet 1776, mais la Constitution ne fut promulguée qu'en 1787. Entre ces deux dates, en effet, les États-Unis avaient passé par l'état de Confédération qu'ils ne tardèrent pas à trouver fort mauvais. On peut « distinguer trois époques depuis la déclaration d'indépendance jusqu'à la promulgation de la Constitution. De 1776 à 1781 c'est un Congrès qui gouverne... Le Congrès est une puissance d'opinion, puissance très faible par moments, à d'autres moments un peu plus forte, somme toute c'est un très médiocre gouvernement.

En 1781 on adopte les articles de Confédération ; c'est la première Constitution des États-Unis.

« Ces articles de Confédération se montrent de suite impuissants à fonder un Gouvernement. La raison en est simple. Le Congrès avait suffi tant qu'avait duré la guerre ; non par sa propre force, mais parce que le danger et l'intérêt commun établissaient de fait l'union des États et des citoyens entre eux... Mais la paix conclue (et l'on ne se battit plus à partir de 1781) les États ne songèrent qu'à leur intérêt particulier, la Confédération menaça de se dissoudre... Ce fut seulement en 1787 que des patriotes... proposèrent d'élire une Convention qui ferait une Constitution. Cette Constitution on la discuta de 1787 à 1789, ou, pour mieux dire, elle fut discutée en 1787, puis soumise à l'examen et à l'acceptation du peuple, afin qu'elle fût l'œuvre commune de toute l'Amérique, et, elle fut enfin mise en activité le 4 mars 1789, par l'ouverture du premier congrès fédéral, et le 14 avril par l'avènement de Washington à la présidence des États-Unis » (1).

Le Libéria n'a pas eu à passer par ces redoutables difficultés. Grâce au désintéressement de ses fondateurs, il avait déjà depuis 1838 fait l'apprentissage de la liberté et l'exemple de la Grande République était là pour diriger sa marche. Le même jour, il proclame son indépendance et publie sa Constitution, insérant dans cet acte une déclaration des droits qui, en Amérique, ne fut publiée que bien après l'acte organique de 1787.

Un quatrième motif de divergence provenait du fait que

(1) Laboulaye, *Histoire des États-Unis*, Charpentier, t. III, pp. 69, 70, 71.

le Libéria dès les premiers mots de sa Constitution confirmait sur son territoire la répudiation de l'esclavage : « Tous les hommes sont nés également libres et indépendants. Ils possèdent un certain nombre de droits naturels, inhérents et inaliénables parmi lesquels figurent les droits de défendre la vie et la liberté et la faculté d'en jouir (Section I). Il n'y aura aucun esclavage dans l'intérieur de cette République et aucune personne y résidant ne pourra avoir des intérêts sur des esclaves ni dans les limites ou hors de cette République (Section IV).

La Constitution de 1787 maintenait au contraire en fait l'esclavage et même la traite, mais, avec un caractère significatif, n'y parvenait qu'au moyen de périphrases : « L'immigration ou importation de toutes personnes que l'un quelconque des États maintenant existants jugera convenable d'admettre ne sera pas interdite par le Congrès avant l'année 1808, mais une taxe ou un droit pourra être imposé sur cette importation à charge de ne pas excéder dix dollars par personne » (art. 1^{er}, section IX). Voilà pour la traite. Quant à l'esclavage, il était prévu par le § 3 de la section II de l'article IV ainsi conçu : « Toute personne obligée à un service ou à un travail dans un État, conformément à ses lois, ne pourra si elle s'enfuit dans un autre être affranchie de ce service ou travail ; elle sera livrée sur la réclamation de la partie à qui ce service ou ce travail sont dus. » Voilà pour l'esclavage.

Ce n'est qu'en 1865 par un amendement du 18 décembre qu'il fut proclamé, après la guerre de Sécession, qu'aux États-Unis, ainsi qu'en tous lieux soumis à leur juridiction, il n'y aurait ni esclavage ni servitude temporaire à moins

que cette servitude ne soit la punition d'un crime dont la partie aura été dûment convaincue. Un second amendement du 13 juin 1866 vint compléter cette disposition en décidant que toutes personnes nées ou naturalisées dans les États-Unis et sujettes à la juridiction des dits États, sont citoyens des États-Unis et de l'État où elles résident. Aucun Etat ne pourra faire ou mettre en vigueur aucune loi qui diminue les privilèges ou immunités des citoyens des États-Unis. Aucun État ne pourra, sans jugement, priver personne de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété ; il ne pourra refuser l'égle protection des lois à aucune personne vivant dans sa juridiction. Le Libéria avait, à ce point de vue, devancé de vingt ans le pays sur lequel il prenait par ailleurs modèle.

Les différences de principes sont donc assez considérables entre les deux Constitutions. En entrant dans le détail nous allons voir de nouvelles et nombreuses divergences.

Passons d'abord rapidement sur la déclaration d'indépendance qui n'offre qu'un intérêt secondaire. Celle du Libéria a été calquée sur celle des États-Unis. Elles constituent toutes deux l'exposé des motifs qui ont entraîné la création d'un État indépendant. Après avoir rappelé les « vérités incontestables et évidentes », qui autorisent le peuple à se soulever contre les oppresseurs et à établir cette forme de gouvernement qu'il croit la plus propre à lui assurer le bonheur, chacun de ces actes énumère les griefs qu'il est à même de faire valoir et qui, bien entendu ne sont pas les mêmes. La fin est également différente : tandis que les États-Unis se bornaient à déclarer solennellement le pays

indépendant et dégagé de tout lien politique avec la Grande-Bretagne, le Libéria demandait « respectueusement » aux autres États de tenir compte de sa situation très spéciale et de lui accorder « leur sympathie et leur amitié. » On sent évidemment la différence qui sépare une nation consciente de sa force et de son avenir du petit État noir dont un pays puissant n'eut fait qu'une bouchée.

Mais revenons à la Constitution. Tout d'abord la division des textes n'est pas la même. La Constitution libérienne est répartie en cinq articles comprenant chacun un certain nombre de sections : 1° Déclaration des Droits ; 2° Pouvoir Législatif ; 3° Pouvoir Exécutif ; 4° Service judiciaire ; 5° Dispositions diverses. Au contraire, la Constitution des États-Unis comprend sept articles, également divisés en sections, sauf les 5°, 6° et 7° articles qui sont uniques. Mais le contenu des articles est différent : 1° Pouvoir législatif ; 2° Pouvoir Exécutif ; 3° Service judiciaire ; 4° Relations d'État à État ; 5° Revision de la Constitution ; 6° Dispositions diverses ; 7° Ratification de la Constitution. Les articles additionnels en vigueur en 1847, c'est-à-dire au moment de la publication de la Constitution libérienne étaient au nombre de douze.

A. *Pouvoir Législatif.* — Dans l'un comme dans l'autre pays le pouvoir législatif est confié à deux Chambres : le Sénat et la Chambre des Représentants ; leur ensemble porte le nom de Congrès aux États-Unis et de Parlement au Libéria. Les Représentants sont élus au suffrage universel en Amérique, au suffrage censitaire en Afrique (1).

(1) Pour être électeur au Libéria il faut avoir 21 ans *et être propriétaire.*
(Art. 1. sect. 2) En fait tous les habitants du Libéria ne jouissent pas

Aux États-Unis, il faut pour être élu l'âge de 25 ans, sept ans de stage dans la qualité de citoyen et habiter l'État où l'on a été nommé à l'époque de l'élection; au Libéria il suffit de 23 ans d'âge, sans aucun stage dans la qualité de citoyen, mais il faut, en outre, avoir résidé dans le comté où l'on est élu pendant deux ans avant l'élection, et posséder un bien-fonds d'une valeur minimum de cent cinquante dollars.

Le nombre des représentants est aux États-Unis d'un au plus par 30.000 âmes et d'un au moins par État; au Libéria il y a un Représentant par dix mille habitants jusqu'à ce que le nombre des Représentants atteigne trente, après quoi il n'y a qu'un Représentant par trente mille habitants; la durée du mandat est la même : deux ans.

Le Sénat comprend dans l'un et l'autre pays deux membres par division territoriale (État ou comté). Il est renouvelable tous les deux ans par tiers aux États-Unis, par moitié au Libéria. Dans le premier pays il faut avoir 40 ans pour être élu, être citoyen depuis neuf ans, et résider dans l'État au moment de l'élection. Dans le second il suffit de 26 ans, d'avoir résidé dans le pays depuis trois ans avant l'élection. La durée du mandat est de six ans aux États-Unis et de quatre ans au Libéria.

La Constitution de la République Noire fait en outre un devoir aux Représentants et aux Sénateurs d'habiter après leur élection la circonscription où ils ont été élus.

des droits politiques. Ceux-ci sont réservés à un petit nombre d'individus descendants des colons d'Amérique, d'hommes de couleur naturalisés et de quelques indigènes qui ont pris la manière de vivre des Libériens civilisés.

Cette obligation ne peut se comprendre que dans un pays restreint où les Chambres siègent peu.

Le Président du Sénat est, à Washington comme à Monrovia, le Vice-Président de la République. Mais tandis que la Constitution de 1787 prévoit expressément qu'il ne pourra voter qu'en cas de partage, celle de 1847 dit simplement qu'il a voix prépondérante quand l'assemblée sera également divisée. Il a donc de ce chef le droit de vote en tout temps.

Chacune des Chambres des deux pays vérifie les pouvoirs et valide l'élection de ses membres. Ceux-ci reçoivent une indemnité.

La section 14 de l'article 1^{er} de la Constitution libérienne prévoit qu'aucune personne, sauf les Juges de Paix, appartenant à l'un des trois départements (législatif, exécutif, judiciaire), n'exercera aucun des pouvoirs confiés aux autres. La Constitution des États-Unis va beaucoup plus loin : durant tout le temps pour lequel il aura été élu, aucun Sénateur ou Représentant ne pourra être nommé à aucune fonction publique sous l'autorité des États-Unis, qui aura été créée, ou dont les émoluments auront été augmentés pendant la même période ; et personne exerçant une fonction publique sous l'autorité des États-Unis ne pourra être membre d'aucune des deux Chambres en continuant à remplir cette fonction.

On sait que dans un grand nombre de pays les lois financières doivent, en premier lieu, être portées devant la Chambre des Députés et votées par elle. C'est le cas de la France (art. 8 de la loi C^{lle} du 24 février 1875) et des États-Unis (art. 1^{er}, sect. VII, § 1, C^{on} 1787). La Constitution

libérienne n'a pas cru devoir reproduire cette mention : les deux Chambres possèdent donc sur ce point une égalité absolue.

Une certaine divergence est aussi à signaler à propos de la confection des lois. Tout projet de loi passé à la Chambre des Représentants et au Sénat, doit être présenté au Président de la République aux fins d'approbation. Si ce haut magistrat refuse cette approbation, le bill est renvoyé au Parlement. Si celui-ci vote le premier texte avec une majorité des deux tiers, le projet devient loi. Dans le cas où la première fois, le Président n'aurait pas renvoyé le bill aux Chambres dans un certain délai, ce retard équivaut à approbation. Or ce délai est de dix jours aux Etats-Unis et de cinq au Libéria.

Le Libéria étant un pays unitaire, on n'a pas reproduit dans la Constitution les délégations consenties au Congrès fédéral américain par l'article 1^{er} section VIII, ni les restrictions apportées à la souveraineté des Etats particuliers par la section X.

La Chambre libérienne (1), comme la Chambre américaine (2) a seule le pouvoir d' « impeachment ». Le mot et la chose viennent de la constitution anglaise. « L'impeachment n'est pas autre chose qu'une accusation intentée contre un ministre par la Chambre des Communes devant la Chambre des Lords qui statue comme tribunal... C'est en 1376 que l' « impeachment » fait son apparition sous le règne d'Edouard III, et d'assez nombreux exemples s'en présentent sous les règnes suivants.

(1) Article II, section IV.

(2) Article I, section II, § 5.

Puis, pour diverses causes, sous la dynastie des Tudors, il cessa de fonctionner pendant une longue période. Sous les Stuarts, la pratique fut reprise et devint un puissant instrument de lutte pour les Communes... Cependant cette institution... est aujourd'hui considérée par les Anglais comme tombée en désuétude. Dans les cent et quelques dernières années, il y a eu seulement deux « impeachments » : celui de Warren Hastings en 1788, et celui de lord Melville en 1805. Depuis un siècle la procédure a sommeillé (1).»

L'« impeachment » a passé dans la Constitution américaine de 1787, mais avec plus d'extension. Tandis qu'en Angleterre les ministres seuls peuvent être poursuivis de cette façon, aux États-Unis y sont soumis le Président, le Vice-Président et tous les fonctionnaires. Les pouvoirs appartenant à la Chambre des Communes ont été dévolus ici à la Chambre des Représentants (2), ceux de la Chambre des Lords au Sénat : « Le Sénat aura seul le pouvoir de juger tous les « impeachments. » Quand il procédera comme Cour de justice, ses membres seront soumis au serment ou à la simple affirmation. Quand il s'agira de juger le Président, le « chief-justice » présidera le Sénat. Personne ne pourra être condamné sans le concours des deux tiers des membres présents. En cas « d'impeachment » le jugement ne pourra prononcer que la destitution et l'incapacité de remplir sous le Gouvernement des États-Unis aucune fonction honorifique, de confiance ou sala-

(1) Esmein, *Éléments de Droit constitutionnel français et comparé*, 5^e Edit., pp. 124 à 128 *passim*.

(2) « La Chambre des Représentants aura seule le pouvoir impeachment » art. 1^{er}, sect. II, § 5.

riée, mais le condamné n'en restera pas moins sujet à être mis en accusation, examiné, jugé et puni suivant la loi (1). Les droits de grâce et de commutation de peine sont interdits au Président en cas d'impeachment (2). Il en est de même en Angleterre en vertu de l'« act of settlement. »

La Constitution libérienne s'est exactement approprié les dispositions de la Constitution des États-Unis sur ce point (art. I^{er}, sect. 6 et 7; art. II, sect. 4, 6, 7; art. III, sect. 4, 6; art. IV, sect. 4).

Dans quels cas y a-t-il lieu à « impeachment »? Tandis qu'au début, en Angleterre, cette procédure ne s'appliquait qu'aux infractions prévues par le droit pénal, au XVIII^e siècle, il fut étendu aux faits politiques « et servit dès lors à demander aux ministres un compte, bien sévère il est vrai, de leur administration. Dans ces hypothèses la Chambre des Lords avait un pouvoir entier d'appréciation quant au fait et à la peine (3). » Les Constitutions des États-Unis et du Libéria n'ayant pas fixé quels sont les cas d'« impeachment », il faut en conclure que le Sénat des deux Républiques possède à cet égard les mêmes pouvoirs que la Chambre des Lords.

B. Pouvoir Exécutif. — Avant 1907 la durée du mandat du Président et du Vice-Président de la République n'était pas la même aux États-Unis et au Libéria, étant fixée respectivement à quatre ans et à deux ans. Cette différence est aujourd'hui effacée.

L'élection du Vice-Président et du Président se fait au

(1) Constitution des États-Unis, 1787, art. 1^{er}, sect. III, §§ 6 et 7.

(2) Con. États-Unis, art. II, sect. II, § 1.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 125.

Libéria au suffrage direct (art. III, sect. 1) ; aux États-Unis au contraire (art. II, sect. 1) les électeurs nomment un collège spécial chargé d'élire ces deux hauts magistrats. Ce collège se compose d'un certain nombre d'électeurs égal à la totalité des Sénateurs et des Députés que chaque État envoie au Congrès. Aucun sénateur, représentant ou fonctionnaire des États-Unis ne peut être nommé électeur. Les formes du vote établies par l'article II, section 1 de la Constitution de 1787 ont été modifiées par l'article XII des amendements, voté en 1804. Dans le premier état de choses, les électeurs devaient s'assembler dans leurs États respectifs et voter au scrutin pour deux personnes dont l'une au moins ne résidait pas dans l'Etat. Ils dressaient ensuite une liste de toutes les personnes ayant réuni des voix en indiquant le nombre de voix obtenu par chacune d'elles. La liste, signée et certifiée par eux, était transmise cachetée au Président du Sénat qui ouvrait toutes les listes en présence du Sénat et de la Chambre des Représentants. Le candidat ayant réuni le plus grand nombre de voix et la majorité du total était nommé Président. Si plus d'un candidat avait réuni la majorité et si le nombre des voix données à chacun d'eux était égal, la Chambre des Représentants devait choisir immédiatement au scrutin celui qui serait le Président. Dans le cas où aucun candidat n'aurait réuni la majorité, la Chambre était appelée à désigner le Président parmi les cinq personnes ayant obtenu le plus de voix. Mais, dans le choix du Président les votes devaient être pris par Etat, la représentation de chaque Etat n'ayant qu'une seule voix. Les deux tiers des Etats constituaient à cet effet le nombre

suffisant, et il fallait la majorité du nombre total des Etats pour que le choix fut valable. Le choix du Président une fois fait, le candidat ayant réuni le plus grand nombre de voix d'électeurs était nommé Vice-Président; mais, s'il y avait deux ou plusieurs candidats ayant un nombre de voix égal, le Sénat devait choisir au scrutin le Vice-Président.

L'article XII des amendements à la Constitution modifia ces dispositions en décidant que les électeurs devaient mentionner sur leur bulletin leur candidat à la Présidence et sur un bulletin différent leur candidat à la Vice-Présidence. La personne qui réunira le plus grand nombre de votes pour la Présidence sera Président, si ce nombre donne la majorité de l'ensemble des électeurs; si personne n'a obtenu cette majorité, la Chambre des Représentants choisira immédiatement au scrutin le Président parmi les trois candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix pour la Présidence. Si, lorsque le droit de choisir lui incombera, la Chambre des Représentants ne choisit pas un Président avant le quatrième jour du mois de mars suivant, le Vice-Président remplira les fonctions de Président comme dans les cas de décès ou autres incapacités constitutionnelles du Président.

La personne ayant réuni le plus grand nombre de voix comme Vice-Président sera le Vice-Président, si ce nombre donne la majorité de l'ensemble des électeurs; si aucun des candidats ne réunit cette majorité, le Sénat choisira le Vice-Président parmi les deux candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de voix; les deux tiers des sénateurs formeront le nombre suffisant pour la validité du vote, et

la majorité du nombre total sera nécessaire pour faire l'élection.

La Constitution libérienne a adopté une solution un peu différente (art. 5 sect. V). Le détail de la procédure électorale est confié à une loi. Cependant, la Constitution décidait d'ores et déjà, que les votes concernant le Président seraient triés, comptés et proclamés par la Chambre des Représentants. Si personne ne paraît avoir la majorité de ces votes, les Sénateurs et les Représentants réunis en Convention (et non pas la Chambre seule comme aux Etats-Unis) doivent élire le Président en un même scrutin parmi les personnes qui ont obtenu les trois plus forts chiffres de voix. Il n'est pas fait mention du Vice-Président, mais nous savons que l'article 3, section II, spécifie expressément que le second magistrat de la République est élu de la même manière que le Président.

Les conditions requises pour être Président de la République ne sont pas les mêmes. Aux Etats-Unis, il faut être né citoyen, être âgé de 35 ans et résider aux Etats-Unis depuis 14 ans. Au Libéria il faut être citoyen depuis cinq ans seulement, être âgé de 35 ans et posséder un bien-fonds libre d'hypothèques, d'une valeur minimum de 600 dollars (3.000 fr.).

Le Président du Libéria a les mêmes pouvoirs que celui des États-Unis.

La Constitution du Libéria a ajouté dans l'article relatif au pouvoir exécutif des dispositions relatives au secrétaire d'État, au secrétaire de la Trésorerie et au mode de nomination de certains fonctionnaires (sections 3, 4 et 5) qui ne figurent pas dans la Constitution des États-Unis.

C. *Pouvoir judiciaire.* — Les termes concernant le pouvoir judiciaire sont semblables, sauf les modifications résultant du fait que le Libéria n'est pas un État Fédéral. Cependant une importante différence provient de ce que la Cour suprême du Libéria n'a pas reçu le pouvoir d'apprécier la Constitutionnalité des lois ni des traités, droit qui est accordé à celle des États-Unis par l'article III, section II de la Constitution de 1787. La Constitution libérienne n'a pas non plus reproduit la section III de cet acte qui définit et sanctionne le crime de trahison envers le pays.

D. *Dispositions diverses.* — L'article V de la Constitution des États-Unis a sa contre-partie dans la section XVII de l'article V de la Constitution libérienne. La Constitution peut être révisée chaque fois que les deux tiers des Chambres le jugent nécessaire. Mais, tandis qu'au Libéria le Parlement vote lui-même les modifications à la majorité des deux tiers des votants, sauf approbation des deux tiers des électeurs, aux États-Unis, ces modifications sont présentées par une Convention dont les propositions doivent être approuvées par les deux Chambres des trois quarts des États particuliers, ou par les Conventions formées dans les trois quarts d'entre eux selon que le Congrès aura proposé tel ou tel mode de votation.

La Constitution des États-Unis ne compte que trois sections dans les dispositions diverses, alors qu'on en trouve dix-sept au Libéria. La première valide les dettes anciennes, la seconde impose la Constitution et les lois générales postérieures comme lois suprêmes non modi-

fiables par les divers États. La troisième, dont le correspondant se trouve dans la section VI de l'article V de la Constitution libérienne, est relatif au serment des Représentants, des Sénateurs et des Fonctionnaires. Mais la plupart du temps cette différence tient uniquement à la méthode. C'est ainsi que nous retrouvons le paragraphe 3, section IV, article 1^{er} (Aucun bill d'Attainder (1), aucune loi rétroactive ne pourront être décrétés), dans la section X, article 1^{er} de la Constitution libérienne. (Le Parlement ne pourra faire aucune loi rendant un acte quelconque punissable de n'importe quelle façon, alors qu'il ne l'était pas quand il a été commis). Le paragraphe 7 de cette même section (Aucune somme ne sortira du Trésor qu'en vertu d'une allocation légale) a son équivalent dans la section IV, article IV de la Constitution libérienne (Aucune somme d'argent ne sortira du Trésor, si ce n'est sur un mandat du Président et conformément à l'affectation prévue par la loi).

D'autre part, divers articles additionnels à la Constitution de 1787 avaient été votés par le Congrès et ratifiés par

(1) Le « *Bill of Attainder* » était, en Angleterre, « une application du pouvoir souverain reconnu au Parlement et, en même temps la confusion complète du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, la violation la plus scandaleuse des principes élémentaires de la justice. On admettait qu'un acte du Parlement, c'est-à-dire un vote des deux chambres sanctionné par le roi, pouvait atteindre une personne dans sa vie ou dans ses biens, lui infligeant une peine quelconque (généralement la peine de mort ou la confiscation des biens) sans qu'aucune loi existante au moment des faits reprochés les eut prévus et punis d'une peine. L'Act of Attainder intervenait parfois comme succédané de l'impeachment lorsque la personne impeached refusait de répondre à l'accusation et se dérobaux poursuites. Il était présenté et voté comme les lois ordinaires. C'est une loi véritable, odieusement personnelle et rétroactive » Esmein, *op. cit.*, p. 126. Sir John Fenwick, en 1697, fut la dernière personne exécutée en Angleterre en vertu d'un Bill d'Attainder.

les législatures des divers États de 1780 à 1804. La Constitution libérienne en a souvent fait état en les fondant dans un texte unique. Ainsi l'article II de l'amendement proposé en 1789 et ratifié en 1791, portant qu'une milice bien organisée est nécessaire à la sécurité d'un État libre, et, qu'en conséquence on ne touchera pas au droit qui appartient au peuple de garder et de porter des armes, a inspiré avec quelques modifications et amplifications la section XII de l'article 1^{er} de la Constitution libérienne. De même l'article 1^{er} des Amendements (1) a été développé dans les sections III, V, et XV de l'article 1^{er} de l'acte de 1847; l'article IV (2) est devenu la section IX; l'article V (3), les sections VII, VIII, XIII; l'article VI (4) a

(1) Le congrès ne pourra établir une religion d'Etat, ni défendre le libre exercice d'une religion, ni restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ni le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser au gouvernement des pétitions pour le redressement de ses griefs.

(2) Le droit des citoyens d'être assurés en leur personne, maison, papiers et effets contre les perquisitions et saisies sans motifs ne pourra être violé; nul mandat ne pourra être délivré que sur cause probable, soutenue par serment ou affirmation, et il contiendra la description détaillée de l'endroit où devra se faire la perquisition et des personnes ou objets à saisir.

(3) Personne ne sera tenu de répondre à l'accusation d'un crime capital ou autre crime infamant qu'après la dénonciation ou la mise en accusation par un grand jury, sauf les cas qui pourront se présenter dans l'armée, la marine ou la milice lorsqu'elle est de service actif, en temps de guerre ou de danger public; personne ne pourra être exposé par deux fois au risque de la vie ou de la mutilation pour le même crime; ni être forcé en aucun cas criminel à témoigner contre soi-même, ni perdre la vie, la liberté ou les biens sans un procès en due forme; nulle propriété privée ne pourra être prise pour l'usage public sans une juste compensation.

(4) Dans toute poursuite criminelle l'accusé jouira du droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial pris dans l'Etat et le district où le crime aura été commis, district antérieurement établi par la loi; et aura le droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui, d'être confronté avec les témoins à charge, d'assigner les témoins à décharge et d'être assisté d'un conseil pour sa défense.

constitué la section VI; l'article VIII (1) la section X, etc.

La Constitution libérienne a dû aussi prendre des mesures de transition. Celles-ci ont été concentrées dans les sections I, II, III et XVI de l'article V. D'autres ont réglé le fonctionnement des pouvoirs électifs (IV, V, VI, VII, VIII). Enfin les sections XII, XIII, XIV et XV ont trait aux relations avec les indigènes.

On ne saurait terminer cette étude sans signaler les sections X et XI de l'article V de la Constitution libérienne qui ne se trouvent pas dans celle des États-Unis. Elles ont trait à des questions de pur droit civil qu'on s'étonne de rencontrer là. Les dispositions de ces sections concernent les biens de la femme mariée. La séparation de biens est formellement consacrée comme régime matrimonial, et la femme a la garantie de l'usufruit des deux tiers des immeubles de son mari insolvable, ainsi que la pleine propriété du tiers des meubles.

Nous avons pu ainsi nous rendre compte que la Constitution libérienne a été fortement inspirée de la Constitution américaine, mais nous pouvons aussi constater que ses rédacteurs ont su établir un texte qui ne saurait être considéré comme une servile copie. La Constitution de 1847 était-elle vraiment celle qui convenait la mieux au Libéria? On pourrait répondre par la boutade de M. Laboulaye : « La meilleure des Constitutions est celle que l'on a, pourvu qu'on s'en serve. » Sans doute, eut-il été préférable pour un État noir de se donner une Constitution originale : comme l'a dit Joseph de Maistre « une Constitution faite

(1) On ne pourra exiger de cautionnement excessif, ni imposer d'amendes excessives, ni infliger de châtimens cruels et inutiles.

pour tout le monde n'est faite pour personne : c'est une chimère et rien de plus » ; mais les citoyens d'un tel État naissant, sans expérience personnelle étaient-ils capables d'y parvenir ? C'est fort douteux, et, à tout prendre, a-t-il mieux valu que les Libériens s'en tiennent à des règles qu'ils connaissaient, qu'ils avaient vu pratiquer, et qui, depuis soixante ans avaient fait leurs preuves.

SECTION IV

Les débuts de la République. (1847-1868)

Le mulâtre Roberts, qui était gouverneur au moment de la Déclaration d'Indépendance, fut élu Président de la République. Il conserva ses fonctions jusqu'en 1855. Intelligent et capable, le nouveau Président comprit qu'il devait s'efforcer, tout d'abord, de faire reconnaître le jeune État par les nations étrangères, et qu'il lui fallait à l'intérieur affermir et étendre l'autorité libérienne sur la Côte des Graines. A ces fins, il entreprit aussitôt un voyage en Europe. Il visita l'Angleterre, la France, la Prusse, la Belgique, la Hollande, fut partout cordialement reçu et réussit à faire reconnaître officiellement par les trois premières de ces Puissances la nouvelle République. Enfin il conclut le 21 novembre 1848 un traité de commerce et d'amitié avec la Grande-Bretagne, traité qui fut ratifié par le Sénat Libérien le 26 février 1849.

Le Président Roberts revint au Libéria sur un navire de guerre anglais et reçut en outre du Royaume Uni à titre

de présent, trois petits bâtiments le Lark (1), le Quail (2) et un cotre (3).

En 1849, la République était reconnue par le Portugal, le Royaume de Sardaigne, l'Autriche, le Danemark, la Suède et Norvège, le Brésil, les Villes Libres de Hambourg, Brème et Lubeck, enfin Haïti. Mais, chose singulière, les Etats-Unis ne firent de même qu'en 1862. Sir Harry Johnston attribue ce retard au fait que le préjugé de couleur, très puissant jusqu'à cette date, faisait craindre aux Américains la présence à Washington d'un représentant libérien qui ne fut pas de race blanche.

La population américo-libérienne était encore peu nombreuse. En 1843 elle n'atteignait pas 2.800 âmes (en y comprenant les habitants du Maryland) n'ayant ainsi augmenté que de 400 unités en dix ans. De nouveaux apports d'anciens esclaves eurent lieu dans la suite (4). Il semble toutefois que le Président Roberts ait exagéré en affirmant en 1852 que la population civilisée du Libéria atteignait dix mille personnes. Sir Harry Johnston propose de réduire ce chiffre à 7.500, mais cette estimation nous paraît encore très au dessus de la vérité, et d'ailleurs le même auteur évalue un peu plus loin (5) le nombre des Américo-Libériens en 1880, c'est-à-dire 30 ans plus tard, à une dizaine de mille individus seulement. Nous proposons de fixer le

(1) L'alouette.

(2) La caillie.

(3) En 1856 l'Empereur Napoléon III donna au Libéria 1.000 équipements militaires et une canonnière, l'*Hirondelle*.

(4) En 1865 notamment, 300 noirs provenant des Antilles émigrèrent au Libéria. Parmi eux se trouvait celui qui devait devenir plus tard le Président Barclay, et sa famille. De même, en 1877, un certain nombre de noirs de la Louisiane s'installèrent sur le bas St-Paul.

(5) P. 274.

chiffre de la population civilisée du Libéria au milieu du xix^e siècle à 6.000 personnes, au maximum, réparties par moitié en Américains Libériens et en noirs du pays assimilés à eux.

Le Président Roberts, au cours de deux nouveaux voyages qu'il fit en Europe en 1852 et en 1854, tenta de faire reconnaître par l'Angleterre la souveraineté libérienne sur le pays de Gallinhas situé sur la rive droite de la Mano. Il proposa même, au cours de son second déplacement, l'abandon bénévole par l'Angleterre de sa Colonie de Sierra-Leone au profit du Libéria. Ces propositions n'eurent aucun succès. La dernière fût même « reçue avec quelques indices de surprise » de l'aveu même du Général Roberts, ce qui se conçoit d'ailleurs. Mais, s'il échouait sur ces points, l'homme d'État libérien parvenait entre les deux voyages à signer avec le chef de la station navale française de la Côte d'Afrique, les 17 et 20 avril 1852, un traité de commerce et de navigation, ratifié en 1856 (1).

A l'intérieur, Roberts n'était pas moins actif. Des traités de paix et de commerce étaient passés sous son inspiration avec diverses peuplades; les tribus qui menaçaient ou même attaquaient les établissements libériens étaient repoussées; enfin, le territoire situé entre Monrovia et l'île Sherbro fut acquis et, en 1849 la ville de Robertsport fondée à l'extrémité du canal qui fait communiquer le Fisherman-lake et l'Océan.

En 1855, le Président Roberts fut remplacé par le Général noir Benson, Vice-Président de la République (2).

(1) Voir appendice n° 6.

(2) Le Président Roberts reprit après sa chute ses fonctions de Général

L'action de celui-ci se porta surtout sur l'organisation intérieure du pays. C'est sous lui que furent fondés le Liberia College (1856) ainsi que l'hôpital de Cape Palmas (1858) et qu'une tentative d'exploration de l'hinterland, faite sur ses suggestions, fut entreprise par les libériens Seymour et Ash. Mais le fait capital de sa présidence qui dura de 1855 à 1864 fut l'annexion en 1857 de la République de Maryland.

Nous avons vu plus haut que les établissements du Maryland avaient été fondés en 1827 dans la région de Cape Palmas par une société philanthropique de Baltimore. Ces établissements, qui n'avaient cessé de vivre en bons termes avec ceux fondés plus au nord par d'autres sociétés, étaient néanmoins toujours restés un peu à l'écart. Le chef-lieu se trouvait à Harper (1). En 1847, une Constitution semblable à celle du Libéria fut proclamée, mais les nations étrangères ne reconnurent jamais le petit État.

Les Gouverneurs du Maryland, le mulâtre Russwurm, originaire de l'île danoise de Saint-Thomas (2), aux Antilles, S. M. Mac Gill, et W. Prout, ne cessèrent de se débattre au milieu de grosses difficultés. La faible population qu'ils administraient (400 âmes) ne se trouvait guère en mesure de résister efficacement aux indigènes hostiles. Au début de 1857, l'ex-Président libérien Roberts dut même porter secours au minuscule État qui demanda son

et participa à la campagne dirigée contre les indigènes rebelles de la République de Maryland. Il fut ensuite nommé principal du Libéria collège qui venait d'être fondé, puis reçut les fonctions de Consul belge à Monrovia. Nous le retrouvons plus tard à nouveau comme président de la République de 1872 à 1876.

(1) Du nom d'un des membres de la Société de Colonisation du Maryland.

(2) Comme le D^r Blyden, un des hommes d'Etat bien connu du Libéria.

incorporation à la République voisine, désir qui fut réalisé par la Convention du 28 février 1857. Le Maryland ne forme plus aujourd'hui qu'un comté du Libéria. Il envoie au Parlement deux Sénateurs et trois Représentants.

La fixation de la limite entre la Colonie anglaise de Sierra-Leone et les territoires du Libéria préoccupait toujours les dirigeants de la République Noire. Le Président Roberts n'avait pu aboutir sur ce point en 1852; dix ans plus tard, son successeur reprit la question et obtint du Gouvernement anglais une Déclaration reconnaissant la souveraineté libérienne depuis un point situé entre les rivières Serva et Mongrao au nord, et la rivière San Pedro (à l'est du Cavally) au sud. Un certain nombre de commerçants anglais et principalement un sieur Harris, qui prétendaient que l'Angleterre ne pouvait bénévolement renoncer aux droits que ses sujets avaient pu acquérir sur certains cantons situés au nord de la Rivière Mano, élevèrent aussitôt de violentes protestations. Une commission anglo-libérienne se réunit à Monrovia, mais les représentants des deux parties ne purent se mettre d'accord. Harris enhardi n'hésita pas à créer de nombreuses difficultés au Gouvernement libérien et notamment à soulever contre les Vaï les indigènes de Gallinhas; puis, une de ses factoreries ayant été brûlée au cours des hostilités, il réclama au Libéria 125.000 francs de dommages-intérêts. Les libériens ayant fait appel aux États-Unis, ceux-ci envoyèrent un navire de guerre dont le commandant fut choisi pour arbitre. Les indemnités furent réduites à 7.500 francs, mais, malgré la réunion d'une seconde commission anglo-

libérienne, l'accord ne put se faire au sujet de la frontière (1).

Le Président Benson tomba aux élections de 1863. Il fut remplacé le 1^{er} janvier 1864 par le mulâtre Warner. Dans le but d'enrayer la contrebande active que faisaient Harris et ses amis, Warner décida en 1865 de limiter à six ports le commerce d'importation et d'exportation, savoir : Robertsport, Monrovia, Marshall, Grand-Bassa, Greenville et Cape Palmas (2). Cette mesure souleva de nombreuses protestations dans le commerce anglais mais fut néanmoins maintenue, elle dure même encore.

SECTION V

Le Libéria de 1868 à 1901

En 1868, le mulâtre Payne, sous lequel s'effectua le voyage d'exploration d'Anderson, succéda au Président Warner, et en 1870 (3) le noir Roye fut élu à son tour. Ce fut Roye qui négocia le premier et désastreux emprunt libérien (4). Certains de ses adversaires ayant affirmé qu'il en avait touché la plus grande part, et qu'il comptait faire un coup d'État, le peuple se porta vers sa maison qui fut mise à sac, se saisit de sa personne ainsi que de celle d'un de ses fils, et les emprisonna (5). Le 26 octobre 1871,

(1) Sir H. Johnston, *op. cit.*, 241 à 245.

(2) Voir Régime Economique.

(3) En 1870 le Libéria se déclara neutre pour la durée de la guerre franco-allemande.

(4) Voir Finances Libériennes.

(5) A son retour d'Angleterre où il avait été discuter le règlement de

Roye était déposé. La veille de son jugement, pendant la nuit, l'ex-Président réussit à s'échapper et à s'embarquer sur une pirogue avec laquelle il espérait gagner un navire anglais qui se trouvait sur rade, mais il ne put franchir la barre et se noya.

Après un court retour à la Présidence de J. Roberts de 1872 à 1876, le mulâtre Payne fut élu à nouveau. P.-W. Gardner lui succéda (1) de 1878 à 1883. Continuant les pourparlers de son prédécesseur, Gardner accepta de réunir à Sierra-Leone une commission pour fixer la frontière des deux pays. « Les délégués libériens arrivèrent le 29 décembre 1879. Pendant les négociations qui se poursuivirent au cours des mois suivants, on ne peut pas dire qu'ils furent l'objet de la plus élémentaire courtoisie de la part des autorités coloniales de Sierra-Leone, ni que les manières d'agir de la Commission furent empreintes de bonne foi ou impartiales (2). » Devant les prétentions anglaises les travaux ne purent encore une fois aboutir.

Ainsi, malgré plusieurs tentatives, les Anglais et les Libériens n'avaient pu parvenir à s'entendre au sujet de la détermination de leur frontière commune. Le Gouvernement britannique, qui pourtant jusque là, avait toujours traité le Libéria avec une grande douceur, estimant que cette situation était préjudiciable à ses intérêts, décida d'en finir une bonne fois. En conséquence, le gouverneur de

la question de frontière de Gallinhas, Roye avait déjà soulevé le mécontentement public en prolongeant ses pouvoirs de deux ans de sa propre autorité.

(1) Ce fut le Président Gardner qui créa l'ordre de la Rédemption Africaine et qui fit comprendre le Libéria parmi des Etats adhérents à l'Union postale Universelle (1^{er} août 1879).

(2) Sir H. Johnston, *op. cit.*, p. 270.

Sierra-Leone, Sir Arthur Havelock, se présenta « devant Monrovia le 20 mai 1882 avec 4 canonnières(1), exigea que le Gouvernement libérien donnât immédiatement son consentement à une délimitation de frontière qui amènerait le protectorat anglais jusqu'à la rivière Mafa et au voisinage de Cape-Mount. Les Libériens devaient en même temps payer une indemnité de 242.500 francs à Harris et à d'autres négociants. Le Président Gardner, intimidé par ce détachement de la flotte britannique, se hâta de charger le Dr E. Blyden (alors Ministre de l'Intérieur) de préparer les bases d'une entente avec Sir Arthur Havelock. Il fut entendu entre les deux plénipotentiaires que le Libéria paierait une indemnité à Harris et aux autres commerçants qui étaient supposés avoir souffert des incidents de 1871 (2), que le Libéria abandonnerait ses droits sur tous les territoires situés à l'ouest de la rivière Mafi ou Mafa, sous condition de la promesse que Sir Arthur Havelock intercèderait auprès du Gouvernement anglais pour que le tracé de la rivière Mano y soit substitué, mais par ailleurs, que la Grande-Bretagne reverserait au Libéria toutes les sommes qui auraient été dépensées par lui depuis 1849 pour l'acquisition des territoires à l'ouest de la Mano (3). »

Le Sénat libérien ayant refusé de ratifier ce traité, Sir Arthur Havelock reparut devant Monrovia en septembre avec ses canonnières. « Le Gouvernement libérien lui

(1) Signalons en 1879 le bombardement de Nana Krou et des environs par un vaisseau de guerre allemand comme punition du pillage d'un navire de commerce. En outre, le Libéria fut obligé de payer une amende de 22.500 fr.

(2) En 1871 quelques factoreries que Harris avait fondées sur les rivières Mano et Mafa avaient été brûlées par les Vaï.

(3) Sir H. Johnston, *op. cit.*, p. 278.

opposa deux arguments : si les territoires contestés étaient anglais, pourquoi le Gouvernement anglais réclamait-il au Libéria une indemnité pour des actes de violences survenus chez des indigènes de cet endroit ? Si pourtant le Libéria reconnaissait sa responsabilité, ce qu'il avait fait, et consentait à payer une indemnité, pourquoi serait-il privé en outre de territoires dont il était tenu responsable au point de vue de l'administration et de l'ordre et qu'il possédait en vertu d'actes d'achat admis par le Gouvernement britannique ? (1). » Sir Arthur Havelock n'insista pas, mais en mars 1883 le Gouvernement de Sierra-Leone occupa le pays jusqu'à la rivière Mano.

Le Président Gardner avait démissionné en janvier 1883 pour protester contre la violence anglaise. Après un intérim de dix-huit mois confié au Vice-Président Russel, le nouveau président Hilary R. W. Johnson prit ses fonctions. Le 4 novembre 1885 une convention décida que la frontière serait déterminée sur la Côte par l'embouchure de la rivière Mano, mais que par contre l'Angleterre verserait en échange au Libéria une somme de 118.750 francs (2).

Le 1^{er} janvier 1892 James Cheeseman prenait en mains les fonctions de président qu'il devait conserver jusqu'en 1896. C'est sous son administration que fut conclu le traité de délimitation franco-libérien du 8 décembre 1892 (3) qui assignait comme frontière commune à l'est le cours du Cavally. La France et le Libéria renonçaient aux prétentions qu'elles pouvaient faire valoir l'une à l'ouest l'autre

(1) *Ibidem*, pp. 278, 279.

(2) Voir Appendice, n° 5. La frontière n'a été définitivement fixée qu'en 1903 et 1911.

(3) Voir Appendice, n° 2.

à l'est de ce fleuve. Mais la géographie intérieure du pays était alors si peu connue que ce traité, comme celui que les Anglais avaient passé en 1885, ne put être appliqué.

Sir Harry Johnston affirme que les Français, aussi bien d'ailleurs que ses compatriotes, avaient rédigé les Conventions de 1885 et de 1892 d'une manière volontairement vague et même inexacte. Rien ne justifie ces assertions peu bienveillantes surtout au regard de la France qui n'a jamais tenté le moins du monde, comme l'a fait l'Angleterre, de contraindre les Libériens par la force à entrer dans ses vues. D'ailleurs, ainsi que l'a fort bien fait ressortir M. Delafosse (1), « il ne serait pas exact d'établir un parallèle entre l'action de la France en 1891-92 au sujet de l'est du Cavally et celle de l'Angleterre de 1862 à 1885 au sujet de la région de Gallinhas. Tout d'abord, nous avions pour nous des traités alors que l'Angleterre n'en avait pas ou tout au moins, le silence de Sir Harry Johnston à cet égard nous donne le droit de supposer que l'Angleterre n'en avait pas ; et, quel que soit le peu de valeur qu'il convienne d'accorder à des traités passés avec de petits chefs nègres, nos traités étaient pour le moins aussi valables que les traités libériens. Ensuite, nous n'avons employé ni des menaces, ni montré des canons pour exiger la ratification de l'arrangement de 1892. Enfin cet arrangement par cela même qu'il tenait compte des prétentions libériennes à l'est du Cavally était un échange loyal. » M. Delafosse réfute également un peu plus loin l'affirmation que les Grebos excités par des agressions

(1) *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1907.

françaises à l'est du Cavally avaient attaqué en 1893 les établissements situés près d'Harper et sur le Bas-Cavally (4). « Si Sir Harry Johnston a bien voulu écrire à l'est du Cavally, c'est là une inexactitude matérielle puisque le territoire en question était incontestablement français depuis 1892 et qu'il n'y eut de notre part aucune agression. Notre occupation ayant été toute pacifique au moins jusqu'en 1896, si ces mots « à l'est » ont été imprimés par erreur (2) au lieu de « à l'ouest » il y a encore inexactitude, car si nous avions effectivement installé un poste à l'ouest du Cavally, et cela tout à fait pacifiquement et à la demande des indigènes, ce poste fut évacué dès la nouvelle de la signature de l'arrangement de 1892. Je sais bien que les habitants du Haut-Cavally continuèrent durant plusieurs années à arborer le pavillon français et envoyèrent à Grand-Bassam plusieurs délégations pour demander à être replacés sous l'autorité française, mais ils ne furent aucunement soutenus dans cette voie par les Gouverneurs de la Côte d'Ivoire qui, fidèles observateurs de l'arrangement de 1892, refusèrent toujours d'écouter les doléances des habitants de Half-Cavally et de s'immiscer dans leurs querelles avec les autorités libériennes » (3).

Aucun fait saillant ne se produisit sous le Président David Coleman (1896-1900) ni sous son successeur G. W. Wilson (1900-1904). Pendant cette période, le Libéria

(1) Sir Harry Johnston, *op. cit.*, p. 236.

(2) Aucune rectification n'a été insérée à cet égard aux errata.

(3) Nous verrons plus loin qu'en 1910 les indigènes du Cavally essayèrent encore à diverses reprises de se placer sous notre protectorat. Aucune suite ne fut donnée à leur requête.

semble engourdi. Au contraire, nous allons le voir sous le Président Barclay (1904-1912) affirmer à nouveau sa vitalité, puis, sans que personne ait pu prévoir un pareil changement de politique, s'appuyer sur les États-Unis de l'Amérique du Nord pour opposer aux puissances européennes un protecteur capable de tenir leurs convoitises en échec, réorganiser son administration et mettre en valeur les inestimables richesses de son sol.

SECTION VI

Le Président Barclay (1904-1912)

L'Intervention Américaine

Le Président Barclay est né à La Barbade (Antilles anglaises) en 1854, d'une famille noire que l'on dit originaire du Dahomey. Il vint au Libéria en 1865, entra dans l'administration en 1878 et devint successivement premier secrétaire de la Chambre des Représentants, juge à la Cour des Sessions Trimestrielles, sous-trésorier du comté de Montserrado, directeur général des Postes, et secrétaire du Trésor (1).

Au cours de sa longue carrière administrative et politique, le Président Barclay avait pu constater que l'œuvre accomplie au Libéria par les colons noirs originaires d'Amérique était des plus incomplètes. Peut-être avait-il

(1) Sir Harry Johnston, *op. cit.*, p. 300. Nous abandonnons ici l'ouvrage de Sir H. Johnston qui nous avait servi de guide jusqu'alors; il se termine en effet virtuellement au moment où le Président Barclay devient Président de la République.

été impossible qu'il en fût autrement. Jusqu'au jour de la Déclaration d'Indépendance, les Établissements libériens, sans cohésion et en pleine formation n'avaient pu songer qu'à vivre. Une fois l'unité réalisée, le Président Roberts avait dû concentrer ses efforts sur la politique extérieure pour faire reconnaître le nouvel État par les principales nations du monde, et au dedans, n'avait guère pu faire autre chose que d'acquérir les territoires côtiers de manière à empêcher la création sur le rivage d'enclaves étrangères. Les successeurs de Roberts avaient eu à faire face à de grosses difficultés territoriales avec l'Angleterre et s'étaient débattus au milieu de complications financières que leur manque d'expérience ne pouvaient aplanir. Enfin les Gouvernements qui s'étaient succédés de 1896 à 1904 n'avaient non seulement rien tenté, mais avaient même laissé les choses empirer. La situation, au moment où M. Arthur Barclay prenait la direction de l'Etat, était franchement mauvaise et menaçait dans un avenir peu éloigné de compromettre l'existence même de la République.

On peut cependant se demander pourquoi M. Barclay n'avait pas tenté d'opérer déjà de radicales réformes comme membre des cabinets précédents dont il avait fait partie en qualité de Directeur Général des Postes et de Secrétaire du Trésor. Les documents nous manquent pour apprécier son œuvre comme Ministre, mais nous pouvons toutefois répondre qu'il lui était vraisemblablement difficile de réagir contre l'apathie de ses collègues et surtout contre celle des Présidents de la République. La simple lecture de la Constitution libérienne permet de constater, en effet, que le fonctionnement du Cabinet libérien, comme

celui des Etats-Unis d'ailleurs, diffère profondément des règles qui président en France à l'action ministérielle. Cela provient du fait que les deux premières de ces Républiques à l'encontre de se qui se passe dans de nombreux pays (Angleterre, France, Belgique, Italie, Espagne, etc.) n'ont point adopté le système du Gouvernement Parlementaire.

Dans le système américain et libérien, les Ministres ne peuvent faire partie du Parlement. Ils n'ont même pas le droit d'y entrer. Mais par contre ils ne peuvent être renversés par les Chambres. Le Président les nomme et les renvoie comme il le juge à propos, « ils sont simplement ses agents, chacun dans le Département qui lui est confié, et en dehors des affaires propres à ce Département, il ne les associe que dans la mesure qui lui convient, à sa politique générale... Les ministres n'ont point, on le voit, d'action propre et collective sur la direction du Gouvernement... » (1) Cantonné exclusivement dans une branche de l'Administration et se trouvant à la merci de chefs du pouvoir exécutif indolents, M. Barclay ne put sans doute faire autre chose que d'assurer le fonctionnement régulier des services placés sous ses ordres.

Il fallait donc réagir. Trois points principaux retinrent l'attention du nouveau Président. Il convenait tout d'abord d'en finir avec les interminables questions de frontière. Tant qu'elles ne seraient pas résolues, le Libéria ne sachant jusqu'où pouvait légalement s'étendre son autorité, ne serait pas chez lui. Il fallait délimiter et enclore son domaine. Dans cette intention les travaux d'abornement de

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 410.

la frontière anglaise pendant depuis la Convention de 1885 furent hâtés et se terminèrent dans le courant de 1905. D'autre part les négociations en cours avec la France au sujet des frontières de la Guinée et de la Côte d'Ivoire furent reprises, activées et, ainsi que nous le verrons un peu plus loin, sanctionnées par la Convention du 18 septembre 1907 (1), à la suite d'un voyage du Président en France.

En second lieu, il devenait nécessaire de prendre effectivement possession de tout l'hinterland du pays, opération qui ne pouvait se faire, en raison de la faiblesse des moyens dont disposait le Gouvernement, qu'avec le consentement et même le concours des tribus indigènes. Celles-ci, traitées jusque-là maladroitement et avec mépris, n'avaient cessé d'opposer aux Américo-Libériens une énergique résistance. Toute une politique indigène nouvelle devenait ainsi indispensable. Faisant preuve d'un sens politique très sûr, le Président Barclay, dans son premier message au Parlement en décembre 1904, soumettait aux élus du peuple un programme complet qui, malheureusement ne fut pas suivi. Le premier magistrat de la République suggérait de confier aux indigènes eux-mêmes la gestion de leurs intérêts locaux et, à cette fin de répartir leur territoire en districts autonomes placés sous l'autorité de leurs chefs naturels et ne relevant que du Gouvernement central. Cette politique, appliquée en Afrique Occidentale française, a toujours donné les meilleurs résultats (2). En attendant, le Président convoqua le plus grand

(1) Voir appendice, n° 3.

(2) Voir l'importante circulaire de M. W. Ponty, Gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française sur ce sujet, en date du 22 septembre 1910

nombre possible de chefs indigènes à Monrovia et passa avec eux des traités.

Une fois ce travail effectué il importait, selon la très juste opinion du Président Barclay, de gagner les indigènes par la douceur en leur montrant que le but poursuivi par le Libéria n'avait rien d'intéressé et ne visait point à diminuer leur liberté, ni à porter atteinte à leurs biens. Il fallait ensuite garantir aux natifs la possession d'une certaine superficie de terrain. Au point de vue judiciaire, M. Barclay proposait de reconnaître la validité des coutumes, d'organiser le service de la justice indigène sur des bases qui semblent avoir été inspirées par le Décret du 10 novembre 1903, régissant cette matière dans le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française : deux sortes de tribunaux seraient institués, celui du chef indigène, et celui de l'Administrateur. « Le premier prendrait dans les communautés indigènes la place du juge de paix des villes habitées par la population civilisée. Le second jugerait les appels du tribunal du chef indigène, connaîtrait des litiges concernant les membres des différentes sections de la même tribu ou les personnes de tribus différentes appartenant à la même juridiction et statuerait à leur égard... Les appels des jugements des administrateurs seraient portés devant la Cour des Sessions trimestrielles de chaque comté qui connaîtrait également des infractions d'un caractère particulièrement grave. »

Enfin le Président demandait un sévère contrôle de l'administration et de la justice, la réduction du nombre des fonctionnaires de tous les services et la modification

de quelques points de la Constitution, notamment la durée des pouvoirs du Président de la République considérée à juste titre comme trop courte.

Le Libéria était ainsi convié à entrer dans une ère de réformes conçues selon un plan clair et méthodique. S'il avait été rigoureusement suivi, la République n'aurait pas tardé à voir ses finances et son administration restaurées. Mais deux difficultés se présentaient aussitôt. En premier lieu, le Libéria ne possédait point les compétences voulues pour mener à bien un semblable programme et devait les emprunter à l'étranger. En second lieu, le Président devait compter avec l'opinion publique et le Parlement. Or ceux-ci avaient pris une telle habitude d'insouciance qu'ils préférèrent, au lieu d'aider le pays, par une série de sages mesures, à se relever lui-même progressivement, qu'ils préférèrent, dis-je, faire appel au concours d'un autre État, mettant ainsi en péril, l'indépendance du pays.

A vrai dire, en se jettant dans les bras de la grande République fédérale, les Libériens espéraient avec une certaine candeur, que les Etats-Unis, animés des sentiments les plus désintéressés, se borneraient à venir au secours de l'enfant prodigue, puis avec une sollicitude paternelle, remettraient de l'ordre dans les services administratifs, assainiraient les finances, lanceraient le Libéria d'une façon définitive dans la voie du progrès, et enfin se retireraient une fois cette œuvre terminée.

Or, sans médire des intentions des Etats-Unis, il était permis de supposer qu'elles ne s'inspireraient pas, en intervenant sur la Côte des Graines, de sentiments aussi purs. Ainsi que l'a fait récemment remarquer M. André

Tardieu (1); « quand un peuple a partout des intérêts commerciaux, il est appelé à se mêler de tout. » Depuis vingt ans, les Etats-Unis ont pris une part des plus actives aux affaires mondiales dont beaucoup ne se règlent plus aujourd'hui sans eux, et, s'ils sont surtout poussés vers le Pacifique où semble les appeler l'avenir, ils ne sauraient non plus, dédaigner une occasion qui leur offrait tout à la fois un point d'appui près de l'Europe, un marché important au milieu des possessions européennes de l'Ouest africain et le moyen d'intervenir directement dans les questions du continent noir auxquelles ils avaient été jusqu'ici accessoirement mêlés (2).

Peut-être aussi, en faisant appel aux États-Unis, les Libériens apercevaient-ils ces conséquences, mais préféreraient être soumis au protectorat de cet État que d'être absorbés, ce qui était le comble de leur terreur, par la France, l'Angleterre ou l'Allemagne.

Quoiqu'il en soit, il nous faut maintenant retracer dans leurs détails les événements qui ont accompagné l'intervention américaine. Comme ils sont quelque peu confus, nous avons pensé qu'il était préférable de scinder cette étude. Après avoir mis au point le tableau des influences étrangères au Libéria en 1908, nous passerons en revue l'histoire de la République pendant cette année et la suivante, puis nous relaterons les travaux de la mission de

(1) Conférence de M. A. Tardieu, premier secrétaire d'ambassade honoraire, professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques, sur la doctrine de Monroë et le Panamericanisme, publié dans le numéro de Juin 1911, de la Revue *France-Amérique*.

(2) Les Etats-Unis ont cependant figuré dans l'Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885 sur le régime international du Congo et du Niger, et dans celui du 2 juillet 1890 signé à Bruxelles et qui a trait à la répression de l'esclavage.

délimitation franco-libérienne, les incidents de frontière et les difficultés intérieures en 1909* et 1910, enfin les conditions dans lesquelles l'intervention américaine s'est affirmée en 1910 et 1911.

§ 1^{er}. — LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES AU LIBÉRIA EN 1908

Au cours de l'historique que nous venons de retracer, nous avons vu que les États-Unis de l'Amérique du Nord n'avaient pris aucune part officielle dans la fondation des Établissements de la Côte des Graines ; leur Gouvernement n'avait même reconnu la République de Libéria fondée en 1847, qu'en 1862, bien après les autres pays. Sans doute, à ce même moment, les Libériens firent-ils appel à la Grande République fédérale pour les protéger contre les prétentions anglaises, et choisirent-ils pour arbitre le commandant du bâtiment de guerre américain qui vint à leur secours (1) ; sans doute à diverses reprises (1843, 1879, 1880, 1884 et 1887), le Gouvernement de Washington saisit l'occasion de faire savoir à Londres et à Paris, que le Libéria, bien que n'étant pas considéré comme une colonie américaine, jouissait cependant d'un intérêt particulier de la part des États-Unis, d'où ses habitants étaient partis (2), mais, en fait, cet intérêt n'était guère que platonique et s'était borné à de rares visites de vaisseaux de guerre à Monrovia. Enfin si, en 1901, une tentative

(1) Voir *supra*, p. 92.

(2) Sir Edouard Herstlet, *The Map of Africa by Treaty*.

infructueuse était faite par le Rev. W. H. Heard, ancien consul des Etats-Unis au Libéria pour organiser un service régulier de vapeurs entre Philadelphie et Monrovia, et si, d'autre part en 1904 une Compagnie : la New-York and Liberia Steamship C^r se constituait dans le même but, mais sans plus de succès, on ne pouvait citer au Libéria une seule maison de commerce américaine. Les relations des deux pays ne relevaient donc guère que du sentiment et ne pouvaient se baser sur aucun intérêt politique ou économique.

Il en était autrement des influences française, anglaise et allemande.

Par la Convention du 8 décembre 1892 la France avait abandonné les droits qu'elle pouvait faire valoir à son profit sur la Côte des Graines découverte par les navigateurs normands et où plusieurs établissements commerciaux avaient été créés au xiv^e siècle. Elle avait renoncé de même aux traités qu'elle avait passés avec un certain nombre de chefs indigènes de la Côte Krou en 1842, et, plus récemment, avec les peuplades qui vivent entre la Duobé et le Cavally. Mais une communauté de frontière de 700 kilomètres lui permettait de porter aux affaires de la République Noire un intérêt très actif. En outre 46.000 actions de la Liberian Development C^r, d'une livre sterling chacune soit 4.150.000 francs, sont entre les mains de porteurs français. Notre représentation au Libéria primitivement confiée pour la première fois en 1898 au Gouverneur de la Côte d'Ivoire qui entretenait un agent à Monrovia, avait été dévolue depuis à un Vice-Consul dont les fonctions ont été remplies jusqu'à ce jour par un fonc-

tionnaire du cadre des Administrateurs des Colonies (1). Par contre notre influence économique dans le pays était nulle. La puissante Compagnie française de l'Afrique Occidentale (2) qui avait établi une factorerie au Libéria ne prolongeait pas une courte tentative et la succursale de la Banque de l'Afrique Occidentale créée à Monrovia par Décret du 9 juin 1904, était fermée dès le 24 avril 1906. Enfin la Compagnie de navigation Fraissinet supprima son escale à Monrovia vers 1908.

Pendant ce temps, au contraire, l'Angleterre voyait son rôle grandir. Son activité commerciale s'efforçait de prendre le pas sur celle de l'Allemagne dans la République Noire; sa monnaie y était, en fait, la seule usitée; une de ses compagnies de navigation, la Elder Dempster C^e desservait plusieurs ports; surtout ses nationaux étaient créanciers de la presque totalité des deux emprunts libériens de 1871 et 1896, soit environ 5.000.000 francs c'est-à-dire les cinq sixièmes de la dette de la République. Enfin, les deux grandes Sociétés : la Liberian Development C^e et la Liberian Rubber Corporation y affermissaient encore une situation excellente à tous les points de vue. En 1901, l'Angleterre qui n'était jusque-là représentée au Libéria que par un agent consulaire y affectait un consul de carrière.

Les Allemands disputaient à l'Angleterre le premier rang au point de vue commercial. Leurs établissements

(1) Ont été ainsi appelés à cet emploi MM. les administrateurs Delafosse Fawtier, Germenot, Bauché et Baret.

(2) La Compagnie française de l'Afrique Occidentale dont le siège social est à Marseille, 46, rue Breteuil, entretient de nombreux comptoirs dans les diverses colonies françaises et étrangères de la côte occidentale d'Afrique, du Sénégal à la Nigéria.

sur la Côte des Graines remontaient à 1850, époque à laquelle la Compagnie Wœrmann s'établit dans le pays, ajoutant 25 ans plus tard à cette branche d'activité une ligne régulière de vapeurs. En 1886, une autre maison de Hambourg, Wiechers and Helm, s'installa également dans le pays. Le Gouvernement Impérial n'aurait pas été fâché d'ajouter le Libéria à sa petite liste de colonies et en 1897 le Consul allemand proposa même un traité plaçant la République sous le protectorat de son pays. Mais cette offre ayant soulevé d'énergiques protestations, ce fonctionnaire fut désavoué et remplacé. Les maisons de commerce allemandes sont enfin créancières de sommes relativement élevées qu'elles ont prêtées en diverses circonstances et par petites fractions du Gouvernement libérien (1). Outre la ligne maritime de la maison Wœrmann, les Allemands avaient encore avec le Libéria deux services réguliers de navigation fournis par la Hamburg-America-Linie, et la Hamburg-Bremer-America Linie. Dans ces derniers temps une nouvelle activité de leur part s'est manifestée principalement dans la région du Cavally où la navigabilité du fleuve leur permet d'entreprendre de fructueuses transactions avec l'intérieur.

Nous ne citerons ici que pour mémoire les Pays-Bas qui possèdent au Libéria une importante maison de commerce : l'Oost Afrikaansche C^{ie}. Mais nous devons noter que les deux représentants du Libéria dans la mission de délimitation franco-libérienne de 1908, MM. Naber et

(1) En 1899, la *Kotonial Zeitung* en dénonçant le gain incessant réalisé par la France dans l'hinterland libérien s'écriait : « Il est encore temps Arrivons à nous faire nous aussi dans l'ouest africain une place au soleil ». Cité par le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1899.

Moret appartenait à la marine hollandaise, et qu'un sujet hollandais, M. Crommelin est chargé d'affaires du Libéria à Paris.

§ 2. — HISTORIQUE DES ANNÉES 1908 ET 1909

LA MISSION AMÉRICAINE

Ainsi donc en 1907, les influences étrangères au Libéria se répartissaient de la façon suivante : au point de vue politique, prépondérance incontestée de la Grande Bretagne ; au point de vue économique, prépondérance de l'Allemagne ; au second plan la France apparaît avec des intérêts de frontière puissants et les Etats-Unis témoignent au petit Etat noir une sympathie peu active.

C'est à partir de ce moment que va se dessiner un mouvement inattendu vers l'Amérique, qui aboutira très rapidement à l'éviction de l'Angleterre au point de vue politique.

Au cours de l'année 1907, pendant laquelle il fut réélu pour 4 ans, M. Barclay vint en Europe. Sa mission fut remplie de succès. En France, le Président fut assez heureux pour conclure un accord concernant la frontière ; en Angleterre où on lui opposait l'insécurité du territoire libérien, il promit la création d'une troupe de police : la Libèrian Frontier Force ; et il obtint qu'un arrangement avec le Gouvernement de Sierra-Leone ouvrirait aux Libériens la navigation sur la rivière Mano que le Traité de 1885 réservait à l'Angleterre. Enfin divers accords de principe intervinrent au sujet de la réorganisation des

services administratifs et judiciaires pour laquelle la Grande Bretagne s'offrit à fournir des conseillers. Déjà, depuis 1906, des fonctionnaires de ce pays avaient été placés dans les douanes dont les revenus garantissent le paiement des emprunts. Il fut décidé en outre que la Libèrian Frontier Force serait formée et instruite par des officiers de l'armée britannique ; que deux magistrats et un technicien anglais seraient chargés de réorganiser la justice et le Trésor ; enfin qu'une canonnière serait acquise dans le Royaume Uni pour remplacer les éléments de l'ancienne flotte libérienne à ce moment hors d'usage (1).

En même temps que ce plan était mis à exécution des démarches étaient faites en Angleterre, en France et en Allemagne afin d'obtenir de ces Gouvernements la garantie définitive de l'intégrité et de l'autonomie du territoire libérien. Mais cette fois le cabinet de Saint-James répondit qu'il lui était impossible d'engager ainsi l'Empire sans compensations, et le Département du quai d'Orsay déclara qu'à ses yeux, la Convention de frontière du 18 septembre 1907 constituait une garantie suffisante. Enfin le Gouvernement allemand se borna à confirmer aux délégués son intention de fournir au Libéria son appui diplomatique autant que les circonstances le permettraient.

(1) Cette canonnière appelée Lark, comme un des premiers navires libériens, fut achetée 40.000 dollars. Le gouvernement britannique offrit gracieusement l'armement estimé à 1.600 livres sterling (40.000 fr.).

MM. T. Alldridge et T.-M. Hamilton arrivèrent à Monrovia en avril et prirent aussitôt leurs fonctions de Conseillers financiers et Inspecteurs des Douanes. Au mois de mai, M. Lamont était nommé chef du service des douanes et Inspecteur financier. M. Lamont appartient au service des douanes anglaises, il a occupé successivement les emplois de supervisor à la Gold Coast, puis inspecteur des douanes de la même colonie et un peu plus tard d'assistant collectorship of customs à Free Town (Sierra Leone).

Devant ces réponses qu'ils considéraient comme insuffisantes, les Libériens décidèrent d'envoyer une mission diplomatique spéciale aux États-Unis. L'honorable Gibson, ancien Président de la République, le Vice-Président Dossen et le Conseiller Dunbar en furent nommés membres et furent chargés : 1° de négocier, si possible, un traité d'arbitrage entre le Gouvernement des États-Unis et la République de Libéria ; 2° de solliciter aide et assistance du Gouvernement des États-Unis pour négocier d'autres traités d'arbitrage avec d'autres puissances étrangères, notamment la France et la Grande-Bretagne, et 3° un arrangement par lequel l'intégrité territoriale de la République serait garantie (1).

Le ministre des Affaires Étrangères des États-Unis, M. Root, crut devoir associer le Gouvernement britannique à l'acte de garantie qui lui était ainsi demandé et entra aussitôt en pourparlers avec lui à cet effet. D'autre part pour se rendre un compte exact de la situation, il envoyait au Libéria M. Gottschalk, Consul général, Inspecteur des Consulats. Ce fonctionnaire débarqua à Monrovia le 20 mai 1908, quelques jours après le retour des délégués libériens, et se livrait pendant deux semaines à une sérieuse enquête sur l'état de la République (2).

Malheureusement pour l'influence anglaise, la Liberian Frontier Force, placée sous les ordres du Major Cadell et

(1) Message présidentiel de 1908.

(2) L'Honorable F. E. H. Johnston, secrétaire d'Etat, sur l'ordre du Gouvernement libérien, se rendit officiellement à Konakry en mai pour saluer le Ministre français des Colonies et le nouveau Gouverneur général de l'Afrique Occidentale française. Il exprima le vœu de la République que des amicales relations de bon voisinage existassent entre les deux administrations (Message de 1908).

des capitaines Dinnen et Blyth était très impopulaire. Une certaine partie de son effectif, outre les instructeurs, avait, en effet, été recrutée à Sierra-Leone, et nombre de Libériens affirmait que les Anglais n'avaient cherché en procédant ainsi qu'à préparer leur main-mise sur le Libéria.

Le 11 février 1909, les hommes de la Liberian Frontier Force n'ayant pas reçu leur paye se révoltèrent et une canonnière anglaise, la *Mutine*, étant précisément arrivée sur rade au même moment, la foule en conclut que c'en était fait de la liberté de la République. Avec un sang-froid et une présence d'esprit qui sont tout à son honneur, le Président Barclay réussit très rapidement à venir à bout d'une situation qui, dès le début, menaçait d'être des plus graves. Refusant une compagnie de débarquement que le Commandant de la *Mutine* mettait à sa disposition, le chef de l'État réunit une petite troupe qui contient les soldats rebelles, convint avec le Consul Général d'Angleterre, M. le capitaine Wallis, que les éléments anglais de la Liberian Frontier Force seraient embarqués dès leur solde payée, et réussit d'autre part à calmer ses administrés.

L'habileté dont avait fait preuve M. Barclay ramena aussitôt le calme dans le pays, mais l'influence anglaise venait de recevoir une sérieuse atteinte.

Trois semaines après, le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale française, M. W. Ponty, revenant d'une tournée dans les Colonies du Sud, s'arrêtait à Monrovia, sur l'invitation du Président de la République. D'une compétence particulièrement éprouvée au regard des choses de l'Afrique Occidentale où il sert depuis plus

de vingt ans, ce haut fonctionnaire ne pouvait par cette démarche courtoise et par ses éminentes qualités d'administrateur et de diplomate, que renforcer singulièrement l'influence de la France sur la Côte des Graines. C'est ce qui se produisit.

Diverses questions qui se trouvaient en suspens entre les Gouvernements libérien et français furent réglées sur le champ. C'est ainsi que l'engagement d'un médecin français comme inspecteur de l'hygiène de la République fut définitivement arrêté et, quelques mois plus tard, le 10 novembre, le D^r Jourdran, médecin-major des troupes coloniales, ancien directeur de l'École de Médecine de Tananarive, débarquait à Monrovia. Il fut entendu, en outre, que deux officiers français seraient mis à la disposition du Président de la République pour collaborer à la réorganisation de la *Liberian Frontier Force* (1). Le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale française offrit au Conseil des Ministres, qui accepta, une lanterne pour le phare du Cap des Palmes dont le feu, jadis offert par M. Binger, alors Gouverneur de la Côte d'Ivoire, était en mauvais état, et la création à nos frais sur un point de la Côte d'une station radiotélégraphique reliée au réseau de l'Afrique Occidentale (2). Enfin la question alors pen-

(1) Les deux officiers désignés à cette fin, les capitaines Larroque et Croll de l'infanterie coloniale ne purent entrer en fonctions. En effet, bien que les Chambres libériennes eussent ratifié l'accord les concernant l'extension subite de l'influence américaine arrêta les projets français non encore réalisés.

(2) En mars 1910, M. le commandant du génie Ferré et M. l'ingénieur principal des Travaux publics des Colonies Hardel se rendirent au Libéria pour étudier, le premier, les conditions d'installation du poste de télégraphie sans fil, le second, celles de restauration du phare du Cap des Palmes.

dante de la délimitation franco-libérienne fut abordée et M. le Gouverneur Général Ponty eut ainsi l'occasion de faire ressortir que le Gouvernement français et celui de l'Afrique Occidentale française ne cherchaient qu'à terminer cette affaire en conciliant autant que possible les intérêts légitimes des deux parties.

La fin prochaine de la session parlementaire aux Etats-Unis, la cessation imminente des fonctions du Président Roosevelt, le peu d'empressement que mettait le Congrès à voter le crédit de 20.000 dollars proposé par le Secrétaire d'Etat pour permettre l'envoi au Libéria de trois commissaires chargés d'étudier la situation du pays, ainsi que les moyens d'y remédier, retardèrent beaucoup l'action américaine.

D'ailleurs, à ce moment, le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Bacon, qui avait succédé à M. Root, paraissait disposé à entrer en pourparlers avec l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Cet homme d'Etat estimait qu'une intervention multiple ne saurait aboutir qu'à des querelles et que, d'autre part, les puissances européennes en cause étaient trop directement mêlées aux affaires du Libéria pour qu'aucune d'elles reçût un mandat des autres. M. Bacon pensait, dans ces conditions, qu'après avoir donné toutes les garanties désirables de désintéressement personnel, les Etats-Unis pourraient être chargés de réorganiser seuls les finances de la République, modifications qui, selon lui, devaient nécessairement entraîner une réorganisation complète du Libéria par les Libériens eux-mêmes.

Enfin la mission put se constituer et prendre passage à bord de deux croiseurs américains, le *Chester* et le

Birmingham. Elle débarqua le 8 mai 1909. Elle comprenait M. Falkner, statisticien et économiste, commissaire de l'Education à Porto-Rico, le D^r George Sale, surintendant des Ecoles Noires Baptistes, M. Emmet Scott (seul homme de couleur) secrétaire du fameux noir américain Booker Washington, et divers attachés.

La mission américaine fut reçue avec enthousiasme par la population. Après avoir examiné en détail les divers services, les délégués se scindèrent en deux groupes. Le premier sous la conduite de M. Falkner s'embarqua à bord du *Chester* et partit le 29 mai pour Sierra-Leone, afin d'y régler notamment, disait-on, la question de l'occupation par l'Angleterre de certaines régions libériennes limitrophes de ses possessions. Le second groupe quitta Monrovia le même jour à bord du *Birmingham*, descendit vers le sud avec le D^r Lyon, ministre des Etats-Unis au Libéria.

Cette seconde partie de la mission se rendit à Cape Palmas, puis de là à Blieron, poste français situé à l'embouchure du Cavally et remonta ce fleuve jusqu'à Weppou, à 80 kilomètres de la Côte et limite réelle de l'autorité libérienne dans la région. Après avoir déposé à Monrovia le D^r Lyon, le *Birmingham* repartit pour les États-Unis au début de juin 1909. Quelques jours après, le D^r Lyon repartait lui-même pour l'Amérique à bord d'un paquebot.

§ 3. — LA MISSION DE DÉLIMITATION FRANCO-LIBÉRIENNE

Entre temps, la mission de délimitation franco-libérienne avait accompli les travaux dont elle avait été chargée en vertu de l'arrangement du 18 septembre 1907 (1).

Désormais, les possessions françaises de l'Afrique occidentale allaient se trouver régulièrement définies du côté de la République Noire. Établis effectivement au Sénégal depuis le commencement du ^{xvii}^e siècle, et à Ouidah (Dahomey) depuis 1671, nous n'avions commencé à étendre réellement notre influence au-delà de ces régions qu'à partir du premier quart du ^{xix}^e siècle. Tout d'abord nos efforts s'étaient tournés vers la Casamance vers 1828, puis, en 1842 le commandant Bouët-Willaumez avait, en concluant différents traités avec les chefs du littoral, jeté les bases de notre colonie actuelle de la Côte d'Ivoire, et en 1854 développé nos droits antérieurs au Dahomey. En 1865 et 1866, nous affermissions nos établissements en Guinée par des conventions passées avec différents chefs indigènes ; plus au nord de 1854 à 1865, Faidherbe avait consolidé notre domination sur le fleuve Sénégal, et, à l'intérieur de 1876 à 1900, nos troupes avaient conquis le Soudan français (2). Aux environs du Libéria la coura-

(1) Voir appendice n° 3.

(2) On sait qu'en 1892 une partie du Soudan fut rattachée à la Côte d'Ivoire et une autre à la Guinée. La colonie du Soudan disparut elle-même pour faire place au Territoire du Haut-Sénégal et Moyen-Niger. Elle ne fut rétablie qu'en 1904 sous le nom de Colonie du Haut-Sénégal et Niger.

geuse exploration de Zweiffel et Moustier découvrait les sources du Niger en 1879. Afin de nous assurer la possession de nos découvertes et de nos conquêtes, nos représentants signaient avec l'Angleterre en avril 1889 et en juin 1894, deux conventions fixant les limites de Sierra-Leone.

La Haute-Guinée qui faisait alors partie du Soudan avait été conquise par les colonnes qui poursuivaient Samory. Kankan avait été prise le 6 janvier 1892 par le colonel Humbert. A la fin de la même année, le lieutenant-colonel Combes poursuivait les partisans du conquérant noir jusque dans le Haut-Cavally et en 1893 fondait les postes d'Hérémakono, Faranah, Ouassou, Kissidougou et Mara.

En 1892 nous avions passé avec le Libéria un premier traité relatif à la frontière, mais l'imprécision des connaissances géographiques en rendit l'application impossible lorsqu'on voulut tracer sur le terrain les lignes de démarcation qu'il prévoyait. Avant de reprendre des négociations à ce sujet, il convenait préalablement de découvrir le pays. Dès lors se succédèrent, en 1895, les explorations de l'Administrateur Pobéguin, dans les fleuves coulant de Grand Lahou à la frontière du Libéria; en 1897, de l'administrateur Hostains sur le Cavally et du lieutenant Blondiaux qui traversa le pays de Beyla à Séguéla; en 1898, de MM. Bailly et Pauly (1); en 1899 de M. l'administrateur Hostains et du capitaine d'Ollone, ainsi que MM. Wœlffel et Mangin.

A la suite de ces remarquables travaux notre occupation

(1) Voir page 14.

devenait plus précise, notamment au cours des années 1904-1905-1906, et à la fin de 1907, il nous était donné d'envisager la possibilité de conclure une nouvelle convention rectifiant les données erronées sur lesquelles avait été conclu l'accord de 1892. Jusque là, en effet, le gouvernement français avait à différentes reprises, refusé de s'engager à cet égard avec le gouvernement libérien malgré les pressantes démarches de celui-ci.

A la suite de l'accord du 18 septembre 1907, le principe de l'envoi sur les lieux d'une mission mixte de délimitation fut aussitôt adopté de part et d'autre. La République de Libéria confia le soin de représenter ses intérêts à deux officiers de la marine hollandaise, MM. Naber et Moret. La section française fut placée sous la direction de M. le Gouverneur Richaud; elle comprenait M. Pouillet, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des Colonies, les lieutenants Sapolin, de l'Infanterie Coloniale, et Varigault de l'Artillerie Coloniale, le D^r Fulconis, médecin aide-major de 1^{re} classe des Troupes Coloniales qui, étant tombé malade, fut remplacé par l'infortuné D^r Mariotte, le sergent-major Régnier, le sergent Bottolier, le maréchal des logis de dragons Rémy et le caporal Sinibaldi.

La mission quitta Conakry dans les premiers jours du mois de mai 1908 et arriva au point où devaient commencer ses travaux en juillet suivant. Après avoir éprouvé de sérieuses difficultés dans le Kamara, où une partie du cours de la rivière de Makona ne put être relevée en raison de l'hostilité des indigènes, la mission put continuer ses travaux sans encombre jusqu'au 8^e degré de latitude, dans les environs duquel l'escorte se trouva obligée d'enlever de

vive force les villages de N'Zapa et de Koïama, le 10 et le 23 novembre 1908. Ces affaires nous coûtèrent la mort du Dr Mariotte et une vingtaine de blessés dont deux officiers.

Au début de janvier 1909 la mission se trouvait dans le secteur Guerzé (1) à l'est de Guecké. C'est à ce moment que le premier commissaire libérien, M. Naber, regagnait la Côte pour raisons de santé. Il fut remplacé par son second M. Moret. Le 23 janvier 1909 la mission entra dans la colonie de la Côte d'Ivoire ; elle atteignait le 27 février le village de Cribo (à 30 km. au sud de Toulepleu) où M. Moret, commissaire libérien par intérim, la quittait à son tour et regagnait la Côte. Jugeant dans ces conditions inutile de procéder à des travaux topographiques dans les régions du Cavally levées antérieurement par M. l'administrateur Joulia au cours de récentes explorations (2), M. le gouverneur Richaud quitta Pagouéhi pour Binger-ville le 14 mars, suivi le lendemain par le reste de la mission (3).

§ 4. — LES INCIDENTS DE FRONTIÈRE

ET LES DIFFICULTÉS INTÉRIEURES EN 1909-1910

Les pourparlers relatifs à la fixation définitive de la frontière franco-libérienne durèrent, comme nous le verrons,

(1) Les cantons limitrophes de la frontière libérienne présumée avaient été groupés sous le nom de Région militaire de la Guinée et divisés en trois secteurs : Kissien, Toma et Guerzé commandés chacun par un capitaine. La région entière était dirigée par un chef de bataillon.

(2) Voir *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1909.

(3) Voir le récit plus détaillé de la marche de la mission dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, avril 1910.

près de deux années, puisqu'ils ne furent terminés que le 13 janvier 1911 par la conclusion d'un nouvel accord (1) basé sur les découvertes géographiques, tant de la mission de délimitation, que des officiers de la région militaire de la Guinée. L'incertitude qui résulta de cet état de choses ne laissa pas d'occasionner maintes difficultés sur les confins de la frontière présumée. En effet, les agents de la France et ceux du Libéria se trouvaient fort embarrassés pour régler les questions litigieuses concernant cette région, situation dont les indigènes ne manquaient pas de profiter. Certains employés subalternes libériens se mettaient même en contradiction avec les ordres formels qu'ils avaient reçus de respecter le *statu quo* jusqu'à nouvel ordre, occasionnèrent des incidents qui sans la modération et la bienveillance de la France auraient pu entraîner de regrettables complications.

En novembre 1909 le lieutenant libérien Freeman n'hésitait pas, pour mieux réussir une opération de police, à prescrire à un détachement de 25 hommes de la Liberian Frontier Force de passer sur la rive droite de la Makona, violant ainsi notre territoire. Le 29 du mois suivant le commissaire libérien Smith envoyé pour fonder un poste dans le pays situé entre les rivières Mani et Diani, se mit en relations avec l'officier français commandant le secteur Guerzé, mais le sous-officier nommé Boyce qu'il avait chargé de porter le message, désireux sans doute de se distinguer voulut frapper un grand coup. Ayant eu au village de Galia une entrevue avec le lieutenant Lamolle,

(1) Voir appendice n° 4.

Boyce sortit précipitamment de la case où il conférait avec lui en criant à ses hommes rangés en face de faire feu. Surpris nos tirailleurs ripostèrent; nous n'eûmes aucune perte; au contraire les Libériens comptaient parmi eux un soldat tué et trois hommes mortellement blessés dont le sergent Boyce. Deux Libériens furent faits prisonniers, les autres s'enfuirent.

Vers le milieu de 1910, à la suite d'une entente intervenue entre les officiers français de la région militaire de la Guinée et le commissaire libérien Bernard (originaire de la Martinique), il fut entendu, pour éviter des conflits, que certains cantons litigieux demeureraient complètement en dehors de l'action de l'un et l'autre Etat, mais, au mois d'août, le même commissaire, violant cette convention, attaqua un village de la zone neutralisée, tua un certain nombre d'indigènes, et emmena avec lui de nombreux prisonniers qui ne furent rendus à la liberté que sur notre intervention.

Nous laisserons de côté les incidents moins importants de la frontière de la Guinée en 1910, pour relater les graves difficultés que le gouvernement de Monrovia rencontra sur le Cavally.

On sait que toute la Côte méridionale libérienne depuis les environs de Monrovia jusqu'à la frontière française est habitée par la race Krou, dont une tribu les Grébos, relativement civilisée, occupe le bas Cavally. Les Grébos ont toujours suscité de nombreux embarras aux Américo-Libériens. Au mois de janvier 1910, dans des circonstances restées mystérieuses, un pasteur de leur race fut assassiné un soir qu'il reposait sous sa vérandah à Cape Palmas. Une

agitation s'ensuivit qui finit par prendre une extension imprévue.

Craignant de voir leurs factoreries pillées ou brûlées, ou de souffrir eux-mêmes de ce conflit, quelques commerçants allemands télégraphièrent au Commandant du croiseur allemand *Sperber* alors dans le Golfe de Bénin, et qui avait visité Monrovia en septembre 1909, de venir les secourir. Arrivé le 28 février 1910, ce navire de guerre repartit aussitôt sans être intervenu. Il est certain que son commandant ne pouvait faire autrement sans engager gravement sa responsabilité. Le conflit entre les Grébos et les Libériens était d'ordre intérieur et jamais, au cours des hostilités qui durèrent plusieurs mois, les Européens ne furent molestés le moins du monde. La seule mesure que prirent les Grébos fut d'interdire aux commerçants allemands et anglais (mais pas aux français) de remonter le Cavally, les autorités libériennes ayant cru devoir protéger quelques bâtiments officiels au moyen des drapeaux des nations auxquelles ces commerçants appartenaient.

Malgré l'envoi de quelques hommes de la *Liberian Frontier Force*, la révolte gagnait du terrain, tant et si bien que le 16 avril 1910 le poste de Nianaké, situé sur le Cavally à 80 kilomètres de son embouchure, était pris et ses défenseurs ne parvenaient à sauver leurs existences, qu'ils avaient d'ailleurs bravement défendues, qu'en se réfugiant en territoire français d'où ils furent acheminés sur la Côte et rapatriés à bord de la canonnière *Lark*.

A peine la garnison libérienne de Nianaké avait-elle gagné la rive gauche du Cavally que les chefs des tribus révoltées passaient à leur tour chez nous pour demander

qu'on fit droit à la requête, maintes fois présentée par eux, de devenir sujets français. Quelque sympathie que nous pouvions avoir pour des indigènes qui apportaient ainsi au caractère bienfaisant de notre protectorat un éclatant hommage, nous ne pouvions accéder à une semblable proposition qui nous eut mis en contradiction avec les engagements pris envers le Libéria par la Convention du 18 septembre 1907.

Afin de venir à bout des rebelles, une partie de la milice fut mobilisée et les opérations confiées au brigadier-général Padmore. Au mois de mai, les Libériens affirmèrent que la campagne était terminée, les chefs Grébos s'étant rendus sans conditions, mais cette soumission devait être bien restreinte, car, de l'aveu même du Président Barclay, de nouveaux renforts furent envoyés à ce moment, une grande partie du pays étant demeurés dans l'état de révolte. D'ailleurs les conditions de paix imposées aux chefs soumis ne furent pas acceptées (1).

En même temps que ces troubles se produisaient sur le Cavally, d'autres éclataient à River Cess, Sino et Grand Bassa. Il ne fallut pas envoyer sur place moins de 600 hommes et 40 officiers.

La situation intérieure était donc au point de vue politique fort embarrassée ; quand nous examinerons le point de

(1) M. le D^r Jourdran, médecin-major des troupes coloniales détaché au Libéria en qualité d'Inspecteur Général de l'hygiène, a raconté les détails de cette campagne dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* de juillet 1911. Cet officier avait remarquablement assuré le service médical de la colonne libérienne. Le nombre des tués ne dépassa pas 12 (soit 1 ½ % des troupes engagées), celui des blessés 52 (soit 5 1/20 %) L'expédition avait donc été fort peu meurtrière.

vue financier, nous verrons que de ce côté également, la République Noire se trouvait en posture délicate.

Les troubles de la frontière libérienne eurent malheureusement une certaine répercussion en territoire français, occasionnant divers mouvements chez certaines peuplades de la région. Occupés sur d'autres points à ramener l'ordre, nos troupes ont dû délaissier la partie occidentale de la Côte d'Ivoire. Les chefs des postes frontière se sont donc trouvés contraints pendant toute l'année 1910 de rester sur la défensive. Cette obligation dont ils se sont tirés à leur honneur était pleine de difficultés. Disposant chacun de quelques gardes de police à peine, difficilement ravitaillés, isolés au milieu de populations hostiles, nos agents ont cependant pu réussir à se maintenir tant bien que mal. Les complications venant de l'anarchie libérienne n'étaient pas les moins embarrassantes, soit que les indigènes de la rive droite du Bas-Cavally exigeassent notre intervention et notre protectorat, soit que ceux du haut fleuve vinssent faire sur notre territoire des démonstrations hostiles (1).

§ 5. — L'INTERVENTION AMÉRICAINE S'AFFIRME. — RECTIFICATIONS DÉFINITIVES DES FRONTIÈRES FRANÇAISE ET ANGLAISE.
— LE PRÉSIDENT BARCLAY N'EST PAS RÉÉLU.

Bien que la Commission américaine eut regagné les États-Unis au mois de juin 1909, son rapport ne put être

(1) Il nous faut signaler d'une manière toute particulière l'attitude courageuse et habile de M. l'administrateur Novo et du capitaine Laurent.

remis au Congrès des États-Unis que le 25 mars 1910. Voici, d'après le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* (n^{os} des mois d'avril et août 1910) le résumé de ce rapport, ainsi que celui de la lettre de M. Knox, ministre des affaires étrangères qui l'accompagnait.

« M. Knox fait l'historique de la République de Libéria depuis sa fondation, il parle des troubles endémiques sur ses frontières, il expose la politique des États Unis qui comporte la création d'une station navale de charbon à Libéria. M. Knox dit que c'est à l'état de choses qui règne sur ses frontières que la République de Libéria doit, dans une large mesure, les difficultés dans lesquelles elle se trouve.

« L'arrière pays de Libéria est une région à peu près inconnue qui n'a pas de population régulière, on y rencontre des troupes d'indigènes hostiles pour la plupart à la République. On y voit de ci de là quelques Français et quelques Anglais. D'un côté, le Gouvernement de Libéria est, en fait, incapable d'administrer cette région et d'en faire la police, de l'autre l'Angleterre et la France insistent pour rendre le Gouvernement de Libéria responsable de la sécurité de leurs nationaux respectifs. Dans ces conditions l'Angleterre a obligé la République à faire commander sa police de frontière par des Anglais pendant que la France revendique le droit d'établir des postes pour protéger ses nationaux en territoire libérien là où l'autorité locale est insuffisante. Une frontière aussi mal définie équivaut à l'absence de frontière et les voisins s'avancent à l'intérieur à la suite des nationaux qu'ils protègent.

« Les Commissaires estiment que, livrée à ses propres forces, la République de Libéria est incapable d'obtenir la fixation définitive de ses frontières et bien que ses négociations dans le passé n'aient pas manqué d'habileté, elle a été constamment obligée de céder devant chaque nouvelle agression.

« Les Commissaires estiment que, sans enfreindre les usages diplomatiques, il est possible aux États-Unis d'agir comme fondés de pouvoirs, en ami le mieux qualifié (*next friend*) de Libéria et de faire intervenir dans les négociations libériennes l'habileté et le prestige des États-Unis.

« Dans le passé, lorsque les Américains agirent comme « *next friend* » pour aider à empêcher les empiètements étrangers sur la souveraineté territoriale de Libéria ou aider au règlement du conflit, il fut généralement répondu à leurs observations que l'affaire avait été réglée directement avec le Libéria. Il conviendrait donc qu'il existât un traité conférant aux Américains le rôle de fondés de pouvoir de Libéria en matière de controverse internationale. Des précédents diplomatiques existent dans ce sens.

« Le total des dettes intérieure et extérieure ne dépasse pas un million et demi de dollars. Les États-Unis pourraient faire à Libéria ce qu'ils firent à Saint-Domingue : établir un système de perception et un contrôle de revenus libériens pour l'avantage des Libériens et de leurs créanciers. Les agents contrôleurs entreprendraient également une réorganisation financière. Les États-Unis aideraient la République à constituer et à exercer un corps de Gendarmerie ou de police de frontière pouvant lui permettre

de régler les questions de délimitation avec ses puissants voisins du nord et de l'est.

« L'établissement d'une frontière nettement déterminée imposerait à la République des responsabilités précises qui lui seraient plutôt préjudiciables si elle ne possédait pas un corps de police suffisant.

« Le Libéria convient que les Américains établissent et entretiennent dans le Libéria une station d'études pour le développement des ressources agricoles et naturelles et le développement de l'hygiène, les Américains étant très qualifiés grâce à leur expérience des climats tropicaux de Cuba, de Panama et des Philippines. Il faut aux Américains une station navale de charbon afin qu'ils soient en mesure d'exercer les bons offices présentés. Ces bons offices constituent un devoir des Américains envers un pays qu'ils ont créé et qui est leur pupille.

« Le Ministre des États-Unis est à bord du croiseur *Birmingham*, en route pour Monrovia, où il sondera le Gouvernement libérien au sujet du traité ayant ces objets en vue. »

Voici, d'autre part, le résumé du rapport de la Commission :

« La Commission américaine qui semble avoir une opinion favorable des Libériens estime que la mauvaise situation de la République est due avant tout à des influences étrangères. Bien que l'Angleterre ait essayé de faire des réformes, le voisinage de ses possessions ne pouvait manquer de faire suspecter la sincérité de ses intentions. La même objection s'appliquerait à la France, tandis que cette puissance comme l'Angleterre éprouverait

de l'inquiétude en présence d'une intervention allemande. Il appartient donc aux États-Unis de fournir l'aide étrangère désintéressée qui est nécessaire pour mettre en pleine valeur les bonnes qualités du peuple libérien. Ceci dit, la Commission a recommandé au Gouvernement des États-Unis de prêter ses bons offices pour le règlement des questions de frontière et de se charger de la dette du Libéria en prenant le contrôle des douanes en garantie de l'obligation ainsi contractée par la petite République. En outre, la commission voudrait que le Gouvernement de Washington aidât le Libéria à réorganiser ses finances et son administration ainsi qu'à créer une force sérieuse pour surveiller ses frontières. Elle voudrait encore que la question de la création sur le sol libérien d'une station de charbon américaine fut rouverte. Enfin la Commission parle avec sévérité des empiétements commis par la France et l'Angleterre sur les frontières de la République de Libéria qui, si on la laisse sans aide est en danger d'être balayée de la carte pour les agressions de ses voisins. »

En somme, la Commission américaine proposait à son Gouvernement de renouveler ce qu'il avait fait antérieurement à Saint-Domingue en réorganisant les finances et l'administration de cet État. Mais, si à Saint-Domingue, l'action des États-Unis pouvait s'expliquer en vertu de la doctrine de Monroe par le désir d'éviter une intervention européenne, le même motif ne pouvait s'appliquer au Libéria. D'ailleurs, la Commission des Affaires Extérieures du Sénat américain estima que si le Gouvernement Fédéral pouvait intervenir en faveur de la République de la Côte des Graines, il ne devait le faire qu'avec

le concours des trois principales nations intéressées c'est-à-dire l'Angleterre, l'Allemagne et la France.

Dès la publication de ces documents, de vives protestations s'élevèrent dans ces trois pays. La presse française fit notamment remarquer que l'accord de frontière de 1892, toujours en vigueur, stipulait expressément que la France entendait contracter avec la République de Libéria *libre et indépendante* et que nous recouvrions notre entière liberté, même au point de vue de l'arrangement du 18 septembre 1907, si le Libéria passait sous le protectorat d'une puissance. La part prévue pour la France dans un emprunt de liquidation éventuel, est évaluée à 1/5, n'était-elle pas aussi trop faible par rapport aux intérêts qu'elle possède au Libéria? Enfin qu'allaient devenir les entreprises françaises dans cette République?

Les Allemands, inquiets de la tournure des événements s'efforcèrent de retirer des circonstances tout le parti possible. En mars 1910, ils avaient déjà inauguré la section Tenérifte-Monrovia du câble qui doit relier Emden au Togo et aux possessions occidentales allemandes du Sud Africain (1). Un an après nous, ils obtenaient l'autorisation d'établir à Monrovia un poste de télégraphie sans fil dont le fonctionnement gênera considérablement l'action du nôtre. En outre, la Compagnie du Câble avait pris toutes ses dispositions pour établir dès le début de 1911 le téléphone et l'éclairage électrique à Monrovia. Enfin la Compagnie de navigation Hamburg-America-Linie inaugura

(1) *L'African Mail* des 16 et 17 février 1911 annonçait que la compagnie du Câble Allemand complétait rapidement ses installations sur une colline au N. E. de la ville. Plus de 30 Européens y étaient installés.

en août 1910 un service de navigation de New-York au Libéria (1) et s'entendit avec la Hamburg Bremer Africa Linie et la maison Wørmann pour que leurs vapeurs respectifs touchent 12 fois par mois tant à l'aller qu'au retour la Côte Libérienne.

Néanmoins les pourparlers se continuaient entre les Etats-Unis et les trois puissances européennes précitées. Après de laborieuses négociations et très vraisemblablement en échange de compensations, la situation spéciale des Etats-Unis finit, ainsi que le faisait savoir une note officielle publiée en novembre 1910, par être reconnue. On était tombé d'accord sur les deux principes suivants : 1^o La République de Libéria *sans rien perdre de ses droits de souveraineté*, accepterait que les Etats-Unis missent à sa disposition un personnel diplomatique américain ; 2^o les quatre grandes puissances : Allemagne, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, s'entendront pour venir en aide au Libéria, unifier et liquider sa dette et organiseront *un contrôle financier commun* sur ses douanes.

L'*African Mail* nous annonçait en février 1911 que le D^r Falkner qui avait été nommé en juillet 1910 par le Président Barclay, sur la recommandation du Gouvernement américain « Liberian Financial Representative » était arrivé en décembre 1910 sur un croiseur américain. Autorisé à consolider les emprunts libériens étranger et intérieur, le D^r Falkner, après une série de négociations en Europe avec les banquiers possédant des titres libériens,

(1) La Compagnie Anglaise Elder-Dempster soucieuse de ne pas rester en retard a également au début de 1911 établi un service direct des Etats-Unis au Libéria par les Canaries.

revenait pour faire voter un acte donnant au Gouvernement des États-Unis le contrôle des Douanes ainsi que la surveillance des finances locales. Le même périodique signalait que la réorganisation du service judiciaire était sur le point d'être réalisée.

Le 13 janvier 1911, l'acte définitif de délimitation libérienne, destiné à interpréter celui de 1907, était signé à Paris par M. M. Conty, ministre plénipotentiaire, sous-directeur au Ministère des Affaires Étrangères pour la France, et M. Crommelin, chargé d'affaires de la République du Libéria à Paris (1). Il ne restait plus qu'à aborner la frontière. Au mois de juin, M. le capitaine Schwartz, de l'infanterie coloniale, qui s'était déjà signalé en Afrique Occidentale française par des missions géodésiques et par ses travaux dans la mission de délimitation du Togo et du Dahomey, partit pour Conakry où il devait prendre la direction de la mission. M. le lieutenant Sapolin, ancien membre de la mission Richaud et le lieutenant Villatte de la mission Togo-Dahomey lui étaient attachés en qualité d'adjoints.

De son côté l'Angleterre installait une agence de la Bank of British West Africa et obtenait une rectification de frontière. La limite antérieure coupait en deux les territoires d'un chef indigène nommé Fa Bounda placé sous son protectorat. Afin de protéger les sujets libériens de ce chef contre les autres tribus, l'Angleterre avait occupé la ville de Kanré-Lahun. Le Gouvernement libérien avait protesté contre l'établissement de ce poste, bien qu'il

(1) Voir appendice n° 4.

reconnût que cette intervention fût due à sa négligence (1), mais jusqu'à ce jour les Anglais avaient refusé de l'évacuer. Aux termes d'une convention signée le 2 février 1911, la Grande-Bretagne conservera cette ville avec les territoires qui en dépendent; en retour elle donnera au Libéria 100.000 francs et le triangle formé par les rivières Morro et Mano, dont la superficie est, paraît-il, plus étendue que celle du territoire appartenant à Fa Bounda.

Conformément à la Constitution, les élections présidentielles eurent lieu le premier mardi de mai 1911, les pouvoirs du Président Barclay arrivant à expiration le 1^{er} janvier 1912. C'est le D^r Howard, secrétaire du Trésor qui fut élu. Ce choix signale que l'intervention américaine est ratifiée par le peuple, le nouveau Président en ayant été un des plus chauds partisans.

(1) Message présidentiel de 1908.

CHAPITRE TROISIÈME

ORGANISATION POLITIQUE, ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE DU LIBÉRIA

Nous n'insisterons pas longuement sur l'organisation politique et administrative de la République de Libéria. Nous avons déjà, en effet, étudié de près la Constitution du pays qui, vraisemblablement sera maintenue sous le protectorat américain, et, par ailleurs, il nous paraît suffisant de ne donner sur les autres points qu'é des indications succinctes puisque toute l'organisation actuelle sera refondue par les États-Unis.

D'ailleurs l'administration libérienne n'existe guère : le Président Barclay, dans son message de décembre 1904, disait, qu'à sa connaissance, aucune loi n'avait été faite depuis la Déclaration d'Indépendance pour fixer l'organisation et le gouvernement local du pays.

Au contraire, nous réserverons de plus amples développements au régime économique de la République noire, et particulièrement à sa situation financière.

SECTION I

Organisation politique, judiciaire et administrative

Le Sénat libérien comprend 8 membres, élus à raison de 2 par comté. La Chambre des Représentants se compose de 13 députés : 4 pour le comté de Montserrado et 3 pour chacun des autres. Les sénateurs et les députés reçoivent une indemnité fixée respectivement à 3.500 francs et 2.500 francs par an./

Le Président de la République touche 17.500 francs par an, dont 5.000 francs de frais de représentation. Il est assisté d'un Cabinet composé d'un secrétaire d'État et d'un secrétaire du Trésor (5.000 francs par an chacun), d'un attorney-général, d'un secrétaire pour l'Intérieur, d'un secrétaire pour la Guerre et la Marine, et d'un directeur-général des Postes (3.500 francs par an chacun). Le Vice-Président de la République qui, aux termes de la Constitution est Président du Sénat, perçoit une indemnité annuelle de 5.000 francs.

Le Libéria est divisé en quatre comtés : Montserrado, Grand-Bassa, Sino et Maryland. A la tête de chacun d'eux est un surintendant qui touche 2.500 francs dans le comté de Montserrado, dans celui de Grand-Bassa et au Maryland, et 2.000 francs dans celui de Sino. Il existe quatre municipalités : Monrovia, Grand-Bassa, Edina et Harper. Dans l'intérieur on trouve quelques « commissionners for native affairs » (1), sur les rares points où se fait sentir l'influence libérienne.

De même qu'en Angleterre et aux États-Unis, on ne

(1) Administrateurs des affaires indigènes.

fait point la distinction qui existe chez nous entre les tribunaux administratifs et les tribunaux judiciaires. Ces derniers seuls existent. Ils comprennent une Cour suprême composée du Chief-justice (5.000 francs par an), de deux associate Chief-justice (3.750 francs par an), et de l'attorney-général.

Au dessous de la Cour suprême, dont les fonctions sont à la fois celles de notre Cour de Cassation, de nos Hautes-Cours de justice et de notre Conseil d'Etat, se trouvent, au chef-lieu de chaque comté, les Quaterly Courts, ou Cours trimestrielles dont le rôle correspond à celui de nos Cours d'appel ; les magistrats y sont assistés d'un jury (1). Les Tribunaux de première instance portent le noms de Courts of Common-Pleas ; ces juridictions siègent une fois par mois au chef-lieu de chaque Comté et de District. Enfin dans tous les principaux centres on a établi des justices de paix. « A côté des tribunaux gravite tout le personnel de fonctionnaires et d'hommes de loi que l'on retrouve dans les pays d'Europe : les procureurs, les greffiers, les notaires, les avoués, les avocats, etc., sans parler des chefs et agents de police et des détectives officiels et privés (2). »

L'armée libérienne se compose de cinq régiments de milice. Elle est placée sous le haut commandement d'un brigadier général, assisté d'un major général. Mais chaque régiment ne compte que quatre compagnies d'une quarantaine d'hommes chacune. Depuis 1906 la République

(1) On sait qu'en Angleterre le jury que nous avons introduit chez nous en matière criminelle existe aussi en matière civile, mais à ce second point de vue il est en pleine décadence. Voir à ce sujet Esmein, *Elem. de D. constitutionnel français et comparé*, 5^e Edit., p. 465.

(2) Delafosse, *op. cit.*, 1900.

possède un corps de police appelé la *Liberian Frontier Force*, corps permanent de 400 hommes environ. Cette troupe a été organisée et instruite par des officiers anglais.

A part la *Liberian Frontier Force*, l'armée libérienne n'offre pas de valeur supérieure à celle d'une modeste garde nationale (1). L'attention des États-Unis devra se porter de ce côté si les réformateurs veulent s'assurer dans le pays même des éléments nécessaires à une prompte pacification de l'hinterland. Il nous semble qu'un corps d'un millier d'hommes de police à pied ou à cheval (ceux-ci pour l'intérieur) convenablement équipé, armé, encadré et instruit suffirait à cette tâche. Quant à l'armée actuelle nous ne voyons que des avantages à ce qu'elle soit conservée : les Libériens y sont attachés et une force de réserve peut être utile à l'occasion ; mais il conviendrait de réduire les régiments de 5 à 2, et de les diviser en deux bataillons chacun. L'effectif de chaque régiment pourrait comprendre 800 à

(1) Voici au sujet de l'armée libérienne une amusante anecdote rapportée par M. Delafosse : En 1898, lorsque le président Coleman dirigeait son expédition contre la tribu des Golas, il réclama 150 hommes de renfort à prélever sur le 1^{er} et le 5^e régiments. Le charpentier colonel J.-B. Dennis lança une proclamation appelant les hommes sous les armes. En effet au jour fixé les deux régiments paraissent au complet sur le *Government Square* qui est le Champ de Mars de Monrovia. On appela les volontaires ; il s'en présenta 200 ; le jour du départ fut fixé au lendemain. Mais le lendemain, lorsqu'il fallut partir, le colonel ne put réunir que dix hommes dont 1 major, 3 capitaines, 2 lieutenants, soit 6 officiers et 4 soldats. Cinq ou six jours après d'ailleurs le brave colonel revenait du théâtre de la guerre où il avait contracté un rhume qui l'empêchait de continuer son service, le major et les capitaines le suivirent de près, puis on vit revenir les lieutenants et les soldats qui avaient trouvé le pays trop humide et trop malsain. » Lorsqu'ils sont sous les armes les officiers et hommes de troupe touchent une indemnité fixée de la manière suivante : brigadier-général, 225 francs par mois, major-général, 200 francs, colonels, 190 francs, lieutenants-colonels, 175 francs, commandants, 150 francs, capitaines, 110 francs, lieutenants, 85 francs, sergents, 75 francs, caporaux, 50 francs, soldats, 40 francs. Tous les militaires quel que soit leur grade touchent encore la ration en nature.

900 hommes. Enfin les périodes intermittentes d'instruction actuelles pourraient être remplacées par un mois de manœuvres chaque année (1).

Jusqu'à présent le Libéria entretenait un chargé d'affaires et consul général à Londres, un chargé d'affaires à Paris, des consuls généraux et consuls notamment en Allemagne et aux États-Unis. Le Gouvernement de ce dernier pays devant se charger d'après l'accord survenu avec la France, l'Angleterre et l'Allemagne, de la représentation extérieure du Libéria, le service diplomatique et consulaire de la République est appelé à disparaître prochainement.

Le Service du Trésor est assuré par le Trésorier-Général (3.500 francs par an) et dans chaque comté par un sous-trésorier (2.000 à 2.500 francs). Il y a un sous-trésorier spécial pour le district de Grand Cape Mount. Le contrôle est fait par un Contrôleur du Trésor et par un Auditeur-général qui reçoivent l'un et l'autre 3.500 francs de solde annuelle.

L'Administration des postes est des plus embryonnaires ; elle n'a établi de bureaux que dans les principales agglomérations de la Côte. Il n'existe aucune ligne télégraphique terrestre. Deux câbles étrangers touchent à Monrovia ; le premier appartenant à une Compagnie allemande part d'Emden et passe par les Canaries, il doit rejoindre plus tard le Togo, le Cameroun et le Sud-Africain germanique ; le second appartient à une Compagnie anglaise, il relie Conakry (Guinée française à Grand-

(1) Nous ne parlons pas de la marine de guerre libérienne qui ne se compose que d'un seul bâtiment, la canonnière *Lark* achetée en Angleterre en 1907. Ce petit bâtiment est placé sous le commandement d'un officier anglais.

Bassam (Côte d'Ivoire). Citons aussi le poste français de radiotélégraphie relié au réseau que l'on établit actuellement sur divers points de nos possessions de l'Afrique Occidentale et qui sera achevé sous peu. Enfin, depuis quelques années, un Libérien avait établi à Monrovia un service téléphonique qui fonctionne tant bien que mal. On prête à la Compagnie du Câble allemand l'intention de le racheter et de le réorganiser sur de nouvelles bases.

Les Douanes placées depuis 1906 sous le contrôle d'agents anglais, comprennent un cadre supérieur de 13 receveurs principaux dont les soldes s'échelonnent de 4.250 à 2.500 francs par an. On sait qu'elles doivent être transformées sous la direction d'un receveur principal américain, assisté de trois receveurs européens (français, anglais et allemand), aux termes des conventions intervenues entre le gouvernement de Washington et ceux de Paris, Londres et Berlin.

Le Service de l'Instruction publique est un de ceux auquel le Libéria s'était plu, bien à tort, à donner le plus d'extension. Il est placé sous la direction d'un Surintendant de l'Instruction publique dont les émoluments s'élèvent à 3.500 francs.

A la tête des établissements d'instruction se trouve le Liberia College fondé en 1856, à l'aide de fonds recueillis en Amérique. L'ex-président Roberts en fut nommé le premier principal en 1857 ; mais l'établissement ne fonctionna pas avant 1862 et ne fit guère que languir jusqu'en 1892 époque à laquelle, sous l'impulsion du Président Coleman, le collège reprit une vie nouvelle ; il fut de nouveau réorganisé en 1900. Le corps professoral com-

prenait en 1906, d'après Sir H. Johnston, un professeur de philosophie et de sciences, un professeur de droit et de mathématiques, un professeur d'anglais et de latin, un de langues modernes (?), un d'histoire et de botanique. Il est permis de s'étonner du peu de relations qui existent entre les matières que chaque professeur est appelé à enseigner.

Chaque comité possède un Commissaire des Écoles Locales. En 1906, il y avait 55 Écoles officielles dans le Comté de Montserrado, 13 dans celui de Grand-Bassa, 15 dans le Comté de Sino, 19 dans le Comté de Maryland. Leur personnel comprenait 102 maîtres et 3.320 élèves.

Outre les Écoles officielles on trouve celles des missions protestantes. Ce sont : 1° le « College of West Africa » de l'Église Méthodiste Episcopale fondé en 1839. On y enseigne la philosophie, l'art oratoire, la théologie, l'hébreu, le grec, le latin, les langues modernes, les mathématiques, l'anglais, la musique et les sciences modernes (?). Ce collège possède une École Industrielle sur la rivière Sino, et une École Supérieure à Cape Palmas ; 2° l'Epiphany Hall de Cuttington dirigé par la Mission Protestante Episcopale, près de Cape Palmas ; fondé en 1889 cet établissement possède aussi une section agricole ; 3° la Hall Free School, fondée en 1875 par le Docteur Américain Hall, à Harper (Maryland).

Il faut espérer que sous l'action américaine le service de l'enseignement sera réorganisé. MM. Johnston et Delafosse ont fait ressortir le ridicule de la plupart des matières enseignées dans les écoles libériennes. Qu'on multiplie les écoles primaires et les écoles techniques,

c'est parfait, mais qu'on supprime au plus tôt l'enseignement de la théologie, de l'hébreu, du latin, du grec et de la philosophie qui doivent terriblement troubler les cervelles des écoliers noirs, et dont l'utilité, pour le moins, est loin d'être démontrée, tant s'en faut.

SECTION II

Travaux publics. — Agriculture. — Commerce et Industrie

Concentrés sur la Côte, divisés et absorbés par les agitations politiques, peu soucieux d'améliorer les conditions de leur vie matérielle, les Américo-Libériens, sans ignorer que leur pays recèle des richesses considérables, des « possibilités » comme disent les Anglo-Saxons, peut être insoupçonnées, n'ont rien fait jusqu'ici pour tirer parti de leur domaine.

Or les produits s'échangeant contre les produits, selon la formule célèbre de J. B. Say, le commerce ne peut prospérer qu'autant qu'il trouve sur place des marchandises d'exportation nombreuses et variées. En même temps que l'agriculture et l'industrie se développent et que le commerce s'étend, les finances du pays se relèveront rapidement tant par la perception de taxes à l'entrée et à la sortie des marchandises, que par la facilité qu'éprouve le contribuable à acquitter les impôts mis à sa charge.

1° *Travaux publics.* — Mais, pour se constituer cet état de prospérité exige de la part de l'homme un effort vigou-

reux et soutenu. L'éminent économiste Paul Leroy-Beaulieu voit, au nombre des travaux préparatoires indispensables à la colonisation, une fois que le pays est pacifié, trois services urgents sans la constitution desquels toute entreprise serait mort-née : la viabilité, l'arpentage et les travaux des ports (1). Nous verrons plus loin que pour exécuter ces travaux sans plus attendre, il nous paraît utile de conclure un emprunt économique de six millions, dont trois seraient affectés au port de Monrovia, un à un autre port de la côte vers le Cavally, tandis que les deux millions restants seraient affectés à des travaux sanitaires dans les centres urbains, à des réparations aux édifices administratifs, enfin à la construction de routes aux environs des villes.

On remarquera que nous n'avons compris parmi les divers emplois de l'emprunt, ni les travaux de chemins de fer, ni ceux exigés par la création de lignes télégraphiques, ni enfin ceux de l'arpentage. C'est qu'en effet ces derniers sont soumis d'abord à une reconnaissance générale du terrain laquelle peut être effectuée aisément par les officiers instructeurs qui réorganiseront l'armée libérienne. Une fois la carte du Libéria suffisamment connue, un de ces officiers pourrait être spécialement attaché au service d'arpentage lorsque les demandes de concession seraient formulées par des particuliers ou des sociétés. En attendant, on n'accorderait que des concessions provisoires, de dimensions modestes, de façon à ne pas entraver plus tard le développement normal du pays.

(1) P. Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*.

Quant aux chemins de fer, les finances du Libéria ne peuvent aujourd'hui et ne pourront d'ici longtemps en assumer la construction. Le coût d'établissement des voies ferrées d'un mètre de large n'est pas inférieur en Afrique à 100.000 francs le kilomètre, mais les revenus de l'exploitation sont assez élevés pour tenter les capitalistes. La recette kilométrique *nette* des chemins de fer de l'Afrique occidentale française s'élève en moyenne, d'après le discours de M. le Gouverneur Général Ponty au Conseil de Gouvernement le 20 juin 1910, à 2.600 francs (abstraction faite du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis). Si cette recette n'est que de 719 francs à la Côte d'Ivoire, elle est de 1.950 francs dans le Haut-Sénégal et Niger, 3.750 francs en Guinée et de 4.392 francs sur le tronçon actuellement construit du Thiès-Kayes. Or ces recettes sont loin d'avoir atteint leur plein développement car les voies ferrées en question ne sont achevées que depuis peu ou sont en cours d'exécution, et ne constituent qu'une série d'amorces d'un immense réseau qui couvrira dans un avenir prochain nos belles possessions de l'Ouest africain. Une compagnie trouverait donc les fonds nécessaires pour créer au Libéria les voies de communication qui sont indispensables au développement du pays (1) ; et le Gouvernement de la République noire se verrait rapidement en possession de ressources financières importantes s'il savait, comme on l'a fait en France, se réserver dans l'acte de concession une part dans les bénéfices au delà d'un certain taux et

(1) La Liberian Development Cy Chartered and Limited, a déjà acquis d'après sa charte le droit de construire et d'exploiter des chemins de fer sur le territoire de la République, mais n'en a point usé jusqu'à présent. Elle s'est bornée à exécuter quelques tronçons de route.

obtenir pour ses employés et son matériel de transports à prix réduits, sinon gratuits, enfin se faire reconnaître divers privilèges au moment de l'expiration de la concession.

Il n'y aurait que des avantages à ce que les chemins de fer libériens fussent reliés d'ores et déjà aux lignes française et anglaise. Ils devraient comprendre, à notre avis, une ligne de Monrovia à Beyla (1) (Guinée française) : 350 kilomètres, par la vallée de Saint-Paul, ligne sur laquelle pourrait se greffer un embranchement (100 km.) rejoignant à Baiama (Sierra-Leone) le terminus du chemin de fer qui relie cette ville à Free-Town. Une autre ligne rattacherait un port plus méridional de la Côte, par exemple Rock-Cess, aux cantons situés sur la rive droite de la Nuon (250 km.). Quant aux régions dépendant du Cavally, il semble que d'ici longtemps elles pourront se contenter d'un service de batellerie ; le fleuve est accessible sur 80 kilomètres à d'assez fortes embarcations et son cours supérieur, ainsi que celui de la Duobé, permettent vraisemblablement à de petits chalands de circuler tout au moins pendant une partie de l'année.

La Compagnie des chemins de fer libériens pourrait être aussi chargée de la construction et de l'exploitation des télégraphes terrestres (2). Cette solution, quelque critiquable qu'elle puisse paraître puisqu'aujourd'hui, presque

(1) Le chemin de fer de la Guinée française ne va actuellement que jusqu'à Kouroussa sur le Niger, mais il va être prolongé sur Kankan et le sera un peu plus tard sur Beyla. Dans l'éventualité d'un rattachement du rail libérien à nos lignes il va de soi que la partie de la ligne traversant le territoire français, soit 175 kilomètres, devra être entièrement française.

(2) La Liberian Development Cy a acquis également le droit de construire et d'exploiter des lignes télégraphiques au Libéria.

tous les pays ont fait de la télégraphie un service public, serait fort avantageux pour le Libéria qui se verrait doté d'un réseau qu'il n'aurait pas eu à payer. D'ailleurs cette méthode ne ferait que reproduire ce qui existe aux États-Unis où les télégraphes appartiennent à des sociétés privées.

2° *Agriculture*. — En même temps que s'organiserait l'outillage économique de la République : ports, réparations et construction d'édifices, routes aux alentours des villes, chemins de fer, réseau télégraphique, des dispositions devraient être prises pour permettre à l'agriculture et à l'industrie de prendre un rapide essor. Les Américains ont déjà montré tout l'intérêt qu'ils attachent avec raison à la mise en valeur du sol. Ils se proposent, si ce n'est déjà fait, d'envoyer au Libéria un ingénieur agronome et ils ont formé l'*American and Liberian Produce Co*, qui a obtenu en 1909 d'importantes concessions de terre, notamment le long de la frontière française. Aux termes de l'Act rendu par les Chambres, le Gouvernement libérien garantissait au concessionnaire (1), à ses héritiers et à ses ayants droit, tout droit sur les forêts, minéraux, produits agricoles sur les portions de terrains concédés. La durée de la concession était de 30 ans avec faculté de renouvellement pour une durée de 20 ans. Le concessionnaire devait commencer la mise en valeur avant le 1^{er} août 1910 et faire aborner les lots dans un délai de trois années. Après avoir réservé les droits des indigènes et fixé les

(1) Les concessions avaient été accordées d'abord à M. Edgard Ollen Forbes qui les rétrocéda à la compagnie américaine.

redevances à acquitter, l'acte spécifiait qu'à part les contre-maîtres et agents blancs, le concessionnaire ne pourrait installer comme colons que des noirs provenant des États-Unis ou des Antilles. Le concessionnaire ne pouvait transférer ni hypothéquer ses droits qu'après avis du Secrétaire d'État et seulement en faveur de Libériens ou d'Américains, ou à des Compagnies contrôlées par des Américains. Enfin les contestations devaient être portées devant un tribunal arbitral de trois membres désignés l'un par le concessionnaire, l'autre par le Président de la République et le troisième par les deux premiers.

Dès qu'il eut connaissance des clauses d'exclusion qui frappaient toutes les personnes autres que des Libériens et Américains, le Gouvernement français donna l'ordre à notre Consul à Monrovia, M. l'Administrateur des Colonies Baret, de faire des représentations au Président Barclay. Les dispositions du traité du 17 avril 1852 (1) et celles de l'acte additionnel du 20 du même mois, nous confèrent en effet, le droit de réclamer éventuellement des avantages analogues en faveur de nos nationaux. Notre représentant recevait en outre mission de faire remarquer aux autorités libériennes que nous ne pouvions admettre que nos compatriotes soient par le fait seul de leur nationalité privés de la faculté d'acquérir les droits possédés par la Société américaine au cas où il plairait à celle-ci de les aliéner. Dans son message de décembre 1910, le Président Barclay signala au Parlement la protestation de la France en demandant qu'il y fût fait droit.

L'exploitation des richesses libériennes est également

(1) Voir appendice n° 2.

assurée par deux Compagnies anglaises plus anciennes, The Liberian Development C^y Chartered et The Liberian Rubber Corporation Ltd.

« Vers 1881 les Libériens se rendant compte des difficultés qu'ils éprouvaient à administrer les territoires sur lesquels ils déclaraient posséder des droits, pensèrent qu'ils pourraient peut-être arriver à de meilleurs résultats en laissant à une Compagnie à Charte le soin de mettre en valeur les ressources de leur pays... Un groupement fut donc formé par les principaux libériens sous le nom de « The Union Mining C^y of Liberia. » Il avait paru, en effet que c'était l'exploitation des richesses minières qui pouvait offrir le plus d'intérêt aux financiers et le monopole exclusif de la recherche des minerais fut garanti à la Compagnie... (Mais) les Libériens ne purent trouver les capitaux nécessaires... En 1901 une nouvelle Charte fut votée, modifiant la première. La nouvelle « Union Mining C^y of Liberia » entièrement composée de Libériens, céda ses droits à MM. Downing and Quirk de Londres (22 janvier 1901) qui les rétrocédèrent au « West Coast of Africa Syndicate » (26 avril 1901) qui les céda, à son tour, au « West African Gold Concessions Ltd. »

« Au cours de ces négociations, il apparut au Gouvernement libérien qu'il serait plus convenable qu'il intervînt lui-même. L'Union Mining C^y of Liberia lui fit abandon de sa charte sous réserve de l'approbation des compagnies avec lesquelles elle avait traité, et le 21 décembre 1901, un acte fut passé par le Gouvernement déclarant qu'il reconnaissait le droit du West African Gold Concessions Ltd, à la seule mise en œuvre, direction et contrôle, accordé par

la Législature de Libéria, à l'Union Mining C^r par acte du 22 janvier 1901.

(A ce moment Sir Harry Johnston venait de quitter le Gouvernement de l'Ouganda. Avec quelques amis il rachète les droits de la West African Gold Concessions Ld et fonde la Liberian Development C^r).

« Il nous faut pour un moment laisser cette Compagnie pour examiner l'histoire d'une autre affaire dont l'action devait être parallèle en quelque sorte et les destinées intimement liées ; nous voulons parler de la Compagnie du Caoutchouc.

« La cession du monopole de l'exploitation des mines n'ayant pas rapporté aux Libériens les avantages qu'ils avaient espéré pouvoir en retirer, ils imaginèrent vers 1889 d'accorder à une nouvelle compagnie le monopole de l'exploitation du caoutchouc... La maison Wœrmann... servit d'intermédiaire et un groupement de financiers, anglais pour la plupart, se constitua en 1890. Par une convention du 11 mars 1890, le privilège de l'exploitation et de l'exportation du caoutchouc lui fut accordé. (Quelque temps après M. Wœrmann se retira de la Compagnie qui prit le titre de « The Liberian Rubber Syndicate »).

Lorsque Sir Harry Johnston remania la Compagnie à charte, il lui parut qu'elle avait le plus grand intérêt à s'entendre avec le syndicat qui avait le monopole de l'exploitation d'un des produits qui était une des richesses du Libéria les plus faciles à exploiter.

« La Compagnie à Charte émit alors des obligations qui furent souscrites par quelques-uns de ses membres dans le but d'acheter la Liberian Rubber Syndicate qui devint

« The Monrovia Rubber Co. Ltd. » Ces obligations furent par la suite, échangées contre des actions de la Compagnie à Charte quand elle se reconstitua...

Lorsque les directeurs de la Compagnie à Charte eurent acquis la conviction que la réserve caoutchoutifère était grande, ils décidèrent de fonder une nouvelle compagnie qui exploiterait le monopole dont ils s'étaient rendus acquéreurs. Les actions furent placées sur les marchés de Londres en fin décembre 1905, et une Société qui prit le nom de « The Liberian Rubber Corporation » fut formée au capital de 270.000 livres sterling. Une partie de ce capital servit... à racheter par voie d'échange les actions de la compagnie antérieure que possédait la Compagnie à Charte de sorte que celle-ci est actuellement détenteur de 74.000 actions de 1 livre sterling de la Liberian Rubber Corporation.

« La Compagnie à Charte qui avait été remaniée de son côté et qui avait pris le nom de « Liberian Development Co. Chartered and Limited » avait un capital composé de 500.000 actions de 1 livre sterling... 46.000 actions sont entre les mains de Français et le syndicat qui a reconstitué l'affaire était composé d'Anglais et de Français, dont l'un M. Badel, de la maison Badel frères, de Paris, est resté un des directeurs du contrôle.

a) (En retour des droits à elle concédés en 1890, la Liberian Rubber Corporation s'engageait) à verser au Gouvernement Libérien dans les 90 jours après la signature de la Convention, la somme de 20.000 livres, et d'acquitter un droit de 3 pence (0 fr. 30) par livre de caoutchouc ou gutta-percha exportée. La concession était

faite pour une durée de 21 ans, renouvelable pour une autre période de 21 ans moyennant de nouvelles conditions à débattre.

« En 1901, le Liberian Rubber Syndicate Ld demanda que de nouvelles dispositions fussent ajoutées à la Convention de 1890 pour régler la manière dont elle pourrait céder ses droits à des tiers et pour prolonger la durée de cette convention. Il fut convenu le 11 janvier 1901 que cette durée serait augmentée de 10 ans à partir de l'expiration du premier terme moyennant le paiement dans les deux ans d'une somme de 3.500 livres ou d'une somme de 5.000 livres payables par annuités de 750 livres, au choix de la République. Ce fut cette dernière clause qui fut adoptée. Le syndicat s'engageait à ne pas transmettre sa concession à des tiers qui ne seraient pas des Américains, des Anglais ou des Libériens sans l'autorisation du Gouvernement de Libéria.

(Une nouvelle modification intervint le 6 août 1904). La Compagnie pourra autoriser toute personne qui aura reçu du Gouvernement libérien la permission de commercer dans le Libéria, à acheter et à exporter le caoutchouc moyennant le paiement d'une redevance de 8 pence (0 fr. 80) par livre anglaise sur tout caoutchouc exporté ou récolté sur la concession. Sur cette somme la Compagnie devra payer au Gouvernement libérien la « Royalty » due en vertu de la concession... La durée de la concession était prolongée d'une nouvelle période de 11 ans, ce qui fixait la durée jusqu'au 11 mars 1832 sous la condition que la Compagnie paierait au Gouvernement une somme de 750 livres jusqu'au paiement total de 5.250 livres.

b). « En ce qui concerne la *Liberian Development Co Chartered and Ld*, la Charte primitive a été modifiée à plusieurs reprises, en août et octobre 1904 et en janvier 1906.

« Les droits et privilèges qui lui ont été concédés par ces diverses conventions le sont pour une durée de 40 ans à partir du 25 septembre 1904. Ils peuvent être renouvelés pour une nouvelle période de 40 ans à l'expiration de la première » (1).

Ces compagnies privilégiées ont rendu de grands services au Libéria tout d'abord en attirant dans le pays d'importants capitaux, en contribuant au relèvement des finances libériennes, et en commençant la mise en valeur du sol. En 1911 la *Liberian Rubber Corporation* emploie sur ses plantations des environs de Monrovia 750 indigènes. Par la multiplication de Sociétés du même genre le Libéria pourra prendre un essor aussi rapide que la riche colonie portugaise de San-Thomé dans le Golfe de Guinée (2).

Il faut cependant prendre bien garde que les Sociétés agricoles n'absorbent pas au Libéria la totalité des terres fertiles, de façon à permettre aux indigènes de vivre et de se développer et ensuite à la petite culture de subsister et même de s'étendre. Il serait très dangereux de faire

(1) *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1906.

(2) L'île de San Thomé dont la superficie ne dépasse pas 1.500 k carrés et la population 40.000 âmes dont 2.000 blancs a vu se développer ses productions dans des proportions considérables. De 1896 à 1900 les exportations se sont élevées de 3.350.000 f., à 9.860.000 f. La production du cacao et du café y a subi les variations suivantes : cacao 1900 : 13.935 tonnes. 1909 : 30.261 tonnes. Café 1900 : 2472 tonnes, 1909 : 1.073 tonnes. La culture du premier de ces produits couvre 60.000 hectares, la seconde 5.500. De nombreuses compagnies agricoles y ont été fondées ainsi qu'à l'île du Prince voisine et dépendante, on n'en compte pas moins de 11 qui mettent en œuvre un capital de près de 60.000.000 de francs.

perdre aux Américo-Libériens le goût de la culture de la terre qui les détourne des vaines agitations de la politique et les attache plus solidement au pays. D'autre part, l'amélioration des races indigènes ne peut s'effectuer sans être précédée de l'appropriation d'une partie des terres cultivables. Il faut que l'indigène sache que son champ est bien à lui et que la récolte qu'il en tirera lui appartiendra en propre. Sans cette sécurité, le cultivateur ne cherche à faire produire au coin de terre qu'il gratte que la quantité de récoltes au-dessous de laquelle il ne lui est pas permis de descendre sans disparaître lui-même.

Cette stabilisation de la propriété n'est pas possible pour les Compagnies financières puisque la Constitution libérienne défend aux étrangers d'être propriétaires du sol, mais il sera facile d'atténuer les fâcheux effets de cette clause, en dotant la République d'une bonne réglementation permettant par exemple l'existence de baux de 99 ans. Une légère redevance annuelle serait perçue au profit du Trésor et à l'expiration du terme fixé, la République bénéficierait des plus-values dues aux améliorations apportées à la concession. Ce système s'inspire des idées chères aux économistes qui préconisent la nationalisation du sol et est déjà appliquée dans certaines jeunes sociétés Anglo-Saxonnes de l'Océan Pacifique, mais avec des modalités qui en rendent en fait, l'application un peu illusoire par suite de l'excessive durée des baux. Un usage plus modéré de ce système pourrait donner au Libéria d'excellents résultats.

Que cette méthode soit suivie, ou qu'une modification

soit apportée à la Constitution, il ne faudra pas perdre de vue que « toute l'histoire coloniale prouve surabondamment l'influence décisive que le régime des terres a sur l'avenir d'une jeune colonie (1). » Aussi nous paraît-il indispensable de procéder en cette matière avec la plus grande prudence et une mûre réflexion. Si l'on songe, en effet, qu'il faudra tenir compte des droits acquis, des intérêts du peuple Libérien, de ceux des capitalistes étrangers dont le pays ne peut se passer, des coutumes indigènes fort respectables ici comme ailleurs, on s'aperçoit que la tâche ne sera pas des plus aisées.

En premier lieu il conviendra de déterminer très exactement la composition du domaine public et du domaine privé, tant de l'État que de ses démembrements, puis d'édicter les règles qui devront accompagner l'expropriation pour cause d'utilité publique, de fixer le mode d'aliénation des terres domaniales aux citoyens libériens et aux indigènes (2), la location à long terme de portions du sol à des étrangers ou aux sociétés foncières étrangères, les obligations imposées aux concessionnaires et l'organisation du service de conservation de la propriété.

L'exploitation des forêts exigera de sérieuses garanties. Un déboisement inconsidéré modifiant le régime des pluies et le climat du pays serait de nature à troubler profondément les conditions économiques de la République. L'exemple de notre colonie de la Réunion ne saurait, à ce point de vue, être trop mis en relief, et les Américains qui se repentent aujourd'hui d'avoir gaspillé d'une façon

(1) Leroy Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*.

(2) La constitution libérienne a tracé, comme on l'a vu, des règles générales à ce sujet.

si légère leurs richesses sylvestres prendront certainement des dispositions pour empêcher le retour de faits semblables sur la Côte des Graines.

3° *Main-d'œuvre*. — Une question beaucoup plus délicate, parce qu'un bon règlement ne peut malheureusement pas la résoudre, est celle de la main-d'œuvre. Le Libéria a la bonne fortune de posséder une race qui est depuis longtemps habituée aux Européens et dont les membres s'engagent volontiers sous leurs ordres. Ce sont les Krou. Mais cette tribu ne pourra suffire lorsque l'essor économique aura pris quelque ampleur, et d'ailleurs les Krou, comme la plupart des noirs ne consentent à s'engager que pour un temps assez limité. D'une façon générale, l'Africain se met volontiers au travail, mais n'étant pas poussé par des besoins impérieux, il s'en lasse très vite et il ne soutient pas l'effort.

Comment remédier à cet état de choses qui peut entraver dès la naissance, le progrès économique du Libéria ? Encore que l'esclavage et le servage aient eu leurs apologistes, il ne saurait évidemment être question de rétablir des contraintes qui soulèvent aujourd'hui la légitime indignation des peuples civilisés. D'autre part, il n'est pas mauvais que l'indigène ne se sente pas absolument libre de se dégager sans raison et instantanément du travail qui lui a été confié. A cet égard, bien que la législation américaine les réprouve, les contrats de travail sont une excellente chose à deux conditions : 1° que le travailleur ne s'engage que pour un temps très court (un an au moins, deux au plus) ; 2° qu'il s'engage en toute connaissance de cause, et de son plein gré. L'État devra donc intervenir pour

réglementer minutieusement les contrats de travail qui ne pourront être passés que devant un fonctionnaire responsable, et après l'avis favorable d'un médecin. En outre un inspecteur spécial doit pouvoir circuler dans les propriétés, s'assurer qu'aucun abus n'y est commis, et prendre sur le champ des mesures provisoires pour sauvegarder les droits des engagés.

Mais, comme nous le disions plus haut, un règlement en cette matière est tout à fait insuffisant. Ce qu'il faut d'abord, c'est accoutumer le noir à l'idée du travail ; la contrainte n'aboutirait qu'à un échec, c'est de son propre mouvement que l'indigène doit agir ; comment l'y déterminer ?

A notre sens, la base de cette entreprise, d'ordre tout psychologique, consiste d'abord dans la *réhabilitation du travail*. Dans des pays où le travail jusqu'à un temps très rapproché de nous a été servile et imposé par la force, où l'Européen qui occupe toujours des situations de direction et représente l'aristocratie intellectuelle se trouve dans l'incapacité, alors même qu'il le voudrait, de donner lui-même l'exemple, le labeur manuel ne peut être que déconsidéré. Les Sociétés antiques où régnait l'esclavage n'ont pas échappé à cette conséquence, ainsi que le fait remarquer M. A. Croiset dans son livre « les Démocraties Antiques. » (1) Cette réhabilitation n'est possible que par des moyens indirects assez lents et divers.

Tout d'abord il faut que l'indigène n'ait pas l'impression d'avoir perdu sa liberté. Les camps où il habite doivent,

(1) *Bibliothèque de philosophie scientifique*, p. 174.

en conséquence, être largement ouverts et les heures qui ne sont pas consacrées au travail doivent être entièrement abandonnées à sa fantaisie. En second lieu les heures de travail doivent être assez réduites ; le noir se lasse vite de son ouvrage, et il faut reconnaître que même pour le natif, le climat colonial est pénible, lorsque les travaux s'effectuent en plein soleil. La troisième condition serait, quand la chose est possible, la diversité des occupations : habitué à une grande indépendance depuis son enfance et d'un naturel généralement superficiel, le noir aime la variété, le changement dans ses occupations, et peut arriver à fort bien remplir différents emplois. Je placerais en quatrième lieu des avantages matériels appréciables : bons salaires, cases confortables, nourriture abondante, divertissements, soins médicaux, vie de famille. Enfin il faudrait récompenser chaque semaine par un léger cadeau auquel le noir est très sensible, ceux qui ont le mieux travaillé.

Il ne serait pas mauvais qu'un grand nombre de noirs des Etats-Unis vinssent au Libéria, à condition que cette nouvelle immigration ne se compose point de déclassés. Il serait probablement facile de recruter dans les Etats du Sud de bons ouvriers du fer et du bois et des cultivateurs (1). A vrai dire on y a déjà songé. M. Irving, commerçant qui connaît le Libéria depuis 1858, déclarait l'an passé à un rédacteur de l'*African Mail* qui l'interviewait : « En Amérique, il y a des milliers d'Africains intelligents. Beaucoup d'entre eux, s'ils étaient encouragés, c'est-à-dire

(1) Actuellement presque tous les ouvriers d'état établis au Libéria sont d'origine Sierra Leonaise.

s'ils recevaient une aide financière pour se rendre au Libéria, seraient trop heureux de le faire. » Il est certain qu'un apport d'une cinquantaine de mille noirs d'Amérique ne pourrait que faire le plus grand bien au Libéria dont la population « civilisée » reste stationnaire.

4° *Industrie.* — Le charbon manquant très probablement dans le sous-sol libérien, de grandes industries ont peu de chances de s'implanter sur la Côte des Graines. Le marché local ne suffirait pas d'ailleurs à alimenter leurs débouchés. En outre, les productions locales ne peuvent guère trouver d'emploi que sur les marchés européens. Il est donc préférable que les entreprises de la République Noire se limitent pendant de longues années encore à l'agriculture et à l'exploitation des mines. A ce dernier point de vue, la réglementation coloniale française et anglaise pourra être mise à profit par le Libéria pour l'étude de sa législation minière. Notons que la *Liberian Development Co* a obtenu *le seul et exclusif droit* de rechercher les minerais et pierres précieuses et d'exploiter les mines dans les Comtés de Montserrado et de Maryland.

5° *Commerce.* — Le commerce au Libéria est actuellement soumis à un certain nombre d'entraves qu'il y aurait intérêt à voir disparaître le plus tôt possible. Ces entraves sont de plusieurs sortes : la première résulte de la limitation du nombre des ports d'entrée établie comme nous l'avons dit plus haut, par le Président Warner en 1865. Cette atteinte à la liberté des transactions a été justifiée dans le passé par la nécessité de mettre un terme à la fraude éhontée qui s'effectuait sur la Côte des Graines. Le Gou-

vernement libérien ne pouvait pas, en effet, assurer la surveillance de tout le littoral, ni entretenir dans chaque petit havre des agents des douanes. Il faut d'ailleurs reconnaître que le nombre des ports ouverts a été progressivement augmenté. Il comprend aujourd'hui les villes de Robertsport (Cape Mount) Monrovia, Marshall, Grand Bassa (Lower Buchanan) Cestos, Greenville, Nana Krou, Harper, Cavalla et Sesters. Les ports d'entrée comprennent outre la ville, une banlieue déterminée par une circonférence de 3 milles (4.830 m.) autour d'elles. On comprend donc que pour des raisons financières le commerce d'importation et d'exportation ne puisse s'effectuer que par certains points de la Côte, mais il est abusif d'interdire aux commerçants étrangers de s'établir ailleurs que dans ces ports. Il faut espérer que cette restriction qui compromet singulièrement le développement économique du pays sera promptement rapportée.

D'autres entraves résultent des privilèges et monopoles accordés à la *Liberian Development C^y Chartered*, et à la *Liberian Rubber Corporation*. Le jour où l'emprunt consenti par la première de ces Sociétés au Libéria (2.500.000 fr. en 1906) sera remboursé, la *Liberian Development C^y* aura perdu une grande partie de son importance au point de vue financier, et devra abandonner notamment le contrôle des douanes qu'elle détient comme garantie. Elle devra donc se limiter aux travaux dont elle a le monopole et prendra ainsi un rôle plutôt industriel que commercial. Au contraire, la *Liberian Rubber Corporation* s'occupe d'entreprises agricoles et commerciales. Comme elle a déjà abandonné contre indemnité le mono-

pole de l'exploitation du caoutchouc, il faudra dès l'expiration de sa concession ne lui renouveler aucun privilège. Sous un régime d'ordre, les compagnies de commerce et de colonisation doivent perdre tout caractère de monopole.

Les maisons de commerce étrangères actuellement établies au Libéria ne sont pas nombreuses. Trois sont allemandes : Wœrmann, Wiechers and Helm et Schultze ; deux sont anglaises, Ring et Woodin ; une hollandaise Oast Afrikaanische Gesellschaft. Il y a aussi de nombreux commerçants libériens tous détaillants.

Le commerce extérieur est peu développé puisqu'il n'atteint que 10.000.000 de francs environ (1) répartis à peu près par moitié pour les importations et les exportations. D'après Sir Harry Johnston, l'Angleterre et ses colonies interviendraient pour 3.300.000 francs, l'Allemagne pour 2.625.000 francs, la Hollande pour 1.750.000 francs, les autres pays pour 2.500.000 francs (2).

Les importations consistent principalement en objets d'alimentation (3), (morue séchée 445.000 livres anglaises (4), sucre 201.000, riz 84.000 cwt (5), lard 65.000 livres anglaises, beurre 19.400, jambon 16.200,

(1) La statistique de 1908-1909 accuse 1.025.000 dol. aux importations, et 951.000 dol. aux exportations.

(2) Commerce extérieur de 1905 à 1908 :

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL
1905.	2.994.073 francs		2.981.851 francs		5.975.924 francs
1906.	4.285.340 —		3.382.485 —		7.767.820 —
1907.	5.181.142 —		4.494.333 —		9.675.475 —
1908.	5.394.779 —		5.004.663 —		10.399.442 —

(3) Chiffres de 1908-1909.

(4) 0 k. 454.

(5) 50 k. 800.

graisse 15.300) en liquides (alcools 123.700 gallons (1), bière 19.800, vin 9 600) tissus et confections (300.000 dollars) (2), en ustensiles divers (100.000 dollars) matériaux de construction (31.000 dollars) en tabac, cigares et cigarettes (35.000 dollars) articles d'éclairage (14.000 dollars) embarcations, gréements (19.700 dol.).

Les principales exportations consistent en café (681 tonnes en 1904, 678 en 1907-1908) piassave (3), (3.342.232 kil.) huile de palme (7.457.000 litres) amandes de palme (200.000 boisseaux) (4), caoutchouc 45 tonnes.

Le café qui était autrefois la principale exportation a considérablement diminué devant la concurrence.

Droits de douane : a) Importations. — Certaines marchandises entrent en franchise au Libéria: filets, fils, ustensiles agricoles, machines de toutes sortes, outils, sacs, planches, instruments de musique et les livres destinés aux missions et aux écoles.

D'une façon générale les droits sont fixés à 12 1/2 % *ad valorem*. Cependant des droits spécifiques sont perçus sur le poisson sec, les viandes de conserve, le sucre raffiné, le beurre, le sel, le riz, le thé, le savon, le tabac, les fusils (5), les alcools, les vins, liqueurs et bières.

b) *Exportations.* — A l'exportation il existe des droits sur

(1) 4 l. 50.

(2) 5 f. 00.

(3) Fibres de *Raphia Vinifera*.

(4) 36 l. 36.

(5) Le Parlement libérien a voté le 12 février 1910 une résolution interdisant la vente des armes à feu de toute espèce et leurs munitions. On sait que des mesures très énergiques contre l'introduction des mêmes marchandises ont été prises au cours des années 1909-1910-1911 en Afrique Occidentale Française.

l'huile et les amandes de palme, le caoutchouc, la gutta-percha, l'ivoire et la piassave.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler des Compagnies de navigation qui touchent au Libéria (1). Ce sont la Wœrmann-Linie, la Hamburg-America-Linie, et la Hamburg-Bremer-America-Linie, toutes trois allemandes ; la Compagnie Elder-Dempster anglaise, et la Compania Transatlantica de Cadix, espagnole. Il est regrettable qu'aucune ligne française ne fasse plus escale dans les ports libériens.

SECTION III

Les Finances Libériennes

Les finances libériennes n'ont jamais cessé d'être dans un état déplorable. Sans doute la Constitution a bien prévu qu'aucun subside, taxe ou impôt ne peut être établi ou levé sous quelque prétexte que ce soit sans le consentement du peuple ou de ses représentants au Parlement (art. 1^{er}, section 16). Mais cet acte a négligé de s'étendre davantage sur le vote du budget, son exécution et son contrôle. Il est vraisemblable que quelques règlements administratifs ont été pris au sujet de l'administration financière, mais ils doivent être fort incomplets, et en tout cas leur exécution laisse singulièrement à désirer. Voici d'ailleurs un trait relatif au Liberia College que nous avons recueilli dans le message présidentiel de 1908, et qui peut

(1) Voir pages 108 et 109.

donner une idée de la façon dont sont administrées les finances de la République.

« Le Collège reçoit 12.000 dollars par an du Gouvernement libérien, ainsi que 12.000 dollars de fonds recueillis à Boston et à New-York. Les 12.000 dollars donnés par la République ont été régulièrement payés par le secrétaire du Trésor à l'autorité voulue du Collège. Mais cette somme est, en réalité, employée comme le Président du Collège le juge bon. Je n'ai pu m'assurer que le Conseil des Commissaires ou son Comité exécutif établisse régulièrement l'emploi de cette somme importante.

« La situation du personnel est très pénible. Ce personnel dépend financièrement des caprices du Président. Les salaires sont de trois à six mois en retard, les sommes dues aux professeurs et répétiteurs au 30 septembre s'élevaient à près de 3.000 dollars et il y a d'autres dettes. Le Président reçoit 1.500 dollars par an, mais lui seul contrôle. »

On ne peut contester au Président Barclay la franchise qu'il met à souligner au Parlement, chaque fois qu'il en a l'occasion, les tares financières de la République. Lors de son premier message, il affirmait qu'il avait l'intention d'user de son droit de veto que quelques-uns de ses prédécesseurs avaient laissé tomber en désuétude, afin de remettre un peu d'ordre dans l'administration du pays.

Nous allons étudier dans un premier paragraphe les emprunts contractés par le Libéria, dans un second les divers impôts et taxes actuellement établis, puis dans un troisième, les réformes financières qu'il serait urgent d'apporter dans la République Noire.

§ 1^{er}. — LES EMPRUNTS

Nous avons vu que c'était le Président Roye, dont la fin fut si tragiquement occasionnée par cette opération, qui conclut en 1871 le premier emprunt libérien destiné à désintéresser les porteurs des créances antérieures, et à entreprendre des ouvrages d'utilité publique.

A. *Emprunt de 1871.* — Les conditions dans lesquelles fut négocié, conclu et dépensé cet emprunt ont été vigoureusement critiquées par Sir Harry Johnston avec la sévère impartialité que l'on retrouve d'un bout à l'autre de son ouvrage. « A cette époque, écrit-il (1), le consul général du Libéria en Grande-Bretagne était un agent financier anglais nommé Chinery. Celui-ci était vraisemblablement en relations avec certaines maisons de banque qui ne paraissent pas avoir été de premier ordre. Deux commissaires libériens (W. S. Anderson et W. H. Johnson) furent chargés de se rendre à Londres et de négocier par l'intermédiaire de Chinery, un emprunt de 500.000 dollars (100.000 livres sterling) (2). Un arrangement fut conclu avec le Syndicat de banquiers présenté par Chinery dans des conditions déplorables pour le Libéria. Des bons du Trésor devaient être émis jusqu'à concurrence de 100.000 livres sterling, contre le versement en espèces de 70 000 livres sterling (3). Cet emprunt devait porter intérêt

(1) *Op. cit.*, p. 258.

(2) 2.500.000 francs.

(3) 1.750.000 francs.

(sur 100.000 livres sterling) à 7 % et la valeur totale de l'emprunt, soit 100.000 livres, devait être remboursée dans le délai de 15 ans. Ce qui signifie, qu'afin de toucher 70.000 livres d'argent, si l'arrangement avait été appliqué à la lettre, le Libéria devait rembourser aux prêteurs à la fin des 15 ans une somme totale, y compris l'intérêt annuel de 7 %, de 132.600 livres sterling (1).

« Naturellement, aux yeux des prêteurs, les garanties médiocres comptaient beaucoup. L'emprunt fut garanti par les douanes ou par une partie du revenu des douanes; mais les prêteurs alléguèrent que les droits de douanes étaient perçus d'une manière quelque peu hasardeuse et qu'il y avait souvent une insuffisance de revenus pour atteindre les dépenses d'exploitation du Libéria. Ils savaient aussi que, si le pays répudiait la dette, aucune démarche ne serait faite par le Gouvernement anglais pour en exiger le paiement. La nouvelle des conditions de cet emprunt, quand elle atteignit Monrovia, créa un vif mécontentement parmi les citoyens, mais bien qu'une protestation eut été envoyée à Chinery, l'affaire fut compliquée davantage par l'absence du Libéria du Président Roye, qui était allé en Angleterre discuter la question toujours en suspens de Gallinhas. Roye, pendant son séjour à Londres, semble avoir donné son approbation au plan de l'emprunt... Aucun compte précis n'existe qui permette de savoir quelle somme d'argent atteignit réellement le Trésor Libérien. L'estimation en a été portée seulement à 27.000 livres sterling (sur les 100.000 théoriques). En

(1) 3.315.000 francs.

admettant que 70.000 livres sterling furent réellement trouvées par les banquiers de Londres, trois années d'intérêt furent apparemment retenues ou déduites par eux de ces 70.000 livres. Cela réduisait le montant à toucher en espèces à 49.000 livres sterling (1.225.000 francs). Mais sur cette somme encore, plusieurs milliers de livres furent représentées par des marchandises et 12.000 livres (300.000 francs) furent payées en papiers plus ou moins mauvais, en billets qui ne pouvaient être remboursés qu'avec un escompte terriblement élevé. Une grande partie de l'argent semble avoir disparu avec Roye et en outre, une petite somme qui devait être apportée par W. S. Anderson n'atteignit pas le Trésor libérien, Anderson s'étant enfui à Saint-Paul de Loanda d'où il refusa de venir au Libéria à moins qu'on lui garantît qu'il ne serait pas poursuivi. D'une manière ou d'une autre, c'est peut-être une estimation généreuse que de supposer que 27.000 livres sterling parvinrent au Libéria sur ce malheureux prêt. Au regard de cette somme des bons du Trésor avaient été émis jusqu'à concurrence de 80.000 livres sterling (2.000.000 francs) principalement par le Gouvernement du Président Roye. Il est cependant douteux que des bons n'aient pas été mis en circulation jusqu'à concurrence d'une somme de 100.000 livres sterling (2.500.000 fr), mais une portion considérable d'entre eux furent en tout cas désavoués et annulés par le Gouvernement libérien (1). »

(1) Chinery, fut révoqué de ses fonctions de Consul Général de Libéria et fut poursuivi devant les tribunaux par son successeur sur l'ordre du Gouvernement libérien.

La conclusion de cet emprunt n'avait donc été d'un bout à l'autre qu'un abominable acte de brigandage. Ainsi sur une somme de 2.500.000 francs, c'est tout juste si le Libéria en avait reçu 675.000 ! Il n'est pas étonnant qu'une telle opération ait tué dans l'œuf les finances libériennes.

Le Libéria, écrasé par la charge de cet emprunt dont il n'avait pas profité, ne put faire face à ses engagements, et, lorsqu'au bout des trois premières années dont l'intérêt avait été prélevé sur le capital effectivement versé, les porteurs vinrent réclamer leur argent, ils ne purent parvenir à se faire payer. Grâce à la persévérante activité du nouveau Consul Général du Libéria à Londres, M. Hayman, il fut possible après des travaux qui durèrent de longues années, de conclure en 1898 un arrangement entre le Gouvernement Libérien et ses créanciers. En voici la traduction.

Bases de l'arrangement soumis par l'honorable A. Barclay, Secrétaire du Trésor, et l'honorable J. C. Stevens, Attorney Général du Gouvernement de Libéria, d'une part, et approuvé par le Comité des Détenteurs étrangers des titres libériens agissant d'accord avec le Conseil des Porteurs de fonds étrangers, d'autre part.

I. Les intérêts de la dette seront réduits comme suit : 3 % pendant trois ans, 3 1/2 % pendant trois ans, 4 % pendant trois ans, 4 1/2 % pendant trois ans, 5 % jusqu'à extinction. Les intérêts seront payés semestriellement en or à Londres par une banque désignée par le Gouvernement

de Libéria avec l'agrément du Conseil. Le premier versement d'intérêts sera fait le 1^{er} octobre 1899.

II. L'amortissement du principal des bons confiés au Conseil, en vertu de cet arrangement, conformément à l'article VIII commencera après cinq ans, c'est-à-dire le 1^{er} octobre 1904 par le moyen d'un fonds d'amortissement accumulé de 1 % par an, mis en œuvre semestriellement par des achats sur le marché, ou par soumissionnaires, ainsi que le Gouvernement en décidera, quand la valeur des bons est au-dessous du pair, ou par des tirages de rachat au pair, quand la valeur atteint le pair ou le dépasse. Le Gouvernement se réserve le droit d'accroître le fonds d'amortissement à tout moment ou de le faire fonctionner à une date plus rapprochée.

III. Pour les arriérés d'intérêt remontant au-delà du 31 mars 1899, le Conseil des Porteurs Étrangers émettra des certificats ne portant pas intérêt qui seront rachetés de la manière suivante : après l'extinction du principal de la dette, le Gouvernement de Libéria continuera à remettre de la manière indiquée ci-dessus, pendant une période de 4 ans, la même somme d'intérêts et la même valeur d'amortissement, payables à la date de l'extinction pour ce qui est du montant des bons qui peuvent être déposés entre les mains du Conseil pendant la période fixée par l'article VIII. Cette somme sera appliquée par les banquiers chargés du service de la dette, au rachat des certificats, soit par un paiement au prorata, soit par tirages semestriels comme il pourra être décidé par le Conseil conjointement avec le Comité. Le Gouvernement du Libéria est autorisé à acheter des certificats sur le

marché à n'importe quel moment, s'il le désire, et de participer, avec les porteurs des certificats encore en circulation, au fonds approprié à leur achat.

IV. Comme garantie pour le service de la dette, le Gouvernement assigne spécialement les droits d'exportation de 6 % par livre de caoutchouc qui doivent être payés directement par les exportateurs au Consul Général du Libéria à Londres, et qui doivent être remis par lui à la banque chargée du service de la dette. Toutes les sommes payées depuis ce jour au Gouvernement par le *Liberian Rubber Syndicate* actuel, ou par tout autre syndicat ou compagnie qui pourront lui succéder seront appliquées de la même manière au service de la dette.

V. Dans le cas où le produit des droits d'exportation sur le caoutchouc dans la durée des premiers cinq ans dépasserait la somme requise pour le paiement de l'intérêt de la dette au taux fixé par l'article premier, ce surplus sera affecté à l'amortissement. Dans le cas où après la cinquième année il y aurait un surplus provenant de la même source, après qu'il aura été pourvu au paiement de l'intérêt et de la constitution du fond d'amortissement accumulatif de 1 % prévu par l'article II, ce surplus sera appliqué à un amortissement additionnel.

VI. Le service de la dette sera en outre garanti sur le revenu général des douanes de la République, étant bien entendu que l'acceptation de ces bases d'arrangement de la part du Conseil et du Comité est liée à l'organisation d'un contrôle effectif par le Comité, de la perception satisfaisante des droits de douane ; et que toute insuffisance dans le produit des droits d'exportation sur le caoutchouc, néces-

saire au service de la dette extérieure, sera récupéré tout d'abord sur les revenus provenant des recettes générales des douanes, sous réserve seulement de l'acquittement préalable des frais de perception et le paiement d'intérêts n'excédant pas 6 % par an sur toute avance faite par le syndicat ou la compagnie qui pourra être formée pour entreprendre la perception desdits revenus.

En tout cas, la somme entière d'or requise pour le service semestriel de la dette doit être remise aux mains des banquiers de Londres, une quinzaine au moins avant la date d'exigibilité des coupons selon les modifications du présent arrangement.

Le Gouvernement paiera aussi au même moment à la Banque la commission usuelle pour l'administration du service de la dette.

VII. Les titres de 1871 devront être déposés au Conseil et timbrés au recto pour assentiment au nouvel arrangement et les coupons recevront mention de la modification des dates et des taux de paiement selon les termes de l'article 1^{er}, ou bien de nouvelles feuilles de coupons seront imprimées et rattachées aux titres. Si un droit de timbre est dû au Trésor anglais pour cette opération, le coût en sera supporté par le Gouvernement du Libéria.

VIII. Pour participer au présent arrangement les titres devront être déposés au Conseil des Porteurs de Fonds Étrangers dans le délai d'une année à partir de la date de son acceptation par les porteurs de titres.

IX. En cas de défaut d'un des paiements visés par le présent arrangement, ou de manquement d'exécution des

conditions qui s'y trouvent formulées, les droits actuels des créanciers seront remis en vigueur.

X. Cet arrangement devra être soumis à la ratification d'abord du Parlement Libérien, et ensuite d'une décision de l'Assemblée Générale des porteurs de titres convoqués par le Conseil.

XI. Une somme raisonnable sera payée par le Gouvernement au Conseil pour ses dépenses et ses services, à fixer d'accord entre lui et le Consul Général du Libéria.

Londres, le 28 septembre 1898.

Pour le Gouvernement du Libéria :

Arthur BARCLAY,
Secrétaire du Trésor.

J. C. STEVENS,
Attorney général.

Pour le Comité des porteurs de titres libériens :

C. W. FREEMANTLE.
Vice-Président du Conseil, Président par intérim.

Cet arrangement fut approuvé tel quel, mais le délai qu'avaient reçu les porteurs de titres pour les déposer au Conseil fut prolongé de six mois. A l'expiration du temps fixé, les titres déposés et timbrés s'élevèrent à la somme de 78.250 livres sterling (1.956.250 fr.). Le Gouvernement libérien refusa d'accepter les bons après clôture.

En vertu de l'article 3 de la Convention de 1898, les porteurs de fonds libériens renonçaient aux 24 annuités en retard (soit environ 4.000.000 fr.) contre le versement, une fois le capital de la dette éteint d'une somme de 469.150 francs ($4 \times 782 + 4 \times 3.912 = \text{£ } 15.648$).

Le Trésor libérien est donc redevable aux créanciers porteurs de titres de l'emprunt de 1871 d'une somme de 1.956.250 francs + 469.150 francs = 2.425.400 francs, dont il faut déduire 7 ans d'amortissement à 782 livres par an, soit net 2.288.550.

Le service de cet emprunt exige annuellement (1^{er} octobre 1911) :

Intérêt 5 % à compter du 1 ^{er} octobre 1911	}	= £ 3.639
sur £ 78.250 moins amortissement de		
7 ans à £ 782 par an = £ 5.474. . .		
1 % sur £ 78.250 au fonds d'amortissement	£	782
	£	4.421

B. Emprunt de 1906. — En 1904, Sir Harry Johnston, directeur-gérant et Président de l'Union Mining C^y of Liberia, offrit un prêt de 100.000 livres (2.500.000 fr.) au Gouvernement libérien.

Cet emprunt fut accepté par la législature le 5 janvier 1906, et un accord fut conclu entre le Gouvernement libérien d'une part et la Liberian Development C^y et MM. Erlanger et C^y de Londres, de l'autre. Ces derniers versaient au crédit de la Liberian Development C^y une somme de 100.000 livres jusqu'à ce que l'Union Mining C^y of Liberia put se réorganiser dans la Liberian Development C^y Chartered and Ld. Cette compagnie pourrait émettre des certificats pour l'emprunt.

Le Gouvernement libérien devait recevoir sur ce prêt 30.000 livres (750.000 francs) pour liquider les dettes intérieures, le reste devant être dépensé par la Liberian

Development C^y : 1^o pour la construction des routes selon le « Road Scheme » (projets de voies de communication); 2^o pour liquider les dettes de la Compagnie sans que les dépenses pussent excéder de ce chef 7.000 livres; 3^o pour fournir les fonds de roulement d'un projet de banque ou pour les autres besoins de la Compagnie.

Le Gouvernement devait payer au reçu des 30.000 livres l'intérêt total du prêt de 100.000 livres et s'engageait à placer les douanes sous le contrôle de deux fonctionnaires anglais; les droits devaient être payés en or, et ne pouvaient être diminués sans l'autorisation de la Banque Erlanger.

Ni le projet de route ni celui de la Banque n'avaient été publiés.

Malgré de pressantes demandes du Gouvernement, répétées à plusieurs reprises, la Compagnie ne donna aucun des comptes demandés pour l'année 1906 ni pour l'argent dépensé. Le Gouvernement, craignant que le solde des sommes dues au delà des 30.000 livres versées ne fut entièrement perdu, insista pour qu'une nouvelle convention fût conclue entre le Gouvernement d'une part, MM. Erlanger et la Liberian Development C^y de l'autre. Ce nouvel accord fut signé le 18 novembre 1907 et accepté par la Législature le 8 février 1908, il excluait entièrement la Liberian Development C^y des opérations relatives à l'emprunt de 100.000 livres qui lui avaient été confiées, lui laissant seulement les droits qui lui étaient conférés par la convention sur la Mining Union C^y.

Après l'acceptation de la nouvelle convention, et pour éviter la liquidation de la Liberian Development C^y,

MM. Erlanger promirent de payer à celle-ci pendant trois ans, 2.000 livres par an. La législature refusa d'endosser toute responsabilité au sujet des sommes payées par la maison Erlanger à la Development Cy.

Lorsque la Liberian Development Cy. fournit ses comptes, une balance de livres sterling 30 663-5/6d put être portée par MM. Erlanger, à la fin d'avril 1908 au crédit du Gouvernement, faisant ainsi ressortir les sommes dépensées par la Liberian Development Cy. à livres sterling 39.336.4/6d. On accorda comme garantie de cet emprunt le revenu total des douanes du port de Monrovia.

Pour le rachat de l'emprunt, un fonds d'amortissement fut établi au moyen du prélèvement de 5 % sur le revenu des douanes au-delà de 50.000 livres; MM. Erlanger devaient en outre recevoir comme indemnité pour administrer l'emprunt, 5 % sur les recettes des douanes au delà de 50.000 livres sans que cette commission pût excéder 2.000 livres par an.

Le service de cet emprunt exige :

Intérêt à 6 %	£ 6.000
Amortissement actuel environ	£ 1.500
Commission Erlanger	£ 1.500
	£ 9.000

C. Dette Intérieure. — La Libéria ne s'est pas contenté de ces deux grands emprunts extérieurs. Il a aussi contracté une dette intérieure rapidement croissante qui, selon le message du Président Barclay de décembre 1910 atteignait à cette date 554.164 dollars (2.770.820 francs), sans compter les arriérés dus à la Liberian Frontier Force.

La dette intérieure a été presque totalement contractée dans les maisons de commerce européennes établies au Libéria et principalement auprès des maisons allemandes. Voici quel en était le décompte en 1909 :

A. Dettes de l'État :

1° Bons du Gouvernement à 3 % créés en 1907-1908, environ	100.000	dollars.
2° Bons du Gouvernement à 6 % environ	30.000	—
3° Dette envers la maison Wiechers and Helm	20.590	—
Dette envers la maison Oost Afrikaansche Gessellschaft	20.500	—
Dette envers la maison Wœrmann	28.221	—
4° Bons du secrétaire du Trésor	16.051	—

Pour payer la dette qu'il a contractée envers la maison Wœrmann le Gouvernement a autorisé cette firme en 1907-1908, à percevoir une taxe sur les manœuvres employés par les navires allemands. La moitié de cette taxe revient à la maison Wœrmann, l'autre au Gouvernement libérien.

B. Outre les dettes d'État, il existe aussi des dettes des Comtés. Ces dernières étaient évaluées en 1909 de la manière suivante :

Dettes du Comté de Montserrado	50.000	dollars.
— de Grand Bassa	7.500	—
— de Sino.	14.300	—
— de Maryland	14.300	—

Le total du passif libérien atteignait donc officiellement le 1^{er} janvier 1911 environ 7 millions de francs.

§ 2. — REVENUS DE LA RÉPUBLIQUE

Les impôts et taxes établis dans la République de Libéria sont les suivants :

1° *Droits de douane* (Voir page 160).

2° *Royalty on Rubber*, droit d'exportation sur le caoutchouc et la gutta-percha, de 6 cents par livre, qui doit être payé par la Liberian Rubber Corporation au Consul Général du Libéria à Londres pour le service de l'emprunt de 1871. Au cours de la Législature de 1906-1907, la Liberian Rubber abandonna le monopole de l'exploitation du caoutchouc avec le consentement des Chambres et du Gouvernement contre une indemnité de 6 cents par livre de caoutchouc exporté.

3° *Impôt foncier* : 0 fr. 50 % de la valeur. Une moitié est attribuée aux communes, une moitié au Gouvernement.

4° *Taxe sur les électeurs* : 1 livre par tête pour ceux qui ne payent pas l'impôt foncier.

5° *Navy Taxes*. Tout citoyen qui n'acquitte pas la taxe sur les électeurs paye 60 cents par an.

Taxe sur les manœuvres embarqués pour le service sur la Côte : 4 dollars par tête. Dans les territoires de Grand Cape Mount et de Marshall, ainsi que dans le Comté de

Grand Bassa, l'embarquement de ces manœuvres est rigoureusement interdit.

La taxe sur les employés maritimes (matelots, canotiers, etc.) est de 1 dollar par homme et par voyage. Les engagés ne doivent travailler qu'à bord des navires et revenir avec le même bateau ; ils s'absentent de 20 jours à 1 mois $1/2$.

Ces taxes profitent au Gouvernement.

6° *Licences :*

a) Licence pour les produits alimentaires solides au détail : 6 dollars.

b) Licence pour les produits alimentaires solides en gros : 12 dollars.

c) Licence pour les liquides au détail : 150 dollars.

d) Licence pour les liquides en gros : 300 dollars.

La moitié du produit des licences est affecté au Trésor d'Etat, l'autre moitié aux communes.

Les revenus totaux étaient estimés dans le message de 1910 à 400.000 dollars.

Les revenus des douanes de 1905 à 1909 (années complètes du 1^{er} avril au 30 mars) sont les suivants :

1905-1906		230.580 dollars.
1906-1907		327.913 —
1907-1908		376.684 —
1908-1909		355.208 —

Il n'existe d'autre monnaie libérienne que quelques pièces divisionnaires et surtout de billon à l'effigie de la République ; et bien que les habitants comptent par l'ars, la monnaie anglaise est seule acceptée partout.

3. — RÉFORMES FINANCIÈRES

Le projet d'emprunt américain a pour but de rembourser tout le passif libérien (1) mais, ainsi que l'a fait très justement remarquer l'auteur de l'article publié dans le numéro du mois de janvier du *Bulletin du Comité de l'Afrique française* et modestement signé des initiales R. C., il sera nécessaire de faire rapidement un nouvel appel au crédit à bref délai. Une fois la dette unifiée et les finances assainies, si l'on veut vraiment tirer un sérieux parti des richesses de la Côte des Graines, il faudra disposer de sommes importantes.

Ces moyens d'action ne devront évidemment pas être calculés d'après les besoins du pays : tout est à faire, mais d'après ses forces contributives immédiates. Les recettes évaluées actuellement à 400.000 dollars (2.000.000 francs) peuvent être doublées en réorganisant les taxes et le service de perception, et surtout en soumettant les indigènes au paiement d'une taxe de capitation de 2 à 3 francs par an.

Or si l'emprunt de liquidation est émis à 5 % il faudra prévoir pour le paiement de ses intérêts une somme annuelle de 375.000 francs ce qui laisserait 3.625.000 francs de disponible sur un budget de recettes de 4.000.000 francs. Il serait très possible, sur ce revenu, de gager un second emprunt de 6.000.000 francs à 5 % destiné à la création

(1) D'après le rapport de M. Deschanel sur le budget des affaires Etrangères pour l'année 1911, l'emprunt libérien de liquidation s'effectuerait par l'intermédiaire d'une banque de New-York, la maison Kuhn Loeb et Cie, de concert avec des établissements financiers des trois autres Etats intéressés.

immédiate de l'outillage économique indispensable. L'administration locale pourrait donc disposer de 3.225.000 francs par an, recette très suffisante pour assurer le fonctionnement des services publics, puisque notre colonie voisine de la Côte d'Ivoire, dont la superficie dépasse le double de celle du Libéria se contente pour 1910 de 5.500.000 francs.

A notre avis ce budget pourrait être divisé en trois parties sensiblement égales d'un million chacune. La première serait affectée à l'entretien d'une force de police unique (constabulary) d'un millier d'hommes organisés à l'européenne et destinés à soumettre les indigènes récalcitrants, en même temps qu'à assurer l'ordre, tant sur les frontières, que dans les villes. La deuxième partie serait affectée à des travaux d'utilité publique. La troisième enfin serait réservée à l'administration du pays proprement dite.

En réalisant des réductions de personnel, il serait possible de relever les soldes et indemnités ridicules que le Libéria alloue actuellement (1). Par exemple le nombre des ministres pourrait sans inconvénient être ramené à deux : un pour l'intérieur, un pour les finances ; les fonctions de ministre des affaires étrangères étant confiées au Président de la République lui-même, comme en Suisse (2).

(1) Sir Harry Johnston (p. 352) déclare qu'il est absolument nécessaire aussitôt que les revenus du pays donneront des signes d'augmentation d'élever le taux des salaires des fonctionnaires, les traitements actuels étant notoirement insuffisants depuis le Président de la République jusqu'aux douaniers.

(2) Il est encore difficile de présumer jusqu'où l'intervention des Etats-Unis se fera sentir au point de vue politique. Cependant il nous semble que les termes de la convention signée avec la France, l'Allemagne et l'Angleterre maintiennent au Libéria tous les droits d'une nation indé-

Sous l'autorité du ministre de l'Intérieur seraient placés les services de l'administration proprement dite, des travaux publics, de l'enseignement, de la police et des prisons ; le ministre des finances ayant autorité sur le Trésor, les douanes, les contributions et les postes.

Quant au service judiciaire on pourrait en confier la direction à un Attorney General, remplissant, comme aujourd'hui d'ailleurs, les fonctions du Ministère Public près la juridiction supérieure de l'Etat.

Chacun des services que nous venons d'énumérer exigerait aussi de profonds remaniements. L'administration intérieure pourrait se composer d'un surintendant à la tête de chacun des 4 comtés lesquels seraient divisés au total, en une dizaine de districts dirigés par des administrateurs (commissionners). L'enseignement actuel serait supprimé : une seule école supérieure scindée en plusieurs sections remplirait à la fois le rôle d'Ecole Normale, d'Ecole d'Agriculture, Professionnelle et Commerciale, d'Ecole préparatoire aux fonctions publiques ; les jeunes gens désireux de devenir médecins, ingénieurs etc., allant étudier dans des universités étrangères. Les écoles primaires seraient maintenues et développées.

Un personnel spécial à chacune de ces branches, peu nombreux, mais soigneusement recruté, serait chargé des

pendante au point de vue extérieur puisqu'ils affirment que la République ne perd rien de ses droits de souveraineté (voir page 106) Les Etats-Unis se bornent à prêter leur personnel diplomatique et consulaire au Libéria. Mais, en fait, il est certain que l'action de la Grande République sera décisive au point de vue des relations extérieures puisqu'elle pourra empêcher ses agents d'agir dans un sens qu'elle n'approuverait pas, or c'est par ces mêmes agents que le Libéria devra communiquer avec les autres Etats.

Douanes et Contributions d'une part, du service du Trésor d'autre part. Les Douanes et Contributions pourraient comprendre 25 fonctionnaires et une centaine de préposés du cadre actif, le Trésor une dizaine d'agents. La séparation des comptables, des ordonnateurs et des personnes chargées de l'assiette des taxes et de leur perception serait ainsi réalisée au grand bénéfice de l'Etat.

En dernier lieu, le service judiciaire serait simplifié, selon le vœu même du Président Barclay qui, dans son message de 1910, affirmait que 5 à 6 magistrats suffiraient. Au dessus de ces juges de paix prendrait place une seule Cour d'Appel composée d'un président, de deux assessseurs, d'un attorney général et d'un substitut. Cette juridiction pourrait se transformer en Cour suprême par l'adjonction de deux instructeurs américains.

Nous n'avons pas encore parlé des Sénateurs et des Députés. Il nous semble qu'il n'y aurait que des avantages à réduire le nombre des premiers à 4 (1 par comté) et celui des seconds à 8 (répartis selon l'importance de la population). Un pays de 80.000 kilomètres carrés et d'une population inférieure à 1 million d'habitants n'a, en effet, besoin que d'une représentation restreinte. L'indemnité parlementaire pourrait être unifiée au taux unique pour les Sénateurs et Représentants, de 3.500 francs par an.

Ces réformes permettraient d'équilibrer ainsi le budget de la République :

Dotation du Président de la		
République	30.000 f.	
Dotation du Vice-Président		
et de 2 ministres	45.000	
7 chefs de service à 10.000 .	70.000	
Bureaux du Gouvernement		
et des services	50.000	
4 surintendants à 10.000 .	40.000	
10 administrateurs à 6.000 .	60.000	
Bureaux des surintendants		
et des administrateurs. .	50.000	
Enseignement	150.000	
Service judiciaire	80.000	
Postes, Douanes et Contri-		
butions, Trésor	300.000	
Service de Santé	100.000	
6 instructeurs techniques		
américains	150.000	
Indemnités parlementaires		
et bureaux	75.000	
	1.200.000 f.	1.200.000 f.
Troupe de police (Constabulary)	1.000.000	
Travaux publics et matériel	1.000.000	
Intérêts de l'emprunt de liquidation. . . .	350.000	
Intérêts de l'emprunt économique.	300.000	
Amortissement	150.000	
		4.000.000 f.

Le régime financier des communes serait également

refondu. Les ressources des villes pourraient comprendre une taxe d'octroi de mer de 1 % en plus des droits de douanes, dont le produit serait ensuite réparti entre les communes au prorata de leur population, de droits de place sur les marchés, de taxes de propreté (balayage, etc.), de remboursement de services rendus (eau, éclairage, voirie, etc.), enfin une taxe de capitation de 2 à 3 francs en sus de celle due au Trésor central.

Enfin, pour ne pas écraser le budget par le poids si lourd de pensions de retraite, nous proposerions la création d'une Association Mutuelle obligatoire pour tous les employés de l'État et des villes, sans aucune subvention du Trésor, du moins pour le moment.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES AMÉRICO-LIBÉRIENS. — L'AVENIR DU LIBÉRIA

En France, les mots : République de Libéria, éveillent une hilarante mascarade de nègres grotesques déguisés à l'euro péenne, imitant d'une manière ridicule et outrée les institutions et les habitudes sociales américaines.

Cet état d'esprit, qui n'est pas spécial à nos compatriotes, blesse à juste titre les Libériens et n'a certainement pas peu contribué à les mettre sur la défensive chaque fois que les Européens leur ont offert leurs services. Il est évidemment regrettable que les colons américains aient cru devoir introduire sur la Côte des Graines la « religion du chapeau haut-de-forme », mais il faut reconnaître que les indigènes des colonies anglaises voisines et les noirs de nos vieilles colonies éprouvent pour le chapeau de soie une attraction qui n'est pas moins irrésistible. Si quelques-uns de nos vêtements font un fâcheux effet sur le corps des Africains, certains autres ne les ridiculisent pas le moins du monde. Ceux qui ont constaté la tournure dégagée de nos tirailleurs sénégalais ne peuvent nier qu'elle provient en grande partie de l'uniforme de coupe incontestablement européenne, que ces militaires portent très crânement.

Les vêtements indigènes très amples et mal ajustés, ne conviennent, comme la toge romaine, qu'à des gens qui ne pratiquent pas les travaux manuels : rien n'est plus lamentable qu'un maçon noir embarrassée dans un « boubou. »

La question du costume n'est d'ailleurs qu'un point secondaire. On reproche aussi aux Américo-Libériens d'avoir calqué leurs institutions politiques et administratives sur celles des États-Unis. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer (1) que s'ils se sont effectivement inspirés de la Constitution américaine, les Libériens étaient loin de l'avoir copiée servilement et qu'ils ont su en adapter très convenablement les principes à un État différemment organisé. Au surplus, nous estimons qu'il était bien difficile à d'anciens esclaves libérés, dont la plupart n'avaient reçu aucune instruction, de se donner du jour au lendemain une Constitution modèle adaptée à leur race et au climat tropical ; les difficultés que rencontrent à cet égard les peuples civilisés de l'Europe, et particulièrement les variations survenues dans notre propre législation sur ce point depuis 1789, devraient nous porter à une certaine indulgence. Enfin, il faut bien remarquer que jusqu'au jour de la proclamation de la Constitution libérienne, les Établissements de la Côte des Graines ont vécu sous la dépendance de Sociétés américaines dont l'intervention a été certainement prépondérante dans la rédaction de la Constitution ; or, il est fatal que, dans un pays neuf, les instructeurs étrangers copient plus ou moins les institutions de leur pays : cela se voit tous les jours dans l'œuvre

(1) Voir page 87.

des missions militaires et administratives mises à la disposition d'États secondaires par les Nations européennes.

Soit, dira-t-on, mais les Américo-Libériens n'ont pas réussi dans leur tentative de « Self Government » : leur administration est comme paralysée, leur action sur les autres noirs insignifiante, la gabegie sévit un peu partout, les finances sont déplorablement gérées. Nous répondrons que la République Noire n'a pas un siècle d'existence et n'est autonome que depuis 64 ans, qu'elle a dû péniblement lutter pour établir, affermir puis sauvegarder son indépendance, que des financiers anglais véreux l'ont audacieusement volée en 1871, que les fonctionnaires mal payés confondent le budget de l'État et le leur. Rien n'autorise à conclure qu'il devait, qu'il doit en être toujours ainsi. En effet, la vraie raison pour laquelle les Libériens n'ont point réussi, c'est que l'éducation politique du peuple n'était point faite et qu'en ne s'occupant guère que de politique, les citoyens de la petite République ont par trop négligé le développement économique de leur pays.

Au Libéria, comme dans tous les pays où il a reçu le bulletin de vote, le noir a passé du jour au lendemain de l'état d'esclave à celui de citoyen libre. On ne peut s'étonner qu'il fasse de ces droits subitement acquis un usage peu conséquent. Il aurait fallu lui ménager l'étape, en raccourci, sans doute, mais réelle cependant, par laquelle nous avons nous-même passé. Cette préoccupation était d'autant plus nécessaire que les noirs ont une propension très marquée pour les luttes politiques qui trouvent dans certains défauts de leur caractère : vanité excessive, besoin de commander,

de parler haut, de faire sentir leur supériorité, un aliment trop favorable.

Il serait donc nécessaire que les préoccupations politiques des Libériens fussent réduites au minimum et que leurs facultés fussent dirigées vers des buts plus pratiques. La race active qui vient de prendre la République Noire sous sa protection pourra donner aux habitants de la Côte des Graines d'utiles leçons d'énergie et de constance dans les entreprises. Cette œuvre rencontrera incontestablement de sérieuses difficultés. Jusqu'à ce jour « les contrées tropicales n'ont pu voir s'épanouir des civilisations brillantes, elles n'ont pas vu de races laborieuses et industriellement fécondes. La nature y semble décourager la production aussi bien par ses libéralités que par ses violences. Dans ces heureux climats où le pain pousse comme un fruit, où la température dispense de songer au vêtement, l'homme s'habitue à compter sur la nature et s'épargne l'effort (1) ».

En outre les Libériens devront se garder de l'excessive religiosité protestante que ceux qui les connaissent bien leur reprochent, qu'ils cessent d'ériger la Bible en fétiche (2). Enfin ils feront bien d'établir des droits très élevés sinon prohibitifs sur les boissons alcooliques de toute nature pour sauvegarder (il en est temps encore) les habitants du pays d'un fléau qui menace d'abâtardir toute une race.

Ce sont là sans doute de sérieux obstacles à vaincre. Ils ne nous paraissent toutefois pas insurmontables car les Libériens n'ont pas que des défauts : ils ont aussi leurs

(1) Gide, *Principes d'Economie politique*, 1909, p. 75.

(2) Sir Harry Johnston.

qualités. Ils sont doux, et à ce point de vue diffèrent singulièrement des noirs d'Haïti qui ne permettent pas à une année de s'écouler sans faire une ou plusieurs révolutions dont le passage laisse chaque fois des traces sanglantes ; ils sont intelligents et « mentalement plus près de l'Européen que du noir (1) ».

Le petit nombre des citoyens libériens estimé à 12.000 descendants d'originaires d'Amérique et à un nombre peut-être égal de noirs qui ont pris la manière de vivre des colons sera probablement une cause d'infériorité qui n'est pas à dédaigner. Nous avons déjà proposé comme remède l'introduction dans le pays d'une cinquantaine de mille noirs ou mulâtres des États-Unis, mais le vrai but à atteindre serait de rendre progressivement les 600.000 à 700.000 indigènes qui habitent le sol de la République, capables de prendre une part active au développement économique et social du pays. Ce faisant, les citoyens libériens réalisent un des plus nobles buts dont leur déclaration d'indépendance et leur Constitution (2), ont posé le principe, à savoir que « la race noire est également susceptible des mêmes améliorations et qu'elle est capable d'un même perfectionnement que la race blanche dans tout ce qui pare et dignifie l'homme. » Une fusion plus intime avec les autochtones rendra ainsi aux Américo-Libériens une constitution physique plus vigoureuse et permettra par ailleurs à la population de la République de se donner, si les Américains y consentent, des institutions originales

(1) Sir Harry Johnston. Les confessions protestantes les plus répandues au Libéria sont les suivantes : méthodiste, anabaptiste, presbytérienne et luthérienne.

(2) Article V, section XV.

et appropriées à leur race et au climat dans lequel elle vit.

*
* *

L'avenir du Libéria est donc aujourd'hui confié aux Etats-Unis, mais la France ne s'aurait se désintéresser de la petite République Noire. La part qui nous est réservée dans la dette Libérienne soit 1.500.000 francs et dans le contrôle des douanes où nous sommes représentés par un délégué spécial; le poste de radiotélégraphie prochainement en état de fonctionner et relié à notre réseau de l'Afrique Occidentale; une longue communauté de frontière en bordure de nos colonies de la Côte d'Ivoire et du Dahomey appellent de notre part une attention soutenue. Peut-être les Etats-Unis, sûrs de notre désintéressement politique et désireux d'utiliser les brillantes qualités dont nos officiers et nos fonctionnaires ont fait preuve dans les pays tropicaux tiendront-ils à s'assurer le concours de quelques-uns d'entre eux, notamment en conservant à la tête du service de l'hygiène le Docteur Jourdran qui en a été le savant et habile organisateur.

Il appartient maintenant à nos commerçants de renouer leurs relations malheureusement interrompues avec le Libéria. D'une façon générale, les rapports entre les diverses possessions étrangères de la Côte Occidentale d'Afrique sont mal assurés. Il serait pourtant excellent pour notre influence de les voir se développer entre les Colonies française, anglaise, portugaise, allemande et le Libéria. La Compagnie des Messageries Africaines relie déjà par un service régulier la Gambie et la Guinée portugaise au Sénégal. Il n'y aurait que des avantages à voir s'étendre

ce service de cabotage de Dakar à Lagos par une ligne touchant aux principaux ports de la Côte.

Par ailleurs, le jour où l'Hinterland sera pacifié nos maisons de commerce pourront entreprendre de fructueuses opérations en territoire libérien et relier ainsi leurs comptoirs de la Haute-Guinée à la Côte des Graines.

Ce n'est pas sans une certaine émotion, avivée par la venue en Afrique d'une nation qui, jusque là, avait tourné son expansion vers une autre partie du monde que la presse française a exprimé pendant les années 1910 et 1911 le regret que notre pays n'ait pu, en raison des circonstances, être appelé à diriger effectivement le Libéria dans la voie du progrès. Devant le fait accompli, c'est maintenant l'avenir qu'il nous faut envisager et non un passé aboli. Les citoyens de la petite République qui ont pu constater à maintes reprises quel bienveillant intérêt la France leur portait, peuvent être assurés que cet intérêt pour être désormais moins direct n'en sera cependant pas moins profond. Ce sera toujours avec une réelle sympathie que nous verrons, et qu'au besoin nous aiderons, les courageux efforts que les Libériens feront pour démontrer leur aptitude à fonder avec l'aide de la Grande République fédérale un État digne de ce nom.

APPENDICE N° 1

BIBLIOGRAPHIE

1° (D'après Sir Harry Johnston)

I. Histoire du Libéria jusqu'en 1822

A History of Ancient Geography, by Sir E. H. BUNBURY, (1883).

Prince Henry the Navigator, by Charles-Raymond BEAZLEY, (1895.)

The chronicle of the Discovery and Conquest of Guinea, translated from the Portuguese, by Gomez EAUNES DE AZURARA, by C. R. BEAZLEY and Edgar PRESTAGE (1899).

Chronica do Descobrimento e Conquista de Guiné, pelo chronista Gomez EAUNES DE AZURARA (édition Visconde DE SANTAREM, 1841).

Relation des voyages à la Côte Occidentale d'Afrique d'Aloise de Ca'da Mosto (1455-1457), publiée par M. Charles SCHEFER, 1895.

Considération sur la priorité des découvertes maritimes sur la Côte Occidentale d'Afrique aux XIV^e et XV^e siècles, par L. G. BINGER, (publié par le Comité de l'Afrique Française, 1904.)

Memoria Sobre a Prioridade dos Descobrimentos Portuguezes na Costa d'Africa Occidental, pelo Visconde DE SANTAREM, 1841.

Revista Portugueza Colonial e Maritima, 1898.

Les derniers jours de la Marine à Rames, par l'amiral Jurien DE LA GRAVIÈRE, 1885.

Les marins du XV^e et du XVI^e siècle, par l'amiral Jurien DE LA GRAVIÈRE, 1879.

Levinus Hulsius, theil VII, Siebende Schiffart, etc..., 1606.

Levinus Hulsius, theil XIX, Brann's *Voyages to Guinea*, 1626.

Hakluyt's Voyages.

Description de l'Afrique, traduite du flamand d'O. DAPPER, 1686.

Remarques sur les Côtes d'Afrique, et notamment sur la Côte d'Or, pour justifier que les Français y ont été longtemps auparavant les autres nations, par VILLAUT DE BELLEFONDS, (1666-1667).

Description of the Coast of Guinea, by William BOSMAN. 1721.

A New Voyage to Guinea, etc..., by William SMITH, 1745.

Essay on Colonisation, by C. B. WADSTROM, 1795.

A History of the Colony of Sierra-Leone, Western Africa, by Major J.-J. CROOKS, 1903.

A Historical Account of Discoveries and Travels in Africa, by John LEYDEN, 1817.

Article on « Slavery » in *Encyclopædia Britannica*, 9th edition.

II. Histoire de l'État de Libéria depuis sa Fondation en 1822

The Life of Jehudi Ashmun, by the Rev. Ralph. RANDOLF GURLEY, 1835.

Report of the Rev. R. R. GURLEY on Libéria, 1850.

The African Repository, 1825 to 1892.

Twenty years of an African slave-trader, by captain Théodore CANOT, 1854.

Wanderings in West Africa, by an F. R. G. S. (the late Sir Richard BURTON), 1862.

The African Sketch-book, by Winwood READE, 1873.

Libéria : Histoire de la Fondation d'un État nègre libre, by Colonel WAUWERMANS, 1885.

History of the Colonisation of Africa by Alien Races, by Sir Harry JOHNSTON, 1905.

The Story of Africa and its Explorers, by D^r Robert BROWN, 1892.

The Map of Africa by Treaty, by Sir Edward HERTSLET, 1894.

III. Biologie, Anthropologie, etc...

Reisebilder aus Liberia, by J. BUTTIKOFER, 1890.

A Grammar of the Vei (Vai) Language, by the Rev. S. W. KOELLE, 1854.

Polyglotta Africana, by the Rev. S. W. KOELLE, 1854.

Les Peuplades de la Sénégambie, by L. J. B. BÉRANGER-FÉRAUD, 1879.

The Modern Languages of Africa, by Robert NEEDHAM-CUST, 1883.

Christianity, Islam, and the Negro race, by D^r Edward WILMOT BLYDEN, 1857.

De la Côte d'Ivoire au Soudan et à la Guinée, par le capitaine D'OLLONE, 1901.

La Boucle du Niger, par le colonel L. G. BINGER, 1890.

Notre Colonie de la Côte d'Ivoire, by MM. VILLAMUR et RICHAUD.

Journal of the African Society, 1902-1905.

2^o Ouvrages non contenus dans l'énumération donnée par Sir Harry Johnston

Narrative of a journey to Musardu, the Capital of the Western mandingoes, by B. K. ANDERSON, New-York, 1870.

The independance of Liberia, by H. R. W. JOHNSON, Monrovia, 1882. in-8°.

Liberia : apuntes historicos y geographicos, R. MONNER-SANS, Barcelona, 1884, in-8°.

La République de Libéria, par le R. P. P. BOURZEIX, Paris, 1887, in-8°.

A Chapter in the history of Liberia, by Dr E. W. BLYDEN, Free Town, 1892, in-8°.

France versus Liberia, by J. H. DENNIS, Sierra-Leone, 1892, in-12.

Short sketches of the lives of five of the Fathers of Liberia, by J. P. ARTIS, 1897, in-12.

The bright side of african life, by W. H. HEARD, Philadelphia, 1898, in-8°.

Un État nègre. — La République de Libéria, par M. DELAFOSSE. (*Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, Paris, 1900), in-4.

Les Libériens et les Baoulés. — Nègres dits Civilisés et nègres dits sauvages, par M. DELAFOSSE. (Publication de *Les milieux et les Races*, Paris 1904).

A few words on Liberia, par M. DELAFOSSE, *West african Mail*, June 1904.

Article de M. DELAFOSSE, paru en 1907, dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*.

Libéria, by Sir Harry JOHNSTON, Londres, 1906, 2 vol. illustrés.

Dr Walter VOLZ, *Reise durch das Hinterland von Liberia im Winter, 1906-1907. Nach Seinen Tagebuchern bearbeitet von Rudolf Zeller*, A. FRANCKE, Berne, 1911.

La Géographie du 15 août 1911.

La Dépêche Coloniale Illustrée du 30 juin 1910.

Nombreux articles de presse, notamment dans la *Dépêche Coloniale* de 1909, 1910 et 1911.

APPENDICE N° 2

CONVENTION **de Délimitation franco-libérienne** **du 8 décembre 1892,** **approuvée par la loi du 31 juillet 1894**

Article premier. — Sur la Côte d'Ivoire et dans l'Intérieur, la ligne frontière entre les possessions françaises et la République de Libéria sera constituée comme suit, conformément au tracé porté sur la carte annexée au présent arrangement en double et paraphé, — savoir :

1° Par le thalweg de la rivière Cavally jusqu'à un point situé à environ 20 milles au sud du confluent de la rivière Fodedougou-Ba, c'est-à-dire à l'intersection du 6°30' de latitude nord et 9°12' de longitude ouest ;

2° Par le parallèle passant par le dit point d'intersection jusqu'à la rencontre du 10° degré de longitude ouest de Paris, étant entendu, en tout cas, que le bassin du Grand Seisters appartient au Libéria et que le bassin du Fodedougou-Ba appartient à la France ;

3° Par le méridien 10° jusqu'à sa rencontre avec le 7° degré de latitude nord ; à partir de ce point, la frontière se dirigera en ligne droite vers le point d'intersection du 11° degré avec le parallèle qui passe par Tembi-Counda, étant entendu que la ville de Barmaquislid et la ville de Mahomadou appartiendront à la République de Libéria, les points de Naalah et de Mousardou restant, par contre, à la France ;

4° La frontière se dirigera ensuite vers l'ouest, en suivant ce même parallèle jusqu'à sa rencontre au 13° degré de longitude ouest de Paris, avec la frontière franco-anglaise de Sierra-Leone. Ce tracé devra, en tout cas, assurer à la France le bassin entier du Niger et de ses affluents.

Art. 2. — La navigation sur la rivière Cavally jusqu'au confluent du Fodedougou-Ba sera libre et ouverte au trafic et aux habitants des deux pays.

La France aura le droit de faire, à ses frais, dans le cours ou sur l'une et l'autre rive du Cavally, les travaux qui pourraient être nécessaires pour le rendre navigable, restant toutefois entendu que, de ce fait, aucune atteinte ne sera portée aux droits de souveraineté qui, sur la rive droite, appartiennent à la République de Libéria. Dans le cas où les travaux exécutés donneraient lieu à l'établissement de taxes, celles-ci seraient déterminées par une nouvelle entente entre les deux gouvernements.

Art. 3. — La France renonce aux droits résultant pour elle des anciens traités conclus sur différents points de la côte des Graines et reconnaît la souveraineté de la République de Libéria sur le littoral à l'ouest de la rivière Cavally.

La République de Libéria abandonne, de son côté, toutes les prétentions qu'elle pouvait faire valoir sur les terrains de la Côte d'Ivoire situés à l'est de la rivière Cavally.

Art. 4. — La République de Libéria facilitera, comme par le passé, dans la mesure de ses moyens, le libre engagement des travailleurs sur la côte de Libéria par le Gouvernement français ou ses ressortissants. — Les mêmes facilités seront accordées réciproquement à la République de Libéria et à ses ressortissants sur la partie française de la Côte d'Ivoire.

Art. 5. — En reconnaissant à la République de Libéria les limites qui viennent d'être déterminées, le Gouvernement de la République Française déclare qu'il n'entend s'engager que vis-à-vis de la République Libérienne libre et indépendante, et fait toutes ses réserves, soit pour le cas où cette indépendance se trouverait atteinte, soit dans le cas où la République de Libéria ferait l'abandon d'une partie quelconque des territoires qui lui sont reconnus par la présente Convention.

APPENDICE N° 3

ARRANGEMENT FRANCO-LIBÉRIEN du 18 Septembre 1907

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Libéria, désireux de fixer d'une manière définitive les limites de l'Afrique Occidentale Française et du Libéria, mais reconnaissant que les clauses de l'accord du 8 décembre 1892, conclu dans ce but, sont d'une application matérielle impossible, ont décidé, d'un commun accord, non de recourir pour l'établissement de la frontière à des lignes théoriques, mais d'utiliser dans la plus large mesure possible les lignes topographiques naturelles les plus propres à prévenir toute contestation possible dans l'avenir et assurer de part et d'autre une domination effective, et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires pour conclure un arrangement :

Le Gouvernement de la République Française :

Monsieur Gustave Binger, directeur au Ministère des Colonies, Monsieur Soulange Bodin, Ministre plénipotentiaire, sous-directeur au Ministère des Affaires Etrangères.

Le Gouvernement de la République de Libéria : Monsieur Frédéric E. R. Johnson, ministre des Affaires Etrangères, Monsieur J. P. Crommelin, chargé d'affaires de la République de Libéria à Paris.

Article premier. — La frontière franco-libérienne serait constituée par :

1° La rive gauche de la rivière Makona depuis l'entrée de cette rivière dans le Sierra-Leone jusqu'à un point à déterminer à environ 5 kilomètres au sud de Bofosso.

2° Une ligne partant de ce dernier point et se dirigeant vers le sud-est, en laissant au Nord les villages suivants : Koutoumaï, Kissi-Koutoumaï, Soundedou, N'Zapa, N'Zebela, Koïama, Banguedou, et allant rejoindre une source de la rivière Nuon ou d'un de ses affluents à déterminer sur place ou dans le voisinage de Lola.

Dans cette section frontière, le tracé à déterminer devra éviter de séparer les villages d'une même tribu, sous tribu ou groupements et utiliser autant que possible des lignes topographiques naturelles, telles que le cours de ruisseaux ou de rivières.

3° La rive droite de la rivière Nuon jusqu'à son confluent avec le Cavally.

4° La rive droite du Cavally jusqu'à la mer.

Dans le cas où la rivière Nuon ne serait pas un affluent du Cavally, la rive droite du Nuon ne formerait la frontière que jusqu'aux environs de Toulepleu ; à hauteur et au sud de la banlieue de ce village, la frontière serait tracée entre le Nuon et le Cavally dans la direction générale du parallèle de ce point, mais de manière à ne pas séparer les villages d'une même tribu, sous-tribu ou groupement et à utiliser les lignes topographiques naturelles ; à partir de l'intersection de ce parallèle avec la rivière Cavally, la frontière serait constituée par la rive droite de la rivière Cavally jusqu'à la mer.

Art. 2. — Dans le but d'exercer le long de la frontière une police efficace, le gouvernement libérien assumera l'obligation d'établir un certain nombre de postes que les autorités françaises auront la faculté d'occuper si les ressources du gouvernement libérien ne lui permettaient pas, à ce moment, d'entretenir lui-même une garnison. Le nombre et l'emplacement de ces postes seront déterminés sur place d'un commun accord au moment de l'abornement ; l'effectif de chacun d'eux ne dépasserait pas 40 à 50 hommes.

Il est entendu que le gouvernement libérien avisera deux mois à l'avance les autorités françaises de son intention d'occuper le ou les postes dont il est question ci-dessus et que la remise

du ou des postes s'effectuera dans les cinq jours qui suivront l'arrivée des forces de police libériennes.

Art. 3. — La navigation sur les cours d'eau [formant la frontière sera libre et ouverte au trafic et aux citoyens et protégés français ainsi qu'aux sujets et citoyens libériens.

La France aura le droit de faire à ses frais dans le cours ou sur l'une ou l'autre rive des rivières en question les travaux qui pourraient être nécessaires pour les rendre navigables ou en améliorer la navigabilité, restant toutefois entendu que, de ce fait, aucune atteinte ne sera portée au droit de souveraineté appartenant à la République de Libéria sur la rive qu'elle occupe, Dans le cas où les travaux exécutés donneraient lieu à l'établissement de taxes, celles-ci seraient déterminées par une nouvelle entente entre les deux gouvernements.

Art. 4. — Les clauses de l'arrangement du 8 décembre 1892 sont maintenues en toutes les dispositions qui ne sont pas contraires au présent arrangement.

Art. 5. — Les ratifications seront échangées avant le 1^{er} mars 1908.

Les opérations d'abornement seront entamées dans les trois mois qui suivront l'échange en question.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Signé : G. BINGER.

Signé : Soulange BODIN.

Signé : F. E. R. JOHNSON.

Signé : J. P. CROMMELIN.

APPENDICE N° 4

ACTE de délimitation de la frontière franco-libérienne du 13 janvier 1911

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Libéria approuvant le résultat des Travaux de la Commission mixte de délimitation instituée en exécution de l'arrangement franco-libérien du 18 septembre 1907 ;

Les soussignés :

M. A. R. Conty, ministre plénipotentiaire, sous-directeur adjoint au directeur des affaires politiques et commerciales au ministère des affaires étrangères de la République Française,

Et M. J. P. Crommelin, chargé d'affaires de la République de Libéria, à Paris,

Dûment autorisés à cet effet, confirment les dispositions suivantes, telles qu'elles sont proposées par les commissaires :

Article premier. — La frontière entre le territoire de la République de Libéria et les possessions françaises voisines est fixée de la manière suivante :

I

La rive gauche de la rivière Makona à partir du point où elle

coupe le méridien 13° de Paris jusqu'au confluent de la rivière Sodia.

II

1° La rive gauche de la rivière Sodia jusqu'à sa source ;

2° De la source de la Sodia une ligne est jusqu'au point où cette ligne coupe le premier marigot qui se jette dans la rivière Baisia, ou dans un de ses affluents ;

3° La rive droite de ce dernier marigot jusqu'à son confluent avec la rivière Baisia ;

4° La rive droite de la rivière Baisia jusqu'à son confluent avec la rivière Nedia ;

5° La rive droite de la rivière Nedia jusqu'à son confluent avec la rivière Massakoridia ;

6° La rive gauche de la rivière Massakoridia jusqu'à sa source ;

7° Une ligne droite reliant la source de la Massakoridia à la source de la rivière Bakitebeya, rivière qui descend de la montagne Gouagouaguizé ;

8° La rive droite de la Bakitebeya de sa source jusqu'à son confluent avec la rivière Seriba ;

9° La rive gauche de la rivière Seriba jusqu'à son confluent avec la rivière Lokazia ;

10° La rive gauche de la rivière Lokazia jusqu'à sa source ;

11° Une ligne environ est reliant la source de la Lokazia au sommet de la première colline de la chaîne de montagnes nommée Diouala ;

12° Les sommets de la chaîne des monts Diouala jusqu'à la source de la Boedia située près de la montagne Sesefla ;

13° La rive droite de la rivière Boedia de sa source jusqu'à son confluent avec la rivière Nienteko ;

14° La rive gauche de la Nienteko jusqu'à la montagne Seribafara laissant le village de Bindiaro en territoire français ;

15° Une ligne environ sud-est reliant le sommet du mont Seribafara à la source de la rivière Ouamabé ;

16° La rive droite de la rivière Ouamabé jusqu'à son confluent avec la rivière Tédia ;

17° La rive gauche de la rivière Tédia jusqu'à son confluent avec la rivière Tédiaco ;

18° Une ligne environ sud-est reliant le confluent de la Tédia et de la Tédiako au sommet du mont Bouadou-Fara ;

19° Une ligne environ sud-est reliant le mont Bouadou-Fara à la rivière Lousoudia et atteignant cette rivière à environ 100 mètres à l'ouest de son point d'intersection avec la route Bouado-Niavellalo (ce point est par environ 11° 52' 57" de longitude et 8° 22' 50" de latitude). Une borne est placée sur cette ligne par 8° 23' 48" de latitude et 11° 53' 58" de longitude ;

20° La rive droite de la rivière Lousoudia jusqu'à son confluent avec la rivière Loffa ;

21° La rive gauche de la rivière Loffa jusqu'à son confluent avec la rivière Lokoraya ;

22° La rive gauche de la Lokoraya jusqu'à sa source au mont Bidi ;

23° Une ligne droite reliant la source de la Lokoraya à la source de la rivière Ourouronie descendant du même mont Bidi ;

24° La rive droite de l'Ourouronie jusqu'à son confluent avec la rivière Laoua ;

25° La rive droite de la Laoua jusqu'à son confluent avec la rivière Bourou ;

26° La rive gauche de la Bourou jusqu'au point où elle coupe le méridien 11°50 ;

27° Le méridien 11°50 jusqu'au point où il coupe la rivière Wé ;

28° La rive gauche de la rivière Wé jusqu'à son confluent avec la rivière Ouézia ou Zinaïé ;

29° La rive gauche de la rivière Ouézia ou Zinaïé jusqu'à sa source au mont Gabiguizé ;

30° Une ligne droite reliant la source de l'Ouézia ou Zinaïé à l'une des sources de la rivière Ounié ou Mounié descendant du même mont Gabiguizé ;

31° La rive droite de la rivière Ounié ou Mounié jusqu'à son confluent avec le fleuve Diani ou Saint-Paul ;

32° La rive droite du fleuve Diani ou Saint-Paul jusqu'à son

confluent avec la rivière Oulé en aval de l'île Tinsou qui restera française ;

33° La rive gauche de la rivière Oulé jusqu'à son confluent avec la rivière Djaoulé (Diaoulé) ;

34° La rive gauche de la rivière Djaoulé jusqu'à sa source située à environ un kilomètre au sud-ouest du village de Lagbara ;

35° Une ligne reliant la source de la rivière Djaoulé à l'une des sources de la rivière Seya (étant entendu que les villages de Penata et de Sunyé restent au Libéria) ;

36° La rive droite de la rivière Seya jusqu'à son confluent avec la rivière Nyé ;

37° La rive droite de la rivière Nyé jusqu'à son confluent avec la rivière Mani ;

38° La rive gauche de la rivière Mani jusqu'à sa source ;

39° Une ligne droite reliant la source du Mani (mont Ouéréto) à la source de la rivière Nuon (mont Nuon Fa).

III

1° La rive droite de la rivière Nuon ou Nipoué jusqu'à son confluent avec la rivière Nimoi ;

2° La rive gauche de la rivière Nimoi jusqu'à son confluent avec la rivière Tani ;

3° La rive gauche de la rivière Tani jusqu'à sa source ;

4° Une ligne droite reliant la source de la rivière Tani à la source de la rivière Boan ;

5° La rive droite de la rivière Boan jusqu'à son confluent avec le Cavally (You ou Dioubou). Le village de Kanbobli restera libérien.

IV

La rive droite du Cavally jusqu'à la mer.

Art. 2. — Il sera établi le long de la frontière des postes libériens aux endroits fixés ci-après :

1° Au village Saborédou ;

2° Au village de Zinta ;

3° Au village de Saaye ;

4° En un endroit à déterminer sur place entre la rivière Oulé

et le fleuve Mani à une distance maximum de 20 kilomètres de la frontière ;

5° En un endroit à déterminer entre la rivière Mani et la rivière Nuon, entre 7°45 et 7°30 de latitude.

APPENDICE N^o 5

CONVENTION **de frontières entre le Libéria et l'Angleterre** **du 11 novembre 1885**

L'Angleterre a conclu le 11 novembre 1885 à Free-Town un traité, ratifié le 27 avril 1888, et qui, en dehors des articles relatifs à des indemnités dues par l'Angleterre et par le Libéria, contenait les articles suivants :

Art. 2. — La ligne frontière nord-ouest de la République de Libéria partira du point où, à mer basse, la ligne frontière sud-est (rive gauche de la rivière Mannah) est perpendiculaire au rivage de l'Océan. Elle sera prolongée le long de la ligne déterminée par la mer basse au sud-est (rive gauche de la rivière Mannah) jusqu'à ce qu'une des deux lignes continuées dans la direction nord-est coupe la ligne ou la prolongation de la ligne déterminant la frontière nord-est. Les territoires de la République, en tenant compte de toutes les déviations qui pourront être imposées à cette ligne pour que la ville de Baporu et telles autres villes ci-après reconnues comme faisant partie du territoire de la République, au moment de la signature de cette Convention, fussent comprises dans ce territoire.

Art. 3. — Par les présentes, le Président de la République de Libéria reconnaît les récentes acquisitions du Gouvernement de S. M., de certaines portions des territoires limitrophes de la frontière sud-est des possessions de S. M., dans cette partie

de l'Afrique ouest, avec la frontière nord-ouest de la République de Libéria, telle qu'elle résulte de l'article 2, c'est-à-dire commençant au point du rivage où, à mer basse, la ligne sud-est (rive gauche de la rivière Mannah) est perpendiculaire au rivage, et se terminant au point où la ligne frontière nord-ouest ci-dessus décrite, est la plus proche de la ville de Ngarinja, située sur la rive droite de la rivière Mannah.

APPENDICE N° 6

TRAITÉ

**de commerce et de navigation conclu à Monrovia
les 17-20 avril 1852 entre la France et la
République de Libéria.**

Echange des ratifications le 14 octobre 1856

Le Prince Louis-Napoléon Bonaparte, Président de la République Française, et Joseph Jenkins Roberts, Président de la République de Libéria, désirant établir des rapports de bonne intelligence entre les deux pays, et ouvrir de nouveaux débouchés à leurs relations de commerce et de navires, ont, à cet effet, nommé, pour leurs commissaires savoir :

Le Président de la République Française :

Monsieur Auguste Baudin, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, Capitaine de vaisseau, Commandant en chef la Station des Côtes occidentales d'Afrique.

Et le Président de la République de Libéria :

Monsieur Hilary Teage, Secrétaire d'État de la République de Libéria.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura paix perpétuelle entre le Président

de la République Française et ses successeurs et la République de Libéria, ainsi qu'entre les citoyens des deux pays.

Art. 2. — Il y aura liberté réciproque de Commerce entre les citoyens des deux pays, comme pour leurs navires, dans tous les ports, villes ou territoires appartenant aux Hautes Parties contractantes, excepté dans ceux qui sont interdits aux nations étrangères. Il est bien entendu, toutefois, aussitôt qu'ils seraient ouverts au commerce d'une autre nation, ils le seraient, dès ce moment, au commerce des deux pays contractants.

Art. 3. — En conséquence de cette liberté de commerce, les citoyens français pourront résider, louer des maisons, ouvrir des boutiques, transporter les produits et marchandises et gérer leurs affaires par eux, par leurs agents ou commis, sans l'entremise de courtiers. Ils pourront disposer comme bon leur semblera de leurs propriétés sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement. Il ne leur sera apporté aucun préjudice ni aucune gêne pour un monopole ou un privilège de vente ou d'achat quelconque. Ils jouiront d'une protection pleine et entière pour leurs personnes et leurs propriétés, comme de tous les privilèges et prérogatives qui sont ou seraient accordés plus tard à tous autres étrangers.

Les citoyens de la République de Libéria, jouiront des mêmes avantages dans les possessions françaises.

Art. 4. — Les navires et embarcations des citoyens de chacun des deux pays ne paieront, dans les ports et mouillages de l'autre, à titre de phare, tonnage ou toute autre dénomination que les mêmes droits que paient ou viendraient à payer les navires et embarcations de la nation la plus favorisée. Les marchandises ou valeurs venant des possessions françaises sur un navire quelconque, ou importées d'un pays quelconque par navire français, ne seront pas prohibées par la République du Libéria, ni soumises à des droits plus élevés que ceux qui sont imposés sur les marchandises de même nature venant de tout autre pays étranger ou importées par tout autre pavillon. Tous articles et produits de la République de Libéria peuvent en être exportés par des citoyens et des navires français sous les conditions les plus favorables accordées aux citoyens et navires de la nation la plus favorisée...

Art. 5. — Dans le cas où l'intention de la République de Libéria serait de trafiquer de certains articles d'importation dans la vue de se faire un revenu, en les vendant à un taux supérieur au prix coûtant, il est bien entendu que, dans aucun cas, les marchands particuliers ne pourront être empêchés d'importer aucun de ces articles ou tout autre article dont la République de Libéria pourrait ultérieurement trouver bon de trafiquer, et ne seront pas soumis à un droit plus élevé que la différence du prix coûtant au taux fixé par le Gouvernement pour la vente de ces articles... Dans le cas où le Gouvernement de la République de Libéria fixerait le prix d'un article de production indigène, dans le dessein que cet article soit pris en paiement d'autres articles dont le Gouvernement pourrait faire commerce, toutes les personnes commerçant avec la République de Libéria pourront, en paiement des taxes, présenter au Trésor ledit article de production indigène, au prix fixé par le Gouvernement.

Art. 6. — S'il arrive que quelque navire, appartenant aux deux parties contractantes, naufrage dans les ports ou sur les côtes de leurs territoires respectifs, les plus grands secours possibles leur seront donnés, tant pour la conservation des effets que pour la sécurité, le soin et la remise des articles sauvés. La protection et les soins les plus grands seront accordés aux officiers et équipages des bâtiments naufragés pour les secourir et les préserver du pillage et de tous mauvais traitements ; le montant des frais et droits de sauvetage sera réglé, en cas de discussion, par des arbitres choisis par les deux parties.

Art. 7. — Chacune des deux parties contractantes aura le droit de nommer, pour le développement et la protection du commerce, des consuls ou agents consulaires qui résideront dans les ports ou villes des possessions de l'autre. Ils jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que dans l'exercice de leur charge, des mêmes privilèges et de la même protection qui sont ou qui seraient accordés aux consuls de la nation la plus favorisée.

Art. 8. — Les citoyens des deux pays contractants jouiront, dans toutes les possessions de l'autre, de la plus parfaite liberté

de conscience en matière de religion, conformément au système de tolérance pratiqué dans leurs pays respectifs.

Art. 9. — L'intention bien formelle des deux parties contractantes étant de s'obliger par la présente convention à se traiter l'une l'autre sur le pied de la nation la plus favorisée, il est bien entendu qu'il ne sera accordé à aucune nation étrangère un avantage, un privilège quelconque en matière de commerce ou de navigation, ou pour toute autre cause, sans qu'il soit permis aux deux pays contractants de jouir immédiatement des mêmes avantages.

Art. 10. — Le Gouvernement français s'engage à ne jamais intervenir dans les affaires qui pourront avoir lieu entre les naturels et la République de Libéria sur les territoires soumis à sa juridiction, à moins toutefois que la propriété d'un citoyen français ayant été attaquée ou violée par les naturels, la République ne se trouve pas en état de lui donner protection : dans ce cas, le Gouvernement français s'engage, sur la réquisition faite préalablement à cet effet par le Gouvernement libérien, à prêter telle assistance dont on pourrait avoir besoin. Les commerçants français, établis sur le territoire de la République de Libéria, devront s'abstenir de toute intervention avec les naturels, qui pourrait amener la violation des lois ou troubler la paix du pays.

Art. 11. — En cas de mésintelligence entre les deux nations contractantes, les citoyens de chacune d'elles résidant dans les possessions de l'autre pourront y rester pour l'arrangement de leurs affaires de commerce dans l'intérieur, sans être gênés, en quelque manière que ce soit, tant qu'ils continueront à se comporter pacifiquement et à ne commettre aucun acte contraire aux lois.

Art. 12. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Monrovia, dans l'espace de douze mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Commissaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en triple original à Monrovia, le 17 du mois d'avril de l'an 1852.

Acte additionnel

Dans le cas où un privilège ou avantage en matière de commerce aurait été accordé aux citoyens d'une autre nation, il sera également accordé aux citoyens des parties contractantes, gratuitement si la concession en faveur de cette autre nation a été gratuite, ou par une compensation aussi équitable que possible, tant par sa valeur que par les effets qu'elle peut produire, le tout réglé d'un commun accord, si la Concession a été accordée conditionnellement.

Fait et signé à Monrovia, le 20 du mois d'avril de l'an 1852.

Signé : A. BAUDIN.

Signé : Hilary TEAGE.

APPENDICE N° 7

CONVENTION d'Extradition franco-libérienne du 5 juillet 1897

Le Parlement français a adopté la Convention d'extradition conclue avec le Gouvernement de la République de Libéria et dont voici le texte :

Le Président de la République Française et le Président de la République de Libéria, désireux d'assurer la répression des crimes et délits, ont résolu, d'un commun accord, de conclure un traité d'extradition et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de République Française :

S. E. Monsieur Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires Étrangères de la République Française, officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre de la Rédemption africaine, etc.....

Et Monsieur le Président de la République de Libéria :

Monsieur le Baron de Stein, chargé d'affaires de la République de Libéria à Paris, Grand-Croix de l'Ordre de la Rédemption africaine, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, etc.....,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Libéria s'engagent à se livrer réciproquement, d'après les règles établies par le présent traité, les individus inculpés ou condamnés à raison de l'un des faits ci-après énumérés, commis sur le territoire de l'État requérant.

Chaque gouvernement est libre de refuser l'extradition de ses propres nationaux.

Toutefois, cette faculté ne pourra s'exercer à l'égard du fugitif qui, depuis le crime ou le délit dont il est inculpé ou pour lequel il a été condamné, aurait obtenu la naturalisation dans le pays requis.

Lorsque le fait motivant la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du gouvernement requérant, il sera donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite de même fait commis hors de son territoire, à moins que l'extradition ne soit demandée et obtenue de ce chef par le gouvernement du pays tiers où le fait a été commis.

Art. 2. — Les crimes et délits pour lesquels il y aura lieu à extradition seront les suivants :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, meurtre ;

2° Infanticide ;

3° Avortement ;

4° Sévices commis volontairement soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

5° Menaces d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de peines criminelles ;

6° Viol ;

7° Attentat à la pudeur avec violence ;

8° Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de treize ans ;

9° Bigamie ;

10° Enlèvement, recel, substitution ou supposition d'un enfant ;

11° Enlèvement de mineurs ;

12° Séquestration ou détention illégale ;

13° Contrefaçon ou altération de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque ; entreprise dans le but d'émettre ou de faire émettre ces monnaies, ce papier-monnaie ou ces billets de banque, comme non contrefaits ou altérés ; mise en circulation de monnaie, de papier-monnaie ou de billets de banque, contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein.

14° Contrefaçon des sceaux de l'Etat, poinçons, timbres et marques publics, ou usage desdits sceaux, poinçons, timbres et marques publics contrefaits ;

15° Faux en écriture et usage frauduleux de l'écriture fausse ou falsifiée ;

16° Faux serment, faux témoignage et subornation de témoins ;

17° Corruption de fonctionnaire public ;

18° Concussion commise par un fonctionnaire public ;

19° Incendie volontaire ;

20° Destruction ou dégradation de toute propriété mobilière ou immobilière punie de peines criminelles ou correctionnelles ;

21° Le fait par tout individu faisant ou non partie d'un bâtiment de mer de le livrer aux pirates ;

Le fait par tout individu faisant ou non partie de l'équipage d'un navire de s'emparer dudit bâtiment par fraude ou par violence ;

Destruction, submersion, échouement ou perte d'un navire dans une intention coupable ;

Révolte par plusieurs personnes, à bord d'un navire en mer, contre l'autorité du capitaine ou du patron ;

22° Le fait, commis à dessein, d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;

23° Soustraction frauduleuse ou vol ;

24° Escroquerie ;

25° Abus de blanc seing ;

26° Détournement frauduleux, abus de confiance, extorsion de fonds ;

27° Banqueroute frauduleuse ;

28° Recel frauduleux d'argent, valeurs, ou objets mobiliers provenant d'escroquerie, de vol, d'abus de confiance ou d'abus de blanc seing ;

29° Traite des esclaves dans les cas prévus par la législation des deux pays.

La tentative des crimes ou délits prévus ci-dessus et la complicité dans les mêmes faits, donneront lieu également à extradition lorsqu'elles seront punissables d'après la législation des deux pays.

Art. 3. — L'extradition ne sera pas accordée si l'étranger est poursuivi dans le pays de refuge pour l'infraction faisant l'objet de la demande d'extradition, ou bien, si, à raison de cette infraction, il a été définitivement condamné, acquitté, ou renvoyé de la peine.

L'extradition n'aura pas lieu si, d'après les lois du pays requis, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, s'il n'a pas encore été arrêté, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Art. 4. — Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis ou s'il a été condamné pour une infraction autre que celle motivant la demande d'extradition, la remise ne sera effectuée qu'après que la poursuite sera terminée, ou, en cas de condamnation après que la peine aura été exécutée.

Art. 5. — L'individu extradé ne sera ni poursuivi ni jugé contradictoirement pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins :

1° D'un consentement spécial donné par le gouvernement requis ;

2° Que l'extradé ne demande lui-même à être jugé ou a subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au gouvernement qui l'a livré.

Sera considéré comme soumis sans réserve à l'application des lois de la nation requérante, à raison d'un crime ou délit quelconque antérieur à l'extradition et différent du fait qui a motivé cette mesure, l'individu qui aura eu, pendant un mois depuis son élargissement définitif, la faculté de quitter le territoire de cette nation.

Art. 6. — Dans le cas où l'extradition d'un étranger ayant été accordée par l'une des deux puissances contractantes à l'autre, le gouvernement d'un pays tiers solliciterait à son tour de celle-ci la remise du même individu, à raison d'un fait autre que celui ayant motivé l'extradition, ou connexe à ce fait, la puissance ainsi requise ne déférera, s'il y a lieu, à la demande qu'après s'être assurée du consentement de l'État qui aura primitivement accordé l'extradition.

Toutefois, cette réserve n'aura pas lieu d'être appliquée lorsque l'individu extradé aura eu, pendant le délai fixé par l'article 5, la faculté de quitter le territoire du pays auquel il a été livré.

Dans le cas de réclamation du même individu, de la part de deux États, pour crimes distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'individu soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

Art. 7. — Aucune personne ne sera livrée si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas réputé de plein droit délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne d'un chef de gouvernement ou contre celle des membres de sa famille ; mais le caractère de cet attentat sera apprécié par la partie requise, d'après les circonstances dans lesquelles il aura été commis.

Art. 8. — La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique ou consulaire. Toutefois elle pourra être aussi demandée ou accordée par les Gouverneurs des colonies françaises de la Côte occidentale d'Afrique.

Elle sera accompagnée soit d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation, même par défaut ou coutumace (notifié, dans ce dernier cas, suivant les formes qui seraient prescrites par la législation du pays requérant) soit d'une acte de procédure criminelle d'une juridiction compétente, décrétant formellement, ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juri-

diction répressive, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et décerné par l'autorité judiciaire, pourvu que ces derniers actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils sont délivrés, et, autant que possible, la date de ce fait.

Les pièces ci-dessus mentionnées devront être produites en original ou en expédition authentique ; elles seront revêtues du sceau de la juridiction compétente et d'une signature dûment légalisée.

Le gouvernement requérant devra produire la copie des lois applicables au fait incriminé, et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé.

L'arrestation du fugitif sera opérée et la demande d'extradition sera instruite et examinée suivant la procédure établie par la législation du pays requis.

Art. 9. — Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets saisis pouvant servir à constater le crime ou le délit ainsi que les objets provenant de ce fait, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'individu réclamé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, cet individu ayant de nouveau pris la fuite ou étant décédé.

Sont réservés toutefois les droits que les tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient pu acquérir sur lesdits objets.

Art. 10. — En cas d'urgence, l'arrestation provisoire du fugitif pourra être requise par avis postal ou télégraphique, faisant connaître l'existence d'un mandat d'arrêt et régulièrement transmis par la voie diplomatique ou consulaire au ministre des affaires étrangères du pays requis.

L'étranger arrêté provisoirement sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si, dans les six semaines, à partir du jour de son arrestation, la demande d'extradition par la voie diplomatique ou consulaire, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

De même, l'individu amené dans un port d'embarquement aux fins d'extradition, sera remis en liberté, si dans un délai de

six semaines après qu'il a été mis à la disposition des autorités requérantes, celles-ci ne l'ont pas fait partir.

Art. 11. — Les gouvernements respectifs s'engagent à se prêter leurs bons offices pour faciliter les mesures d'instruction qui peuvent être considérées comme nécessaires à l'occasion de la poursuite de crimes ou de délits non politiques.

Art. 12. — Lorsque, dans une cause pénale non politique, l'instruction est faite dans l'un des deux pays, la production de pièces ou de documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique ou consulaire, et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Art. 13. — Les gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais résultant de l'arrestation, de la détention et de l'entretien du fugitif, ainsi que son transfèrement jusqu'au port où il devra s'embarquer pour se rendre à destination.

La même renonciation s'applique aux frais qu'occasionnerait l'examen par l'autorité administrative ou judiciaire de la demande d'extradition.

Art. 14. — La présente convention entrera en vigueur quatre mois après l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Paris aussitôt que possible.

Chacune des parties contractantes pourra, en tout temps, mettre fin au traité, en donnant à l'autre, six mois à l'avance, avis de son intention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 5 juillet 1897.

Signé : HANOTAUX.

Signé : BARON DE STEIN.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS	1

CHAPITRE PREMIER

VUE D'ENSEMBLE SUR LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

<i>Section I.</i> — Esquisse géographique	5
<i>Section II.</i> — Les explorations.	12
<i>Section III.</i> — Le sous-sol	16
<i>Section IV.</i> — Le Climat	17
<i>Section V.</i> — La Flore et la Faune	18
<i>Section VI.</i> — Population	25

CHAPITRE II

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA

<i>Section I.</i> — La Côte des Graines avant l'arrivée des premiers colons américains	33
<i>Section II.</i> — Les origines de la République jusqu'à la première Constitution de 1838	38
<i>Section III.</i> — Le Libéria de 1838 à 1847. La déclaration d'indépendance. La Constitution	43
<i>Section IV.</i> — Les débuts de la République, 1847-1868	88
<i>Section V.</i> — Le Libéria de 1868 à 1904	93
<i>Section VI.</i> — Le Président Barclay (1904-1912). L'intervention américaine	99

CHAPITRE III

ORGANISATION POLITIQUE, ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE DU LIBÉRIA

<i>Section I.</i> — Organisation politique, judiciaire et administrative	134
--	-----

<i>Section II.</i> — Travaux publics. Agriculture, commerce et industrie	141
<i>Section III.</i> — Les finances libériennes.....	161

CHAPITRE IV

LES AMÉRICO-LIBÉRIENS. — L'AVENIR DU LIBÉRIA.....	183
---	-----

APPENDICES

N° 1. — Bibliographie	191
N° 2. — Convention de délimitation franco-libérienne du 8 décembre 1892, approuvée par la loi du 31 juillet 1894....	195
N° 3. — Arrangement franco-libérien du 18 septembre 1907..	197
N° 4. — Acte de délimitation de la frontière franco-libérienne du 13 janvier 1911.....	200
N° 5. — Convention de frontières entre le Libéria et l'Angleterre du 11 novembre 1885.....	205
N° 6. — Traité de commerce et de navigation conclu à Monrovia les 17-20 avril 1852 entre la France et la République de Libéria. Echange des ratifications le 14 octobre 1856.....	207
N° 7. — Convention d'extradition franco-libérienne du 5 juillet 1897.	212
N° 8. — Carte du Libéria.....	»

Vu :

Le Président de la thèse,
PAUL LESEUR.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

